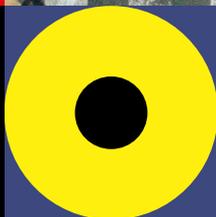




#1
—
Hiver
2019-2020
—
7,50 €



LIRE, ÉCOUTER,
PARTAGER,
POUR AGIR

MOUVEMENTUP

2020-2030

Dix ans
pour tout
changer

Entretien avec

Jeremy
Rifkin

auteur du *New Deal Vert
Mondial*



**LIRE, ÉCOUTER,
PARTAGER,
POUR AGIR**

Le magazine que vous avez entre les mains est unique. Unique, d'une part, car il marque la naissance de votre nouveau média de solutions : *Mouvement UP*. Il s'adresse à celles et ceux qui savent qu'il existe des solutions aux maux du monde et qu'il n'existe pas de fatalité à l'effondrement. À celles et ceux qui sont conscients qu'il faut opérer une transformation radicale de nos modèles, et qui sont à la recherche de clés pour prendre leur part. À celles et ceux qui ont le sentiment de ne pas avoir assez de poids seuls pour induire le changement, et qui cherchent une communauté pour donner de l'ampleur à leurs actes. *Mouvement UP* est un véritable guide vers la transition : votre transition. *Mouvement UP* est un média unique, d'autre part, puisqu'il se décline en format papier, numérique, radio et événementiel, pour vous accompagner à chaque instant et en fonction de vos usages. Dans les transports, le matin, et dans vos écouteurs, avec les podcasts produits par *Mouvement UP* ; le matin ou le soir, à l'occasion des événements inspirants qu'il organise autour de personnalités qui changent le monde ; le week-end ou en vacances, pour prendre le temps de comprendre à travers son magazine ; et prochainement en ligne pour partager votre soif de changement auprès de la communauté *Mouvement UP*.

La ligne éditoriale de *Mouvement UP* est celle de la solution. Elle s'incarne et est alimentée par une rédaction experte de la transition, qui mène un travail journalistique exigeant et lucide. À ce titre, elle n'éluide pas l'ampleur des crises que nous traversons, mais elle ne se contente pas de les nommer. Elle braque les projecteurs sur des projets qui y répondent. Ils ont tous en commun le fait d'être réels et d'avoir un impact, à petite ou grande échelle, et d'avoir le potentiel de changer les choses : *Mouvement UP* est un média anti-bullshit.

Antonio Gramsci expliquait : « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.* » Dès ce premier numéro, nous prenons à bras-le-corps notre mission d'éclaireurs en nous projetant dans la prochaine décennie. Notre message est simple : nous avons dix ans pour agir, et fort heureusement beaucoup ont déjà répondu à cet appel. Ils composent les pages de ce magazine et rejoignent ainsi la communauté *Mouvement UP*, que nous sommes fiers de porter. En tant que lecteur, vous y avez naturellement toute votre place : vous êtes ici chez vous.

William Elland-Goldsmith,
Directeur général *Mouvement UP*

S'informer

Qui a peur de Greta Thunberg ?
10

Faut-il faire confiance à la convention citoyenne ?
12

Qu'est-ce que... La décroissance ?
14

20 ans avant Greta Thunberg, il y avait Severn Cullis-Suzuki
17

Où en est l'accord de Paris ?
18

Cahier de saison : l'hiver
20

Comprendre

2020-2030
Dix ans pour tout changer

Climat, la crise de conscience de l'humanité
24

Virginie Maris : « La résilience se situe peut-être en dehors de notre désir de contrôle »
28

L'effondrement, fin du monde ou fin d'un monde ?
32

Profession : prospectiviste
37

Comment réveiller en nous l'envie d'agir ?
38

Les chiffres à retenir des rapports du GIEC
48

Jean Jouzel : « 2020 doit être le début d'une décennie centrée sur l'action »
50

Jeremy Rifkin : « La plus grande bulle de l'histoire est sur le point d'éclater »
54

Demain, des constructions plus inspirées de la nature ?
60

Un scénario de transition énergétique pour la France
64

Agroécologie : le défi d'une alimentation écologique
66

Cette génération qui change déjà le monde
72

« Plus chauds que le climat ? »
78

Valérie Cabanes : « La notion d'écocide occupe régulièrement le débat politique »
84

Arturo Escobar : « Nous sommes la vie qui se défend »
86

L'écoféminisme : lier enjeux féministes et enjeux écologistes
90

Agir

Quelles villes en 2030 ?
100

Les défis qui attendent la région parisienne...
104

La ferme de la mare des Rufaux, un oasis de biodiversité en agroécologie
108

Gaspillage alimentaire La lutte s'organise
116

Bruno Parmentier : « Notre civilisation est celle du gâchis intégral »
120

« Les Licornes » aident à faire sa transition écolo individuelle
122

Joëlle Zask : « Les mégafeux peuvent jouer un rôle de lanceur d'alerte »
124

Se cultiver

Soleil vert et futur noir pour tous
130

Le New Deal vert mondial
134

Un autre regard
138

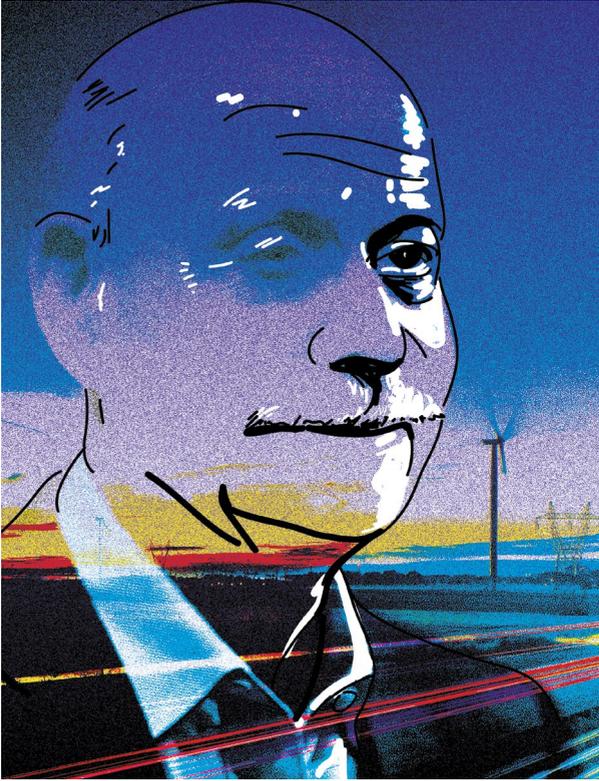
Sentir-Penser avec la Terre, une écologie au-delà de l'Occident
142

Quand la forêt brûle
144



Jean Jouzel
« 2020 doit être le début d'une décennie centrée sur l'action »
50





Jeremy Rifkin

« La plus grande bulle de l'histoire est sur le point d'éclater »

54



Cette génération qui change déjà le monde

72

L'écoféminisme :
lier enjeux féministes
et enjeux écologistes

90



Quelles villes
en 2030 ?

100

Contributeurs

Alexandra Luthereau

Après quelques années à se chercher dans des boîtes à différentes fonctions, en 2013, c'est la révélation et la reconversion : elle se lance dans le journalisme. Chaque sujet est une rencontre, une découverte, souvent des moments inoubliables, et des heures à pianoter son clavier pour trouver les mots justes et porter la voix de ceux qu'elle interroge. Ses sujets de prédilection : l'écologie, le féminisme, l'innovation sociale et le handicap.



Héloïse Leussier

30 ans et une plume assidue de *UP le mag* depuis plusieurs années. Elle était salariée du *Mouvement UP* jusqu'à il y a peu, avant de s'installer en tant que freelance à Nantes. Elle a écrit ces dernières années pour différents titres tels que *Vice*, *Streetpress*, *Reporterre* ou encore *Respect Mag*, sur des sujets liés à l'écologie ou à dimension sociale.



Antonin Padovani

Antonin Padovani est journaliste pigiste, et collabore depuis ses débuts au *Mouvement UP*. Il est passionné d'écologie, thème qu'il approfondit par ses lectures et l'observation attentive des luttes et mouvements qui, chaque jour, questionnent notre rapport à la nature et les enjeux politiques qui en découlent.



Cédric Taling

Passé par Canal + ID, où il est scénariste, puis par le dessin animé et le cinéma, Cédric Taling débute sa vie d'artiste-peintre en 2007. Sa peinture est souvent inspirée par la bande dessinée. Récemment, il a publié aux éditions Rue de l'échiquier *Thoreau et moi*, bd autour du philosophe naturaliste Thoreau.



Revus & Corrigés

Média multisupport consacré à l'actualité des classiques du cinéma, porté par une revue trimestrielle, un site internet, et de nombreux événements, *Revus & Corrigés* apporte des regards jeunes sur les films classiques. Alexis Hyaumet est cofondateur et responsable éditorial et de diffusion de *Revus & Corrigés*.



TACING
2019





S'informer On vous aide ici à décrypter l'actualité liée aux problématiques environnementales. Décoder les tendances, des phénomènes, comprendre un mot entré dans le langage du moment. Analyser hier pour mieux inventer demain. Se projeter aussi dans le prochain trimestre pour décoder les enjeux sociétaux à venir pour anticiper, réagir. Voici des clés pour comprendre un monde en mouvement.

Qui a peur de Greta Thunberg ?
10

Faut-il faire confiance à la convention citoyenne ?
12

Qu'est-ce que... La décroissance ?
14

20 ans avant Greta Thunberg, il y avait Severn Cullis-Suzuki
17

Où en est l'accord de Paris ?
18

Cahier de saison : l'hiver
20



**« Elle fait peur,
car elle n'a pas peur »**
Albin Wagener, chercheur
en sciences du langage

Qui a peur de Greta Thunberg ?

La jeune activiste écologiste suédoise de 16 ans est devenue, en l'espace d'un an, la porte-parole d'une jeunesse mobilisée pour le climat. Et cela ne plaît pas à tout le monde...

Par **Sandra Coutoux** L'image fait froid dans le dos. Cet automne, un mannequin à l'effigie de Greta Thunberg a été pendu sous un pont de Rome. La jeune militante écologiste, qui, depuis un an, invite la jeunesse mondiale à manifester pour le climat, est régulièrement dénigrée et moquée. Lors de son dernier discours aux Nations unies, à New York, en septembre dernier, la jeune militante a lancé des mots rageurs : « *Nous sommes au début d'une extinction de masse, et ce dont vous parlez c'est d'argent et d'une croissance éternelle. Comment osez-vous ?* » Celle qui transmet avec force, dans ces discours, les inquiétudes des scientifiques est particulièrement attaquée en France. Un phénomène qui a interpellé Albin Wagener, enseignant-chercheur en sciences du langage à Campus Tech, à Angers. Afin de comprendre la nature des violences verbales relevées dans les médias, sur les blogs et les réseaux sociaux, cet expert en analyse de discours a démontré que Greta Thunberg était rarement critiquée sur le fond de son message, mais bien sur sa personne. « *C'est une jeune fille, elle est atypique en raison de son syndrome d'Asperger, et son discours est sans concession. Ce sont les trois arguments qui sont mis en avant par ses détracteurs* », explique Albin Wagener.

La cible d'un système qui se défend ?

Le philosophe Michel Onfray dit de Greta Thunberg qu'elle « *a le visage, l'âge, le sexe et le corps d'un cyborg du troisième millénaire* ». L'essayiste et médecin Laurent Alexandre n'hésite pas à parler « *d'enfant illuminée* ». Le député des Républicains Guillaume Larrivé a lancé un appel au boycott lorsque la jeune militante est venue s'exprimer devant l'Assemblée nationale : « *Nous n'avons pas besoin de gourous apocalyptiques.* » Pourquoi tant de réactions épidémiques venant de la part d'intellectuels et d'élus blancs de plus de 50 ans ? « *Elle fait peur, car elle n'a pas peur. Elle est totalement au service de son combat* », poursuit Albin Wagener. Pour Simon Persico, professeur de sciences politiques, elle inquiète une certaine élite car « *elle remet en cause nos systèmes politiques, et cela suscite des réactions fortes* ». En dépit des attaques, la jeune fille ne cesse de rappeler l'urgence face au dérèglement climatique en citant inlassablement les rapports des scientifiques. « *Soyons bien clairs, la science est du côté de Greta Thunberg* », précise l'astrophysicien grenoblois Aurélien Barrau, défenseur de la décroissance. De son côté, la jeune militante reste de marbre face aux critiques : « *Je ne vous demande pas de m'écouter, je vous demande d'écouter les scientifiques.* » ■

Faut-il faire confiance à la convention citoyenne ?

Pour répondre à la crise des gilets jaunes, au lendemain du grand débat national, le gouvernement a demandé la constitution d'une convention citoyenne visant à trouver des réponses au dérèglement climatique.

Quel est l'enjeu ?

La convention citoyenne a pour but de formuler des propositions visant à réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre françaises par rapport à 1990, d'ici 2030. Et ce, dans de nombreux domaines : transport, agriculture, consommation, logement, travail... Il s'agit de tendre vers la neutralité carbone sans pour autant zapper la justice sociale.

Qui en fait partie ?

Pas forcément des militants acharnés qui pensent climat tous les jours. 150 citoyens, de tous les âges (y compris des moins de 18 ans), de toutes les professions, de toutes les formations, de toutes les régions ont été tirés au sort pour participer à la convention.

Comment ça se passe ?

La mission est indemnisée comme pour des jurés d'assises, (hébergement, transport, garde d'enfants, perte de revenu tiré d'une activité professionnelle).

Les participants, qui ont auditionné des experts (associations, entreprises, élus,

syndicats, chercheurs) pour « délibérer de manière éclairée », se retrouvent régulièrement les week-ends depuis octobre afin de plancher sur des préconisations concrètes.

Qui organise ?

À l'animation : le Conseil économique, social et environnemental, mandaté par l'exécutif. De nombreuses personnalités veillent au bon fonctionnement et à l'organisation des réunions. Dans le comité de gouvernance, il y a, par exemple, Thierry Pech (Terra Nova), Laurence Tubiana (Fondation européenne pour le climat), Jean Jouzel (climatologue), Mathilde Imer (Démocratie ouverte) ou encore Loïc Blondiaux (professeur de sciences politiques). Un comité des garants veille au bon respect des règles d'indépendance. Parmi eux, Cyril Dion, co-réalisateur de *Demain*.

Et après ?

C'est en janvier 2020 que les conclusions sont censées être rendues, et les préconisations seront traduites en une proposition de loi. Le gouvernement s'est engagé à soumettre le tout « sans filtre » au Parlement, via un référendum ou un décret, comme l'a affirmé Emmanuel Macron en avril dernier. ■





Qu'est-ce que... la décroissance ?

Face à l'urgence climatique, certains militent pour la « décroissance », un concept qui n'est pas nouveau.

Par **Sandra Coutoux** Dans la seconde moitié du 19^e siècle, le développement de deux grands phénomènes bouleverse les sociétés européennes : l'industrialisation et l'urbanisation. Alors que le progrès technologique et que l'exploitation des énergies fossiles sont les piliers de ces sociétés, le philosophe américain Henry David Thoreau pose les bases de la théorie de la décroissance. Il évoque dès 1850 « *la sobriété volontaire* » et s'oppose au capitalisme industriel qui « *transforme l'homme en machine* ». Il s'engage dans un processus d'allègement matériel qui est synonyme pour lui de liberté. Les idées de ce penseur anticonformisme trouveront un faible écho au 19^e siècle. 150 ans plus tard, il sera reconnu comme l'un des pères fondateurs du concept de décroissance.

Une solution pour préserver les ressources

À partir des années 1970, la gravité des atteintes environnementales et la croissance démographique fulgurante conduisent des économistes et des scientifiques à remettre en question le concept de croissance. En 1972, le rapport Meadows intitulé *Les limites à la croissance*, met en garde contre l'épuisement rapide des ressources naturelles. Il préconise de taxer l'industrie pour financer l'agriculture, les services et la lutte contre la pollution. À cette époque, l'économiste français Serge Latouche, l'un des pionniers de la théorie de la décroissance en France, affirme que « *la croissance ne peut être infinie dans un monde fini* ». Il propose une société alternative qui n'est plus basée sur l'hyperconsommation et l'accumulation illimitée de biens matériels. Il soutient les initiatives locales telles que les jardins partagés, l'agriculture urbaine ou encore les AMAP... Au début des

années 2010, le politologue français Paul Ariès, s'empare du mythe de l'abondance. Le jour du dépassement, calculé chaque année par l'ONG Global Footprint Network, en partenariat avec le WWF, confirme que le moment où nous consommons davantage de ressources que la Terre ne peut en produire arrive de plus en plus tôt. La décroissance est donc une invitation à changer de mode vie pour vivre mieux avec moins. Cette société de la « *sobriété heureuse* » est popularisée depuis une dizaine d'années par le fondateur du mouvement des Colibris, Pierre Rhabi, qui milite pour une société fondée sur « *le bonheur d'être, plutôt que la volonté d'avoir* ». ■

« La croissance ne peut être infinie dans un monde fini »
Serge Latouche, économiste, pionnier de la décroissance en France

LA REVUE ILLUSTRÉE D'

**Alternatives
Economiques**

Rien ne va plus ? C'est de pire en pire ? Mais, non ! A force d'avoir le nez dans le guidon, nous ne voyons plus tout ce qui s'améliore, lentement mais sûrement, en France comme dans le monde. Découvrez 50 bonnes raisons de garder espoir en l'avenir grâce au nouveau numéro d'**OBLIK** !



OBLIK N°3 EST EN VENTE !

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET DANS TOUTES LES BONNES LIBRAIRIES**

Et sur commande : www.alternatives-economiques.fr/kiosque

20 ans avant Greta Thunberg, il y avait Severn Cullis-Suzuki

En 1992, à la tribune du Sommet de la Terre de Rio, au Brésil, une fille de 12 ans prend la parole pour exhorter les dirigeants à agir pour le climat et contre les injustices sociales. Qu'est devenue Severn Cullis-Suzuki, quadra depuis peu ?



Extrait de son discours

« Je suis ici pour parler au nom de tous les enfants affamés, dont les cris ne sont pas entendus. Je suis ici pour parler au nom des innombrables animaux qui meurent parce qu'ils n'ont pas d'autre endroit où aller. J'ai peur de respirer l'air car je ne sais pas quelles substances chimiques il contient. Dans ma vie, j'ai rêvé de voir de grands troupeaux sauvages, des jungles, des forêts tropicales pleines d'oiseaux et de papillons. Mais aujourd'hui, je me demande si ces forêts existeront toujours pour que mes enfants puissent les voir. Vous préoccupez-vous de ces choses lorsque vous aviez mon âge ?

Je suis seulement un enfant et pourtant je sais que le problème nous concerne tous, et nous devrions agir comme un seul monde vers un seul but. Au Canada, nous menons une vie privilégiée avec de la nourriture, de l'eau et un abri. Nous avons des montres, des vélos, des ordinateurs et des télévisions. Il y a deux jours, ici au Brésil, un enfant à la rue nous a dit : 'J'aimerais être riche et, si je l'étais, je donnerais à tous ces enfants de la nourriture, des vêtements, des médicaments, un abri, de l'amour et de l'affection.' Si un enfant dans la rue qui n'a rien est partant pour partager, pourquoi nous, qui avons tout, sommes si avares ? »

Qu'est-elle devenue ?

Auteure, Severn a animé des émissions de télé, dont des programmes pour sensibiliser les petits sur la chaîne *Discovery Channel*, en 2002, et est invitée à des conférences pour provoquer le changement. Elle mène des actions auprès des Haïdas, un peuple amérindien dont est issu son mari et dont la langue n'a plus que quelques locuteurs : « Avec les anciens et désormais mes deux enfants, j'essaie de la revitaliser. La perte massive de diversité actuelle concerne autant les plantes et les animaux que les cultures humaines, c'est le même phénomène. » *Libération*, 22 septembre 2019.

Pour en savoir plus

Severn, la voix de nos enfants, réalisé par Jean-Paul Jaud (2009)



Où en est l'accord de Paris ?

En novembre dernier, Washington a officialisé le retrait des États-Unis de l'accord de Paris. Retrait qui sera effectif en novembre 2020. Les autres signataires respectent-ils leur engagement ?

Par **Sandra Coutoux** et **Philippe Lesaffre**

Rappel des faits
En 2015, 195 pays (sur les 197 pays reconnus par les Nations unies)

ont adopté l'accord de Paris sur le climat. Les États se sont engagés à limiter le réchauffement planétaire en dessous de la barre de 2°C, par rapport à l'ère préindustrielle, d'ici à 2100.

L'enjeu : parvenir à une diminution des émissions de gaz à effet de serre. L'accord reconnaît aussi le rôle des collectivités et invite ces dernières à « accroître leurs efforts ».

Si le texte a la valeur d'un traité international et fixe des objectifs chiffrés, il ne prévoit pas de mécanisme de sanction.

Qui sont les bons élèves ?

Deux petits pays, le Bhoutan et le Surinam, ont un taux négatif en carbone. La végétation de

ces territoires absorbe plus de carbone que les habitants n'en émettent.

En 2019, seuls 58 pays ont pris des mesures au niveau national pour réduire leurs rejets de Co₂ d'ici à 2030 et, parmi eux, seulement 16 ont engagé des actions suffisamment ambitieuses par rapport à ce qu'ils avaient promis, selon une étude publiée par le think tank américain World Resource Institute.

Le Canada, le Japon, l'Indonésie, le Costa Rica, la Malaisie et le Pérou ont entrepris des actions conformes à leurs engagements.

Et la France ?

Selon l'Observatoire climat-énergie, censé évaluer les objectifs climatiques et énergétiques de la France, l'Hexagone est en retard par rapport à ses engagements dans les secteurs :

- du transport (notamment en raison du marché des SUV, des

véhicules polluants) ;

- et du bâtiment (les rénovations énergétiques ne sont pas suffisantes).

Les mauvais élèves

Certains pays ayant signé l'accord de Paris ne l'ont pas ratifié : l'Angola, la Lybie, le Soudan du Sud, l'Erythrée, la Turquie, l'Iran, le Yémen, l'Irak et le Kirghizistan.

Le cancer américain

C'était annoncé, c'est désormais chose faite : le 4 novembre 2019, les États-Unis, deuxièmes plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, ont confirmé leur retrait de l'accord de Paris.

Le divorce prendra effet en novembre 2020, soit au lendemain de... l'élection présidentielle américaine. Ce divorce ne menace pas l'existence de l'accord de Paris, la majorité des États ayant d'ores et déjà ratifié le texte. ■

Cahier de saison

L'hiver



Alimentation

En cette période, oubliez les tomates ! Dans votre panier, glissez plutôt betteraves, navets, carottes, courges (potimarron, butternut, etc.) et choux, qui contiennent vitamine B et C, minéraux (calcium, potassium, magnésium), antioxydants et fibres. Gratins, soupes... Vous trouverez le bonheur dans l'assiette d'ici mars. Surprise du chef : dégustez du cerfeuil tubéreux poêlé, un petit légume racine peu connu qui se prépare comme des pommes de terre sautées. Une texture onctueuse en bouche et un goût évoquant le subtil mélange de la patate et la châtaigne.



Lutter contre la déprime

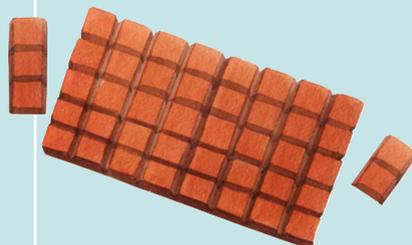
En hiver, le soleil ne nous apporte pas notre dose de vitamine D. Un manque que l'on peut combler en consommant du poisson dit gras (saumon, truite, hareng). Et qui dit absence de rayons de soleil dit baisse de la lumière en journée, ce qui peut agir sur le moral au quotidien... Pour y remédier, rien de tel que de prendre l'air et de pratiquer une activité physique à l'extérieur. Et même s'il fait froid. Marchez, marchez, marchez !



Comment renforcer son système immunitaire naturellement ?

Le magnésium pour se revitaliser

C'est un minéral essentiel au bon fonctionnement de l'organisme humain et un puissant anti-stress et anti-fatigue. Il préserve l'équilibre musculaire et nerveux. L'apport conseillé de magnésium pour un adulte est en moyenne de 400 mg par jour. On en trouve naturellement dans le chocolat noir, les amandes, les noix et les huîtres.





Les probiotiques pour se protéger

Le système immunitaire de l'être humain se trouve à 70 % dans l'intestin. Au moindre déséquilibre, l'organisme devient plus vulnérable aux virus et aux bactéries. Renforcer sa flore intestinale, c'est donc se protéger des maladies de l'hiver. Les probiotiques permettent de prendre soin de son ventre. On en trouve dans des aliments comme la choucroute, les yaourts, ou les fromages fermentés comme le camembert ou le roquefort.

Une tisane pour s'immuniser

De l'eau chaude, du citron, du thym, voilà les ingrédients indispensables d'une tisane hivernale antiseptique. On peut aussi l'agrémenter d'épices connues pour leur action antimicrobienne comme la cannelle, le curcuma pour sa vertu anti-inflammatoire ou le gingembre qui est un antiviral efficace.



3 lectures feel good pour lutter contre la morosité hivernale



Foutez-vous la paix, et commencez à vivre

Fabrice Midal, éditions Flammarion.

Un appel à cesser les ruminations contre soi-même pour devenir son meilleur ami. Sur un ton léger, très authentique, l'auteur nous invite

à accepter notre imperfection, notre vulnérabilité et à cesser de nous torturer pour enfin commencer à vivre !



L'art d'être oisif, dans un monde de dingue

Tom Hodgkinson, éditions Les liens qui libèrent.

Un livre qui met la paresse sur un piédestal, en montrant que « ne rien faire », c'est une manière

de contribuer au monde. En prenant le temps de réfléchir à son quotidien, ou encore sa consommation. De quoi vous faire déculpabiliser si vous avez besoin de ralentir !

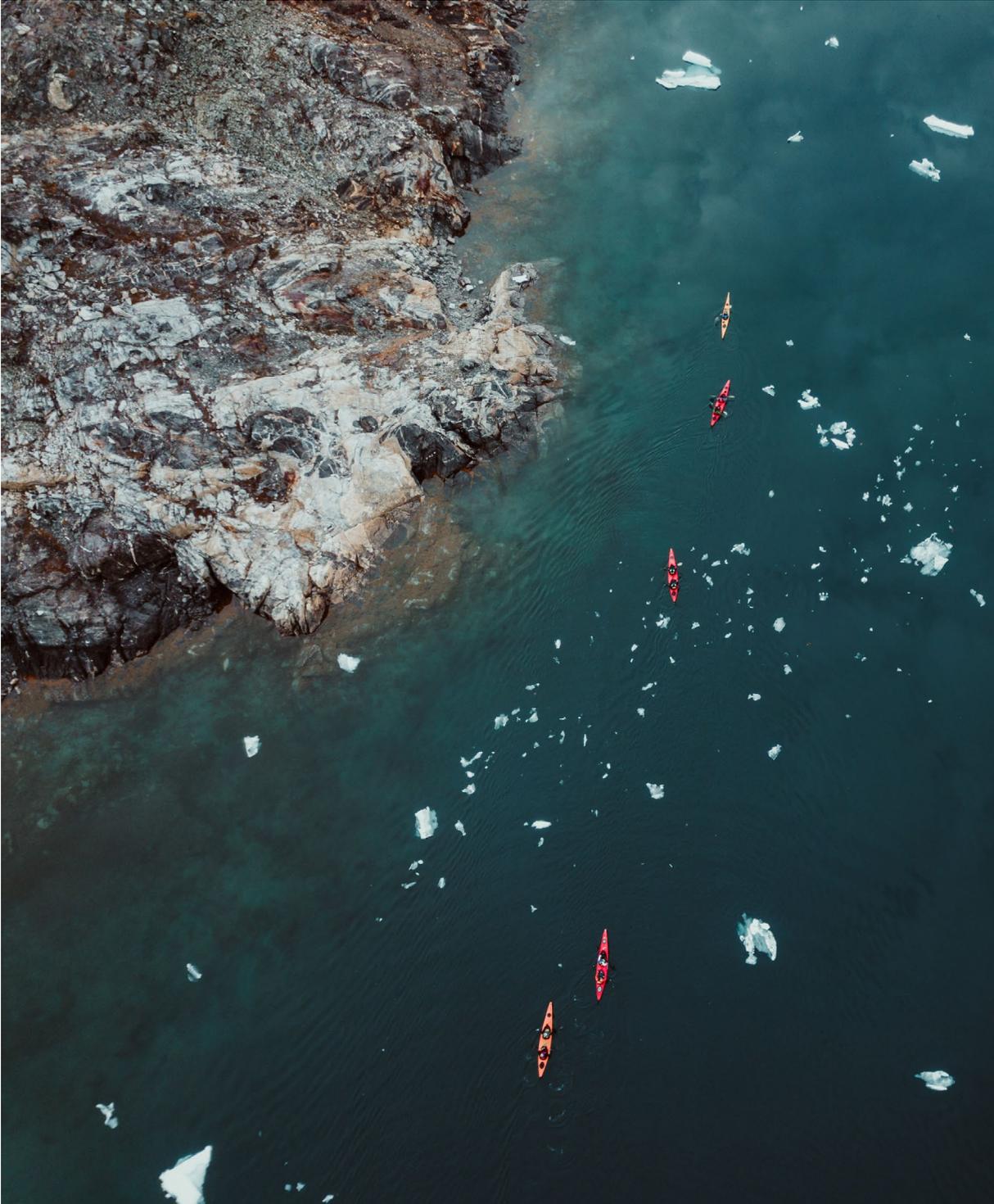


La liste de mes envies

Grégoire Delacourt, éditions Le livre de poche.

Qu'est-ce qu'on fait quand on gagne près de 20 millions d'euros à la loterie ? Jocelyne est encore sous le choc de ce gain inattendu dont elle ne parle à personne.

Elle cache son chèque et fait la liste de ses envies. Une réflexion tout en finesse et humour sur nos besoins réels et le sens du bonheur.



Comprendre La banquise fond, les forêts brûlent et la biodiversité se meurt... Un triste constat qui nous amène (enfin) à nous questionner sur nos modes de vie, de consommation, voire notre rôle sur Terre. Le temps n'est plus au bilan mais à l'action. *Mouvement UP* lance le grand chantier 2020-2030 : une décennie pour construire des sociétés plus vertueuses pour la planète.

Climat, la crise de conscience de l'humanité
24

Virginie Maris :
« La résilience se situe peut-être en dehors de notre désir de contrôle »
28

L'effondrement, fin du monde ou fin d'un monde ?
32

Profession : prospectiviste
37

Comment réveiller en nous l'envie d'agir ?
38

Les chiffres à retenir des rapports du GIEC
48

Jean Jouzel :
« 2020 doit être le début d'une décennie centrée sur l'action »
50

Jeremy Rifkin :
« La plus grande bulle de l'histoire est sur le point d'éclater »
54

Demain, des constructions plus inspirées de la nature ?
60

Un scénario de transition énergétique pour la France
64

Agroécologie : le défi d'une alimentation écologique
66

Cette génération qui change déjà le monde
72

« Plus chauds que le climat ? »
78

Valérie Cabanes :
« La notion d'écocide occupe régulièrement le débat politique »
84

Arturo Escobar :
« Nous sommes la vie qui se défend »
86

L'écoféminisme : lier enjeux féministes et enjeux écologistes
90



Climat, la crise de conscience de l'humanité

L'impact des activités humaines pourrait aujourd'hui modifier de façon irréversible la biosphère de notre planète. Selon les scientifiques, nous vivons dans l'ère de l'Anthropocène. Une époque marquée par la prise de conscience de la finitude du monde.

Par
**Sandra
Coutoux**

Les chiffres sont parlants. Aujourd'hui, on trouve des traces d'activités

humaines sur près de 83 % de la surface émergée et non gelée du globe. Si l'humain ne représente que 0,01 % de la vie sur Terre, selon une étude de la revue de l'Académie des sciences américaine publiée en 2018 (82 % pour les plantes, 13 % pour les bactéries, 5 % pour les insectes et les animaux), son impact sur la planète est colossal. « *L'être humain a pris tout l'espace, guidé par le tropisme de la croissance. Il commence à peine à réaliser la finitude du monde* », explique Olivier Hamant, biologiste, enseignant à l'École normale supérieure de Lyon et expert des implications de l'Anthropocène sur la Terre.

« L'être humain a pris tout l'espace, guidé par le tropisme de la croissance »

Au fil des siècles, l'humanité a construit des barrages, détourné des fleuves, extrait des minéraux dans les profondeurs, créé des réseaux de

transports, mis en place un système de production industriel. 70 % de l'eau douce de la planète est aujourd'hui utilisée pour l'agriculture. Il est possible que les gisements de minéraux et que la moitié des nappes phréatiques soient épuisés d'ici quelques décennies. « *La gestion de ces flux de matières est révélatrice d'une problématique de l'humanité dans le rapport à la limite et à la finitude de son environnement* », explique le chercheur Nathanaël Wallenhorst, dans son livre *L'Anthropocène décodé pour les humains*, publié en 2019.

Une ère inédite dans l'histoire de la Terre

La date d'entrée dans l'Anthropocène, cette « *ère géologique de l'homme* », fait encore débat au sein de la communauté scientifique. Certains la placent au début du paléolithique lorsque les humains ont inventé l'agriculture il y a 10 000 ans. D'autres la positionnent à la révolution

industrielle ou dans les années 1950. 97 % des experts du climat sont toutefois d'accord pour affirmer que les activités humaines sont responsables du réchauffement climatique en cours. En 2013, le paléoclimatologue américain Shaun Marcott et ses collègues de l'université d'État de l'Oregon ont publié une étude dans la revue *Science*, qui montre que les températures actuelles sont plus chaudes qu'environ 80 % des températures relevées sur toute la durée de l'Holocène, cette ère géologique qui correspond aux 11 000 dernières années. Aucune cause naturelle ne semble expliquer ce coup de chaud de la planète. Cette augmentation de la température de la Terre est même inédite par sa rapidité.

L'ère de la sixième extinction de masse

Une extinction de masse est définie par les paléontologues par la disparition de 75 % des espèces vivantes en moins de deux millions d'années. Au cours des dernières 500 millions d'années, la vie sur Terre a presque totalement disparu à cinq reprises, à cause de phénomènes naturels. La dernière en date s'est produite il y a 66 millions d'années, lorsqu'une météorite s'est écrasée sur la Terre – créant un tsunami et des tremblements de terre, entre autres – et a décimé des espèces entières comme les dinosaures. Bien avant cela, il y a 445 millions d'années, une ère glaciaire intense avait éliminé 85 % des espèces de la surface du globe. Dans son livre, *La sixième extinction*, la journaliste américaine Elizabeth Kolbert, récompensée par le prix Pulitzer de l'essai en 2015, évoque les changements climatiques des ères passées. Elle observe que ces changements

laissent à la faune et la flore plusieurs milliers, voire plusieurs millions d'années pour s'adapter. Cela n'a pourtant pas empêché les extinctions d'espèces. Elle alerte sur l'accélération du réchauffement actuel qui se produit en l'espace de quelques siècles, ne laissant que très peu de temps aux espèces pour s'adapter. Selon un rapport de l'ONG WWF, 60 % des espèces sauvages de vertébrés

ont disparu en 40 ans. Les insectes disparaissent également à une vitesse alarmante. Papillons, abeilles, libellules...

Aujourd'hui, plus de 40 % des insectes pollinisateurs sont en déclin dans le monde.

L'utilisation de pesticides dans l'agriculture et l'urbanisation sont les principales causes de cette hécatombe, selon le biologiste australien Francisco

Sanchez-Bayo, chercheur

à l'université de Sydney. Dans

une étude publiée en février 2019, dans la revue *Biological Conservation*, il estime que dans 100 ans tous les insectes pourraient disparaître de la surface de notre planète si rien n'était fait.

« Aujourd'hui, 97 % des experts du climat sont d'accord pour affirmer que les émissions des gaz à effet de serre produites par les activités humaines sont responsables du réchauffement climatique en cours »

Vers un réveil collectif mondial ?

La multiplication des manifestations autour de la question climatique témoigne cependant d'un sursaut. 2019, avec les canicules, les incendies géants et les ouragans toujours plus violents, a peut-être été une année de passage. 7, 5 millions de personnes ont manifesté en septembre dernier lors de marches pour le climat dans près de 180 pays. La conscience écologique planétaire se développe. En France, la pétition de L'Affaire du siècle, lancée en janvier 2019 par quatre ONG, pour attaquer l'État en justice pour inaction climatique, a recueilli



2,3 millions de signatures. Dans le même temps, le système responsable de la situation actuelle continue de résister au changement. Selon un rapport publié cette année par l'ONG britannique Influencemap, les grandes entreprises du secteur pétrolier et gazier dépensent en moyenne 200 millions de

dollars par an pour financer des actions de lobbying. L'objectif de Total, Exxon Mobil, Shell, BP et Chevron est de ralentir les mesures en faveur du climat. Pour Olivier Hamant, il reste cependant de l'espoir. La mobilisation citoyenne peut, selon le chercheur, avoir un impact : « Les jeunes sont les plus légitimes

pour initier le changement vers la résilience. Mais c'est aussi aux décideurs politiques de leur faire confiance et de libérer ces initiatives, pour qu'elles finissent par faire système. » ■



Virginie Maris
« La résilience
se situe peut-être
en dehors de notre
désir de contrôle »

Dans *La part sauvage du monde*, publié aux éditions du Seuil, la philosophe de l'environnement Virginie Maris réhabilite l'idée d'une nature libre de toute intervention humaine. Elle nous invite à retrouver une forme d'humilité au sein de l'écosystème Terre. **Entretien.**

Propos recueillis par **Sandra Coutoux** **L'humanité est confrontée à une crise écologique sans précédent. Vivons-nous, en tant que collectif humain, une crise existentielle ?**

Les symptômes de la crise environnementale que nous traversons sont d'abord les symptômes d'une crise sociale, économique et politique majeure. La biodiversité s'effondre et les inégalités d'accès aux ressources n'ont jamais été aussi grandes. Les générations à venir vont être confrontées aux conséquences de nos choix de développement. Cette crise écologique et sociale n'a pas, à mon sens, encore pris de dimension existentielle même si elle vient bouleverser nos habitudes et notre rapport au monde.

Quelle est la remise en question que cette situation nous propose ?

Aujourd'hui, il me semble que la première étape du changement passe par la reconnaissance de la souffrance, de l'injustice et de la destruction du vivant en cours.

Ce constat vient nous faire prendre conscience de la violence qui naît de nos choix de développement, en particulier de la consommation de masse. La foi parfois aveugle de l'être humain en la technologie, pour trouver des solutions aux enjeux actuels, se heurte à une intuition intime que nous faisons fausse route et qu'il est urgent d'accepter que ce sont nos modèles économiques qui sont à l'origine de la crise écologique actuelle.

Quelles sont les racines philosophiques de cette crise environnementale ?

Pour certains courants de pensée, les causes profondes de la crise sont à chercher dans la pensée judéo-chré-

« La première étape du changement passe par la reconnaissance de la souffrance, de l'injustice et de la destruction du vivant en cours »



tienne qui a légitimé l'homme tout en haut de la pyramide du vivant, et l'a invité à profiter de la Terre et de ses ressources. Des penseurs comme Bacon et Descartes ont dégradé d'une certaine manière la puissance

de la nature, en la réduisant à une simple matière. C'est à cette époque qu'un tournant s'est opéré, car il a changé notre rapport au vivant. Il ne s'agit plus alors d'avoir peur de la nature et de sa puissance, ni de la penser comme une force autonome, mais bien de la contrôler. C'est à ce moment que le concept de progrès technologique s'est développé en Occident. La maîtrise de la nature devient





« Aujourd'hui, il y a une hyper-appropriation du vivant »

alors un but pour l'humanité. Pour moi, il y a quelque chose de funeste qui se joue au 17^e siècle et qui a influencé de nombreux programmes scientifiques et intellectuels. L'objectivation de la nature est née de cette pensée dualiste.

Un autre rapport au vivant s'est développé en parallèle de cette vision ?

Oui, dans le même temps, s'est développé un rapport à la nature plus empirique. L'herboristerie par exemple, ou plus largement les savoirs de la paysannerie, se nourrissent d'expériences éprouvées. On reconnaît, dans cette vision, la nature comme une force autonome.

La crise écologique qui secoue la planète peut-elle nous aider à faire évoluer notre rapport au vivant ?

On vit actuellement une situation catastrophique. Le changement climatique et le déclin de la biodiversité génèrent encore plus de désir de contrôle. Il y a un réflexe qui nous pousse à nous ruer vers les solutions technologiques. La résilience se situe peut-être en dehors de notre désir de contrôle.

Ce que j'essaie de réhabiliter en évoquant la part sauvage du monde, c'est une place pour le lâcher-prise, une forme de confiance dans la capacité des écosystèmes et des êtres vivants à trouver des voies nouvelles, que nous n'aurions pas trouvés nous-mêmes.

Pourquoi est-il aujourd'hui important de laisser la nature exprimer sa part sauvage, sans chercher à la maîtriser ?

Face aux activités humaines qui se sont étendues sur l'ensemble de la planète, il est nécessaire, selon moi, qu'il y ait quelque chose qui résiste à notre emprise. C'est une invitation à accepter le retrait. Cette planète ne nous appartient pas. Je pense aussi que si chacun d'entre nous avait réellement conscience de l'impact de nos modes de vie - très consommateurs d'espace, de ressources et d'énergie - sur la destruction de notre planète, il nous serait plus facile de remettre en question notre dépendance à certaines technologies.

Aujourd'hui, il y a une hyper-appropriation du vivant. Nous n'arrivons pas à voir la nature autrement qu'une ressource à exploiter. C'est d'ailleurs cette dynamique productiviste d'exploitation prônée par le système capitaliste qui est, selon moi, à la source de nos difficultés actuelles. ■

*Virginie Maris est chercheuse au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE) de Montpellier. Ses travaux portent sur la biodiversité et les rapports entre écologie et économie.



« On ne peut plus
lutter contre
l'effondrement, on
ne peut qu'essayer
de minimiser ses
conséquences »

« Le scénario d'une
rupture systémique
brutale, qui nous
plongerait dans le
chaos, n'est pas le
seul possible »



L'effondrement, fin du monde ou fin d'un monde ?

Propos recueillis par **Sandra Coutoux** Pour les collapsologues, l'effondrement systémique de notre civilisation thermo-industrielle est inéluctable. Faut-il avoir peur de la fin du monde ou est-ce juste l'opportunité d'en créer un nouveau ?

Nous avons demandé au collapsologue Yves Cochet et à l'expert en histoire mondiale Laurent Testot de partager avec nous leur vision du futur. **Face-à-face.**

Yves Cochet, ancien ministre de l'Écologie, docteur en mathématiques et président de l'Institut Momentum, partage sa vision de la fin de notre civilisation industrielle, dans un essai publié à l'automne 2019 intitulé *Devant l'effondrement*. Il y décrit les étapes qui conduiront au chaos d'ici 2030.

Quelle est votre définition de l'effondrement ?

L'effondrement est pour moi un processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, énergie, mobilité) d'une majorité de la population mondiale ne seront plus satisfaits par des services encadrés par la loi. Ce sera un processus global qui touchera tous les pays et tous les domaines d'activités. À l'échelle de l'humanité, nous n'avons pas encore été confrontés à un phénomène de ce type. Il y a bien eu, au cours de l'Histoire, des effondrements locaux : la fin de certaines civilisations comme la civilisation maya par exemple. L'effondrement dont je parle est d'une toute autre nature, c'est l'effondrement d'un système globalisé, planétaire. Ce phénomène est pour moi très proche, et je l'envisage entre 2020 et 2040, aux alentours de 2030 sans doute. La multiplication des catastrophes naturelles, des pénuries, des conflits, des famines, des épidémies à travers la planète conduira d'ici 2050 à la disparition de la moitié de la population mondiale, soit près de 4 milliards d'individus.

Quelles sont les causes qui mèneront selon vous à l'effondrement ?

Nous vivons depuis plusieurs décennies dans l'ignorance des grands cycles naturels de l'eau et du carbone, de l'azote et du phosphore.

La course à la croissance nous a fait perdre de vue les limites des ressources de la planète. L'humanité est persuadée que les problèmes de la nature peuvent se résoudre autour d'une table entre humains. Le système cognitif humain semble figé dans un déni dévastateur. Personne n'ose explorer la possible disparition de l'espèce humaine. Les rapports du GIEC, depuis 30 ans, sont alarmants sur l'état de la planète. L'océan qui est un puits de carbone se réchauffe, et son acidification va bouleverser les écosystèmes marins au point d'impacter les ressources maritimes dont se nourrissent des millions de personnes. Le récent rapport de l'IPBES sur la biodiversité a pointé du doigt le dangereux déclin de la nature, avec une accélération sans précédent du taux d'extinction des espèces. Mon hypothèse est

« La société productiviste qui domine depuis la révolution industrielle a conduit à une crise de la biodiversité et du climat »

que les inégalités d'accès aux ressources vont s'accroître et créer davantage de chaos social. Notre monde globalisé a créé de nombreuses dépendances. Énergies fossiles, télécommunications, transports, services de santé, système bancaire... Ces infrastructures sont reliées entre elles à l'échelle mondiale. À la moindre défaillance, c'est l'ensemble du réseau mondial qui peut s'écrouler.

Peut-on éviter encore l'effondrement ?

À mon sens, non. On ne peut plus lutter contre l'effondrement, on ne peut qu'essayer de minimiser les conséquences, réduire le nombre de morts au sein de la population. Ceux qui pensent que l'humanité peut s'en sortir grâce à la technologie, à la croissance et aux marchés sont pour moi des utopistes. Ils jugent ma vision trop radicale, mais cette croyance qui place une foi aveugle dans le progrès technologique est précisément ce qui a engendré le dérèglement de nos conditions de vie sur Terre. La société productiviste qui domine depuis la révolution industrielle a conduit à une crise de la biodiversité et du climat. La majorité des scientifiques reconnaît que les activités humaines sont responsables du réchauf-

fement climatique. Selon le rapport des experts du GIEC, le réchauffement de la planète pourrait passer le cap des 1,5 °C dès 2030. Il faudrait que tous les États agissent en même temps pour ralentir ce processus, et c'est loin d'être le cas aujourd'hui.

Quelles sont vos pistes de résilience post-effondrement ?

Il faudra miser sur la solidarité de proximité, créer les conditions d'une autonomie énergétique et alimentaire. La résilience se fera à un niveau local, sur des territoires de petite taille. Je préconise la création de bio-régions, d'éco-lieux, de biotopes de guérison sociale, le développement des technologies low-tech et des alternatives à la voiture. Aucun carburant ne pourra faire perdurer la civilisation thermo-industrielle, la mondialisation intensive des échanges et la mobilité longue distance. Il faudra revenir à une mobilité locale et aux modes doux : la marche à pied, le vélo, le cheval. Politiquement, le choix est rude et clair : s'entraider ou s'entretenir. Seuls des petits groupes d'entraide reconstruiront une civilisation.

Laurent Testot, expert d'histoire globale et mondiale, journaliste scientifique et conférencier, est l'auteur de *Cataclysmes, une histoire environnementale de l'humanité*, publié en 2018.

Quelle est votre vision de l'effondrement ?

Je suis de ceux qui constatent que l'effondrement du vivant a déjà commencé. La question est aujourd'hui de savoir comment vivre avec. En 40 ans, 60 % des vertébrés sauvages ont disparu de la surface du globe. 40 % des populations d'insectes sont actuellement menacées d'extinction dans le monde. Les scientifiques pointent du doigt l'agriculture intensive et l'usage des pesticides et s'inquiètent des conséquences. L'appauvrissement des sols menace l'équilibre alimentaire. L'effondrement est pour moi un phénomène d'érosion environnemen-

tales et sociale, car les inégalités se creusent entre ceux qui accumulent l'essentiel des richesses et le reste de la population. Les collapsologues vont au-delà. Pour eux, l'effondrement, c'est en quelque sorte le récit de l'apocalypse. Mais le scénario d'une rupture systémique brutale qui nous plongerait dans le chaos n'est pas le seul possible. Je pense que la civilisation thermo-industrielle a une forte capacité de résistance au changement et va lutter pour sa survie encore quelques années. Le système rebondit sur les chocs et transforme l'effondrement en descente lente vers l'enfer.

Quels sont les scénarios probables face à l'augmentation des gaz à effet de serre au niveau mondial ?

L'humanité n'a cessé de faire la guerre à la nature. Aujourd'hui, nous payons le prix des émissions de gaz à effet de serre produites pour l'essentiel il y a 40 ans ; la température a déjà augmenté d'1 °C par rapport à la fin du 19^e siècle. Si les émissions de Co₂ continuent d'augmenter au rythme actuel, la logique productiviste va promouvoir des stratégies pour capturer ce Co₂ afin de poursuivre dans le consumérisme sans se remettre en question. Les forêts, et surtout l'océan, sont des puits de carbone. Ils ont pour fonction naturelle de transformer le Co₂ en oxygène et de stabiliser le climat. Ce sont les deux poumons de la planète. La déforestation, le réchauffement de la température de l'océan, la fonte des glaces, fragilisent cette régulation naturelle. Certains veulent manipuler la météorologie avec la géo-ingénierie, dans la même logique que la séquestration du carbone. Que le capitalisme s'empare de la question, et cela risque d'aboutir à des scénarios délirants où l'on prétendrait réguler la planète pour une poignée de privilégiés.

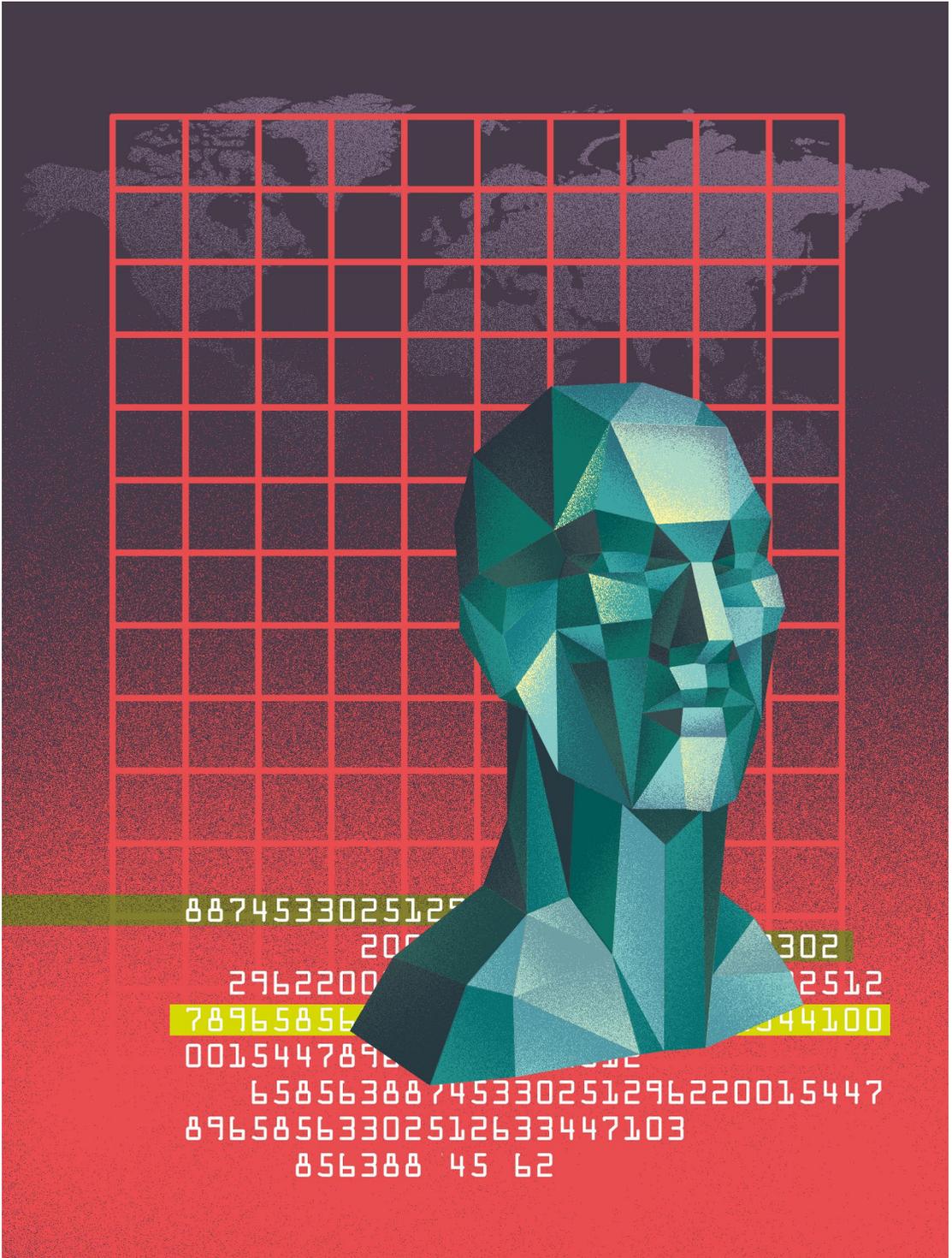
L'humanité peut-elle survivre à un effondrement prolongé des écosystèmes ?

La Terre pourra s'en remettre, mais pas l'humanité. Avons-nous réellement envie d'être un singe stupide qui organise un suicide de masse ? C'est ce qui va arriver si le système productiviste continue sa course folle. Les élites ferment les yeux et développent le monde selon des plans quinquennaux. Il est violent pour eux d'accepter l'idée que le système Terre est sérieusement menacé. Il va falloir vider le capitalisme de sa charge émotionnelle d'accomplissement et trouver de nouveaux récits pour rendre désirable un autre futur.

Y a-t-il encore un espoir de faire de cette crise une opportunité ?

Dès aujourd'hui, chacun peut faire sa part, à travers des initiatives locales. Je suis persuadé que les sociétés les plus résilientes seront celles qui feront preuve de solidarité et de coopération. La collapsologie peut aussi nous pousser à créer le monde d'après. Nous nous rendons compte que le modèle consumériste dans lequel nous vivons en Occident n'apporte pas le bonheur. Il est encore possible de choisir la voie de la sobriété énergétique, du partage équitable des ressources, de baisser notre consommation de viande, de boycotter les supermarchés et de réfléchir à notre façon de consommer... Les scénarios de l'effondrement sont une opportunité pour nous réinventer, de sortir de ce sentiment de toute-puissance pour revenir à une forme d'humilité. ■

« Les scénarios de l'effondrement sont une opportunité pour nous réinventer »



8874533025129622001544789658563302512633447103856388 45 62

Profession : prospectiviste

Le créateur de la prospective, le philosophe français Gaston Berger, qualifie cet art de « *science de l'homme à venir* ». Un prospectiviste ne prédit pas l'avenir, il élabore les scénarios des futurs possibles. Dans un monde de plus en plus complexe, ses compétences risquent bien de s'arracher dans la décennie à venir.

Par

**Sandra
Coutoux**

Les missions d'un prospectiviste

Son travail consiste à repérer, analyser et comprendre les

grandes transformations à venir.

Pour y arriver, il fait appel à la fois aux sciences dites « dures » (statistiques, enquêtes, sondages, modélisations...) et aux sciences dites « molles » (sociologie, psychologie, philosophie, économie, histoire...).

Il ne se contente pas d'utiliser des méthodes mathématiques. Il incorpore une vision interdisciplinaire mêlant économie et sciences exactes, histoire, sociologie et statistiques. Sa mission est de proposer des scénarios probables en tenant compte « des ruptures » possibles liées aux innovations technologiques, économiques ou encore aux crises écologiques.

Compétences et qualités pour ce métier

Rigueur, méthode, absence de préjugés, indépendance d'esprit.

Les formations à suivre

En France, il n'y a pas véritablement d'école dédiée à la prospective, mais des modules de formation spécifiques existent. L'organisme expert du sujet depuis les années 60, Les Futuribles, propose par exemple de former les responsables de la veille, de la prospective et de la stratégie en poste au sein d'organisations publiques ou privées. Le Conservatoire national des arts et métiers propose également des modules de formation universitaire en prospective et transformation des organisations, mais aussi des méthodes pour s'initier à la construction de scénarios de prospective.

Les débouchés du métier

Les prospectivistes peuvent être utiles dans les entreprises, dans tous les secteurs d'activité, mais aussi dans des institutions publiques ou privées, et plus largement au sein de tous les organismes qui jouent un rôle dans l'invention du futur. La prospective touche différents champs : la démographie, l'énergie, la géopolitique, les modes de vie. Les prospectivistes sont aussi bien souvent des consultants travaillant au sein de cabinets d'études et de conseil.

Citation inspirante :

« L'avenir n'est pas à découvrir, il est à inventer »

Gaston Berger, fondateur de la prospective



Nicolas Hulot

« Suis-je à la hauteur ?

Qui serait à la hauteur
tout seul ?

Où sont mes troupes ?

Qui ai-je derrière moi ? »

Comment réveiller en nous l'envie d'agir ?

Par
Philippe
Lesaffre

La maison brûle, les espèces disparaissent, et certains regardent encore ailleurs. Comment embarquer chaque citoyen dans la transition écologique ? Quel récit formuler pour inciter le plus grand nombre à se mobiliser pour la planète ?

En ce 28 août 2018, Nicolas Hulot s'installe dans le studio de France Inter et personne n'imagine un instant qu'il s'apprête à annoncer sa démission du gouvernement. Le ministre de la Transition écologique ne veut plus faire semblant, « *se résigner tous les jours à s'accommoder de petits pas* ». Et l'écologiste de s'interroger, dépité : « *Suis-je à la hauteur ? Qui serait à la hauteur tout seul ? Où sont mes troupes ? Qui ai-je derrière moi ?* » Ce questionnement a indéniablement remué des centaines et des centaines de personnes. Depuis cette sortie médiatique, en effet, de nombreux citoyens de tous les horizons ont battu le pavé pour le climat, puis des jeunes ont démarré des grèves le vendredi pour inciter à l'action en vue de limiter la catastrophe climatique.

« Nous avons du pain sur la planche »

Pour autant, malgré la prise de conscience qui prend de l'ampleur, jour après jour et au fur et à mesure des alertes scientifiques, « *le travail de sensibilisation n'est pas achevé. Nous avons encore du pain sur la planche* », analyse Cédric Ringenbach, le fondateur de l'association La fresque du climat, qui fait connaître, au travers d'ateliers ludiques, les rapports du GIEC.

En effet, il n'est guère aisé d'admettre que nos actions au quotidien causent tant de torts à la planète, notamment via l'empreinte

carbone de nos faits et gestes. 94 % des Français ont déclaré, en 2016, souhaiter agir pour lutter contre un problème de société mais, pour autant, seulement 20 % d'entre eux sont passés à l'acte, d'après une étude sur « *le gâchis de talents* » réalisée par Ticket for Change et Occurrence. Fermez le ban, c'est trop tard, on ne peut plus rien pour la Terre ? Pas si vite.

« Insister sur la gravité de la situation »

Il y a des moyens d'embarquer le plus grand nombre dans le changement et d'engager les plus récalcitrants dans la transition écologique. Mais de quelle manière ? Et en formulant quel récit ? Quels mots a-t-on besoin d'entendre afin de créer le déclic et d'éveiller en nous l'envie d'agir ?

« *Je pense qu'il est nécessaire et important d'insister sur la gravité de la situation*, souligne Martin Durigneux, président d'Anciela, une association visant à aider les citoyens lyonnais à construire un monde plus juste, écologique et solidaire. *On est dans une course contre-la-montre, et il n'est plus possible de le masquer. Il faut sonner la mobilisation générale.* »

« Comme avant une guerre »

Comme le dirait Cyril Dion, co-réalisateur de *Demain*, « *l'enjeu engage la survie de l'humanité* ». Lui n'a pas peur des mots : « *Vu la situation dans laquelle on est, on devrait*



Martin Durigneux

« On est dans une course contre-la-montre, et il n'est plus possible de le masquer. Il faut sonner la mobilisation générale. Il faut mettre chacun devant ses responsabilités. Dire que les citoyens ne peuvent rien faire est inexact »

Greta Thunberg

« Je ne veux pas que vous
soyez plein d'espoir.

Je veux que vous paniquiez.

Je veux que vous ressentiez

la peur que je ressens tous les jours.

Et je veux que vous agissiez »



être dans une sorte de branle-bas de combat comme avant une guerre mondiale », estime l'essayiste sur Geo. Les plus engagés n'hésitent pas à employer un champ lexical guerrier pour faire peur. Et ils ne s'en cachent pas, car le réchauffement climatique et l'extinction massive des espèces n'attendent pas. Au Forum économique mondial de Davos, début 2019, Greta Thunberg lançait devant les dirigeants du monde : « *Je ne veux pas que vous soyez plein d'espoir. Je veux que vous paniquiez. Je veux que vous ressentiez la peur que je ressens tous les jours. Et je veux que vous agissiez. Je veux que vous agissiez comme vous le feriez en cas de crise. Je veux que vous agissiez comme si la maison était en feu. Et c'est le cas.* »

« Notre mode de vie est en cause »

Au postulat, certains sont tentés de rétorquer : « *Je comprends, mais je n'y suis pour rien. Ce n'est pas de ma faute. Je ne peux régler ce souci seul.* » Comment répondre à l'argument ? « *Il faut mettre chacun devant ses responsabilités*, avance Martin Durigneux. *Dire que les citoyens ne peuvent rien faire est inexact, car c'est notre mode de vie actuel qui est en cause.* »

Attention toutefois à ne pas employer un ton trop moralisateur et peu engageant. Selon Mariette Darrigrand, sémiologue et créatrice de l'Observatoire des mots, « *il est nécessaire d'anoblir la personne que l'on tente de*

convaincre, c'est-à-dire lui faire comprendre qu'elle est capable de changer et de participer au combat. Sauver la planète, c'est une grande cause, une guerre qu'il faut mener, mais autant éviter d'angoisser, car cela peut engendrer l'évitement. Et, à ce moment-là, cela ne fonctionne pas. On ferme les yeux, poursuit-elle. Inviter son voisin à arrêter de voyager en avion, ou à cesser de consommer de la viande, cela peut être perçu comme des consignes privatives. »

« Pas culpabiliser »

Le champ lexical de la dramaturgie, de la guerre, est important vu l'état de la planète. Pour autant, c'est loin d'être suffisant, selon les intervenants sollicités par *Mouvement UP*. D'après Cédric Ringenbach, le fondateur de la Fresque du climat, « *il ne faut pas culpabiliser, accuser telle ou telle personne* ». Et l'ex-directeur du think tank de la transition carbone The Shift Project de poursuivre : « *Nous sommes tous dans le même bateau. Gardons en vue les messages positifs.* »

Arthur Keller, spécialiste des risques systémiques et des stratégies de résilience, renchérit :

« Axer le discours uniquement sur les catastrophes qui se préparent est contreproductif : il faut déclencher des émotions constructives, préparer les gens mentalement et leur faciliter l'accès à des savoirs, des savoir-faire, des idées, des outils et des réseaux permettant de créer collectivement des sociétés alternatives résilientes et dignes. En outre, poursuit-il, il convient de stimuler l'espoir, car sans espoir, nulle action est possible. On a désespérément besoin d'espoirs lucides ! Et cela passe par la déconstruction des faux espoirs qui nous polluent, tels que l'espoir en une solution technologique, en une régulation par le marché ou en une stratégie de 'développement durable' qui permettrait de perpétuer un système 'courtermiste'. Système qui serait basé sur les notions de profit et d'exploitation utilitariste du monde naturel et de ses ressources. »

Les solutions « désirables »

Pour diffuser « les espoirs lucides », comme il le dit, on peut d'abord mettre en lumière les nombreuses alternatives citoyennes émergentes, comme l'affirme Martin Durigneux : « Dans les discours, il faut insister sur la situation dramatique, mais angler ensuite sur les solutions désirables. Elles

existent, et il faut absolument le raconter partout. » Bref, un citoyen qui fait sa part du colibri, qui se bouge, qui accumule les petites victoires en consommant moins, en évitant le supermarché de temps en temps ou en pratiquant le mode do it yourself, par exemple, doit le crier haut et fort afin de créer des émules. « Cela incite au questionnement : 'Si d'autres sautent le pas, pourquoi n'y arriverais-je pas ?' Il est nécessaire d'embarquer les gens dans une aventure collective afin qu'ils se sentent portés. C'est le vocabulaire de la volonté. 'On peut réussir ensemble' : voilà le message à véhiculer », poursuit Martin Durigneux.

Le sentiment d'efficacité personnelle

« Pour permettre la mise en marche graduelle d'une transformation sociétale, précise Arthur Keller, il est indispensable de donner confiance aux gens en ce qu'ils sont capables de réaliser. Il est possible d'améliorer le 'sentiment d'efficacité personnelle' de chacun, pour faire référence aux travaux d'Albert Bandura. »

Selon Mariette Darrigrand, il faut pouvoir donner à la personne que l'on tente de convaincre un rôle actif, autre que celui d'un spectateur passif. Si on

Mariette Darrigrand

« Il est nécessaire d'anoblir la personne que l'on tente de convaincre, lui faire comprendre qu'elle est capable de changer et de participer au combat. Sauver la planète, c'est une grande cause, une guerre qu'il faut mener, mais autant éviter d'angoisser. Si on veut la mobiliser, il faut l'inclure dans un 'nous' collectif »





Arthur Keller

« Axer le discours uniquement sur les catastrophes qui se préparent est contreproductif : il faut déclencher des émotions constructives, préparer les gens mentalement et leur faciliter l'accès à des savoirs, des savoir-faire, des idées, des outils et des réseaux permettant de créer collectivement des sociétés alternatives résilientes et dignes »

veut la mobiliser, il faut l'inclure dans un « nous » collectif.

Cette prise de conscience, et cette envie de bouger, présupposent un travail sur soi rappelle Arthur Keller : « Les récits du changement doivent nous pousser à questionner notre place et notre rôle dans la société, ainsi que notre rapport au vivant : où sont nos priorités existentielles ? Qu'est-ce qui est générateur de sens pour nous ? Ce carrefour critique de l'Histoire est le moment idéal pour se remettre en question, agir en conscience et en responsabilité, acquérir tout un tas de compétences passionnantes,

et impulser la germination de sociétés dans lesquelles et pour lesquelles on souhaite vraiment vivre. L'heure est venue de devenir acteurs de l'avenir et de cesser de n'être que des figurants, souligne Arthur Keller. Autrement dit, retrouver le pouvoir sur son mode de vie et de consommation, mais aussi sur sa citoyenneté. »

« Accompagner les citoyens »

Faire le bilan, calmement, ralentir, puis adopter des habitudes écoresponsables, ce sont souvent des bonnes nouvelles... pour le portemonnaie. Cependant, quand cajoler la planète



Cédric Ringenbach

« Il ne faut pas
culpabiliser, accuser
telle ou telle personne.
Nous sommes tous
dans le même bateau.
Gardons en vue les
messages positifs »

revient à économiser, faut-il le faire remarquer... pour toucher certaines personnes aux fins de mois parfois difficiles, peut-être moins concernées par l'enjeu climatique ? Le lien écologie-économie doit « davantage être exposé devant l'opinion publique » selon Mariette Darrigrand.

Sensibiliser, responsabiliser, créer l'envie de mobilisation, interroger les citoyens sur leur place dans la société pour qu'ils reprennent le pouvoir sur leur existence, c'est bien. Encore faut-il les accompagner afin de provoquer le déclic. « Dans notre monde, les solitudes prolifèrent, conclut Martin

Durigneux. Et il faut les briser. Via Anciela, tous les jours, je rencontre des citoyens prêts à se lancer dans un projet à fort impact. Mais ils se sentent seuls pour agir. S'ils se rencontraient, ils seraient plus forts et aptes à se lancer. Plus on a d'amis, plus on gagne en pouvoir d'agir. » ■

Les chiffres à retenir des rapports du GIEC



Par
Sandra
Coutoux

Depuis 30 ans, les scientifiques membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

alertent les dirigeants sur les menaces qui pèsent sur la planète. Ils sont aujourd'hui formels : il est urgent d'agir.

1990

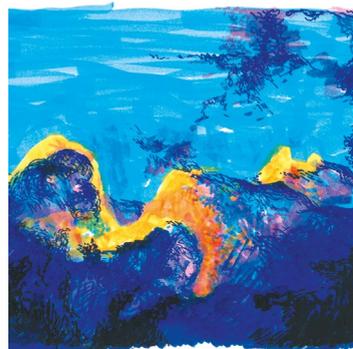
C'est durant cette année qu'a été publié le premier rapport du GIEC. 800 experts internationaux du climat étaient mobilisés pour mettre la science au service de la lutte contre le réchauffement climatique. À cette époque, le GIEC commençait à émettre l'hypothèse que les activités humaines étaient probablement responsables du réchauffement climatique. 30 ans plus tard, les experts du climat en sont sûrs à 95 %. En 1990, le GIEC prévoyait que la température globale moyenne pourrait augmenter de 1°C en 2025. Aujourd'hui, ces prévisions sont dépassées...



1,5 °C

En 2015, les pays signataires de l'accord de Paris se sont engagés à réduire leurs émissions de CO_2 afin de limiter la hausse des températures à 1,5, voire 2 °C, d'ici à 2100. Mais selon le dernier rapport du GIEC, publié en octobre 2018, le réchauffement de la planète pourrait atteindre 1,5°C dès 2030, si les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuaient au rythme actuel. Les conséquences perturberaient l'équilibre de la Terre.

4 % de la surface terrestre changerait d'écosystème. Les feux de forêts, les pertes de territoires et d'espèces invasives se multiplieraient. Certaines maladies transmises par les moustiques, telles que la malaria ou la dengue, pourraient s'étendre à de nouvelles régions. On pourrait recenser jusqu'à 143 millions de réfugiés climatiques en 2050.



25 cm

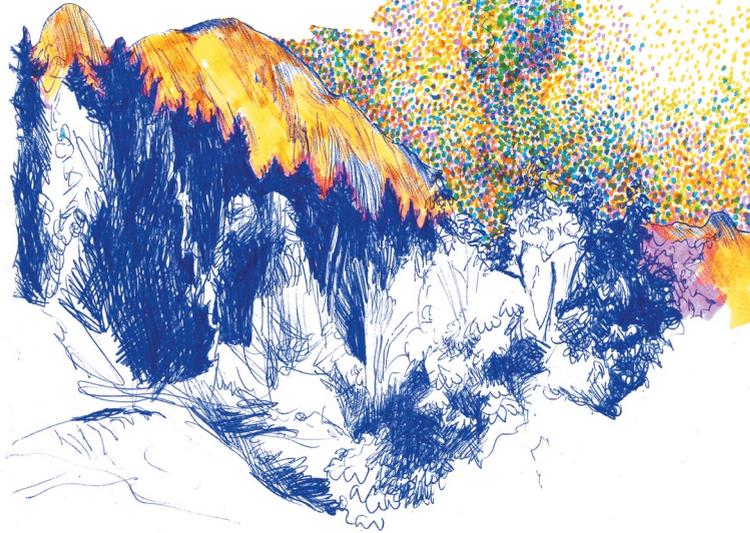
Le niveau moyen de la mer a augmenté d'environ 25 centimètres depuis 1900, selon le rapport spécial du GIEC sur les océans, publié en septembre 2019. Les projections annoncent que le niveau moyen de la mer pourrait atteindre le mètre d'ici 2100, si les émissions de CO_2 continuent de progresser.

45 %

Pour éviter les conséquences du réchauffement de la planète, déjà plus rapide que prévu, le GIEC recommande de réduire de 45 % le CO_2 rejeté dans l'atmosphère (par rapport à 2010) d'ici 2030 à l'échelle mondiale. Pour y arriver, les experts recommandent d'atteindre 70 % d'énergie renouvelable en 2050. Pour rappel, la France a inscrit dans la loi relative à la transition énergétique un objectif de 32 % d'énergie verte en 2030.

99 %

Le GIEC alerte également sur l'état du permafrost. Ces sols gelés en permanence, qui se trouvent en Alaska, au Canada, en Sibérie et dans les zones de haute montagne, pourraient fondre de 30 à 99 % (dans le pire des cas) d'ici à 2100, si nos émissions ne diminuent pas rapidement. Conséquence ? Plusieurs centaines de milliards de tonnes de CO_2 emprisonnées dans la glace pourraient être libérées dans l'atmosphère et aggraver encore le réchauffement climatique. ■





Jean Jouzel

« 2020 doit être
le début d'une décennie
centrée sur l'action »

Le climatologue et glaciologue Jean Jouzel est, depuis 30 ans, l'un des lanceurs d'alerte du réchauffement climatique. Pour le scientifique membre du GIEC, la décennie à venir va être cruciale pour l'humanité. **Entretien.**

Propos recueillis par **Sandra Coutoux** **Sommes-nous dans une période décisive pour l'évolution du climat ?**

Ce que nous savons, c'est que la décennie à venir va être plus chaude que la précédente. Le réchauffement climatique est inéluctable. Certes, le climat ne va pas se transformer du jour au lendemain et nous avons encore la possibilité de nous adapter. Mais cela suppose de prendre des mesures dans la décennie à venir. Aujourd'hui, les conséquences de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre commencent à être perceptibles par les citoyens. Les périodes de sécheresse augmentent, les canicules et les précipitations intenses sont plus fréquentes. Il y a 30 ans, quand nos modèles envisageaient des températures supérieures à 40 °C à Paris, les gens souriaient. Aujourd'hui, c'est une réalité. Les records de chaleur augmentent deux fois plus rapidement que les températures moyennes.

Quelles seraient, pour vous, les conséquences les plus graves du réchauffement climatique ?

D'ici 2050, l'élévation du niveau de la mer pourrait être un danger pour près de 300 millions de personnes à travers la planète. C'est, selon moi, la conséquence la plus grave du réchauffement climatique. Si rien n'est fait pour lutter contre le réchauffement climatique, je crains une fonte totale du Groenland à échéance du millénaire, mais c'est ce que nous faisons aujourd'hui qui en décide.

En quoi 2020 est-elle une année importante pour la réussite de la transition écologique mondiale ?

2020 doit être le début d'une décennie centrée sur l'action. C'est une année charnière car les États signataires

« L'ultra-libéralisme est clairement à l'opposé de ce qu'il faudrait faire pour lutter contre le réchauffement climatique »

de l'accord de Paris vont devoir présenter les mesures qu'ils vont mettre en œuvre pour contribuer à la baisse globale des émissions de gaz à effet de serre. Si rien n'est fait, et que nous continuons au rythme actuel, le réchauffement de la planète pourrait atteindre 4 à 5 °C d'ici 2100. Même si les engagements de l'accord de Paris étaient respectés, on irait vers un réchauffement de 3 °C dans la seconde partie de ce siècle.

Que faut-il attendre alors de la mise en œuvre de l'accord de Paris ?

L'enjeu de l'accord de Paris (tout comme celui de la COP 25 de Madrid de décembre) est donc aujourd'hui de revoir à la hausse nos ambitions. Mais il faut être lucide, sans les États-Unis, ça va être compliqué d'atteindre nos objectifs. L'accord de Paris sur le climat n'est pas contraignant pour les États.

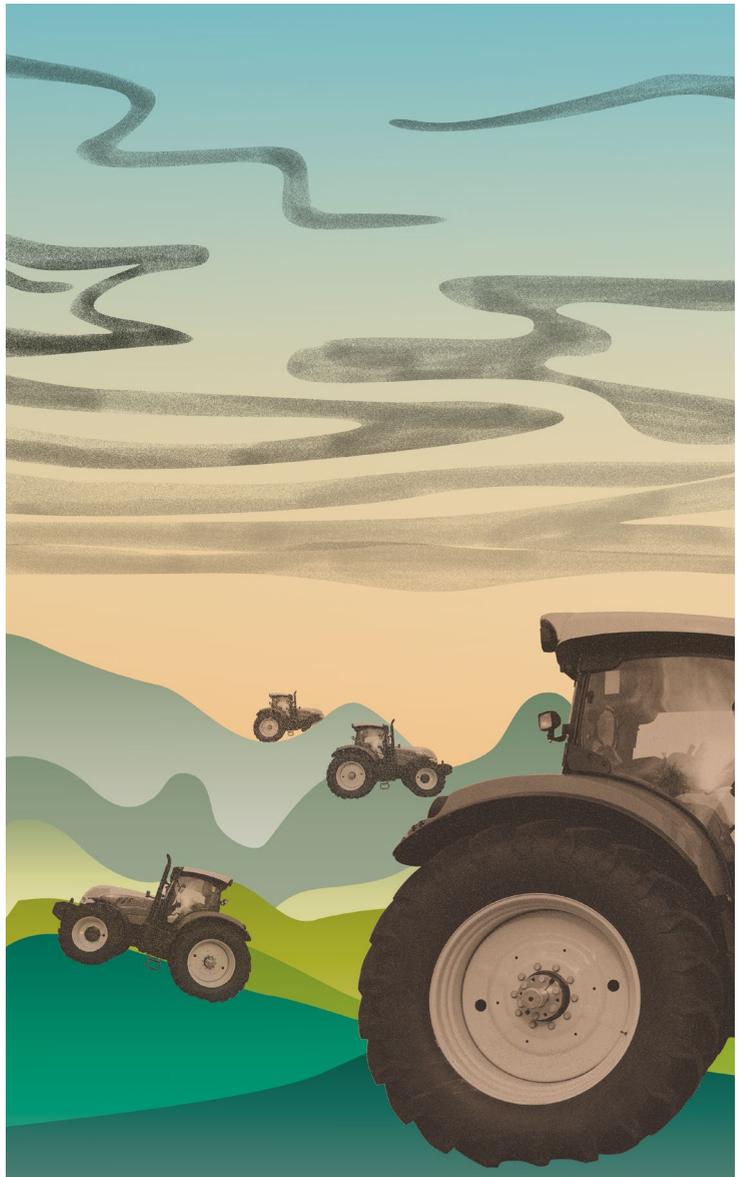
Les règles de l'Organisation mondiale du commerce sont plus contraignantes. Le combat pour le climat ne pourra pas être gagné sans les efforts de tous. L'enjeu est crucial pour les générations à venir.

En France, la convention citoyenne pour le climat est-elle encourageante pour l'avenir ?

150 citoyens tirés au sort travaillent sur des propositions pour répondre à la question suivante : comment réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre françaises d'ici 2030, par rapport à 1990, dans un esprit de justice sociale ? Plusieurs thématiques sont abordées : la mobilité, le logement, la consommation... Je fais partie du comité de gouvernance chargé d'organiser les différentes étapes de cette convention et je constate que les citoyens présents sont très motivés. Je serais heureux que leurs propositions aboutissent à des mesures porteuses d'espoir car il y a urgence.

Quelles sont les mesures les plus urgentes à mettre en œuvre selon vous ?

Je suis, à titre personnel, favorable à une fiscalité écologique. Pour baisser les émissions de gaz à effet de serre, la rénovation thermique des logements est un enjeu important pour lutter contre le gaspillage d'énergie. Les recommandations existent déjà sur ce sujet, mais pour vraiment changer d'échelle, il



« Le secteur agricole doit lui aussi contribuer à l'effort écologique en réduisant son impact »

« Je ne crois pas, comme les collapsologues, en un effondrement brutal de nos sociétés, mais je garde espoir en une transition progressive »

Bio express

1968

Diplômé de l'école supérieure de chimie industrielle de Lyon, il poursuit avec un DEA de chimie physique.

1994

Intègre le GIEC (Groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat).

2002

Médaille d'or du CNRS, avec Claude Lorius, pour leurs travaux sur l'étude des archives glaciaires gelées qui met en évidence le lien entre gaz à effet de serre et évolution du climat.

Entre 2002 et 2015

Vice-président du groupe de travail scientifique du GIEC.

2019

Membre du comité de gouvernance de la convention citoyenne pour le climat.

faut investir davantage pour financer la transition écologique. L'agriculture représente 20 % des émissions de gaz à effet de serre de la France. Le secteur agricole doit donc, lui aussi, contribuer à l'effort écologique en réduisant son impact.

Face à l'urgence, le GIEC a-t-il suffisamment joué son rôle ?

Il y a 30 ans, le GIEC a réalisé des projections qui se vérifient aujourd'hui. La prise de conscience globale des conséquences du changement climatique pour l'humanité commence pourtant à peine. Nos alertes sont restées sans effet. Le protocole de Kyoto, en 1997, a été un premier pas dans la bataille pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais, dans les années 2000, personne n'a anticipé l'augmentation rapide des émissions de la Chine et le désengagement des États-Unis. Si les catastrophes climatiques s'enchaînent dans la seconde moitié de ce siècle, les nouvelles générations pourront blâmer les États-Unis qui auraient dû, selon moi, assurer le leadership sur le sujet. Ils sont aujourd'hui les deuxièmes plus gros émetteurs de CO_2 au monde, juste derrière la Chine.

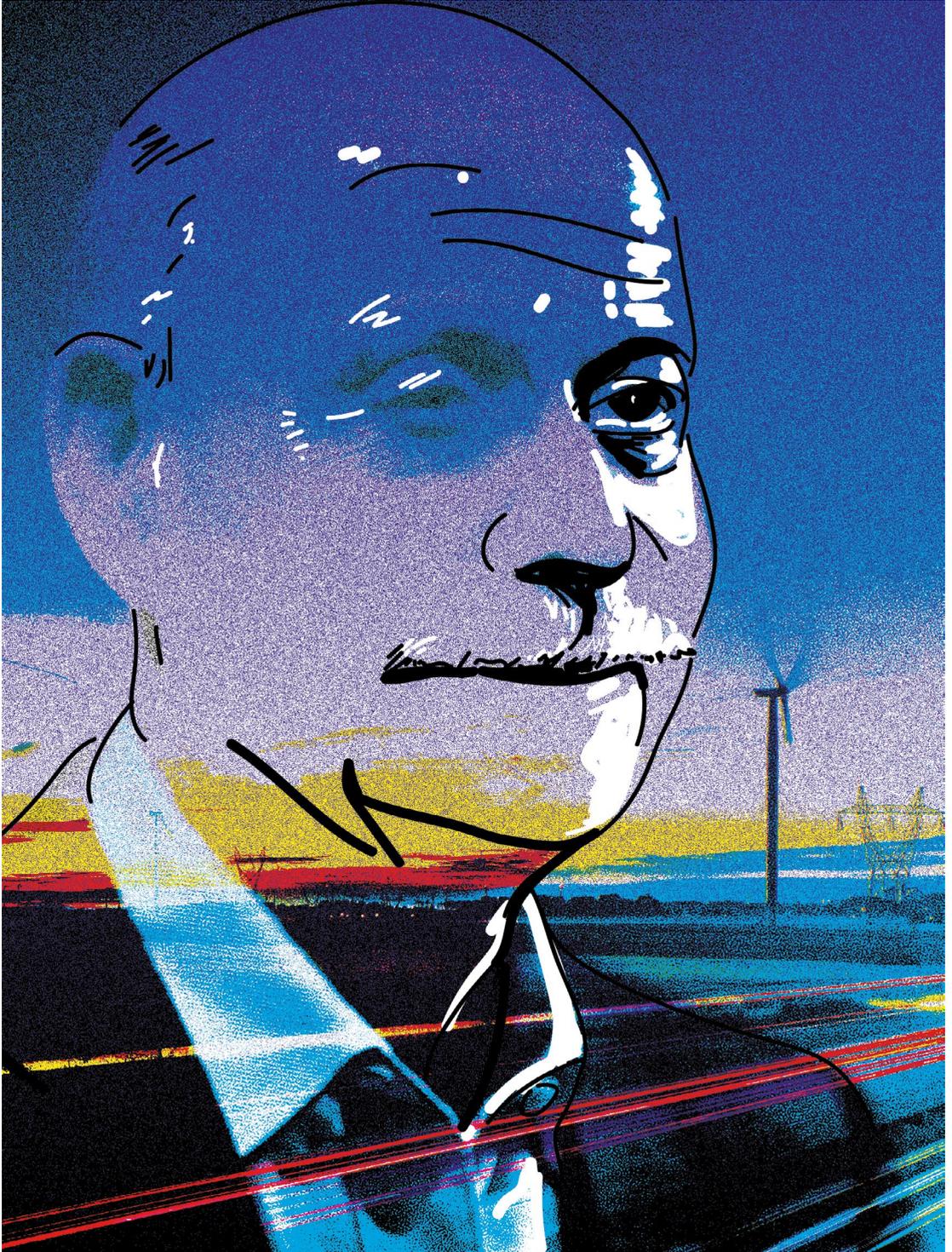
Faut-il revoir nos modèles de développement ?

L'ultra-libéralisme est clairement à l'opposé de ce qu'il faudrait faire pour lutter contre le réchauffement climatique. Il est temps de défendre un mode de développement plus soutenable avec une économie mondiale plus solidaire et moins consommatrice d'énergie. L'évolution du climat n'est pas le seul point important, j'ai bien conscience que la perte de la biodiversité et les inégalités sociales à travers le monde peuvent bouleverser l'avenir.

Vous restez malgré tout optimiste ?

Je pense que les prévisions du GIEC sont les bonnes : on peut maintenir le réchauffement sur une trajectoire de 2, voire même 1,5 °C, à condition que tout le monde avance dans le même sens. Je ne crois pas, comme les collapsologues, en un effondrement brutal de nos sociétés, mais je garde espoir en une transition progressive. Nous avons encore le temps de nous adapter mais la décennie à venir va être primordiale. Elle doit être centrée sur l'action si nous voulons laisser un monde durable aux enfants qui naissent aujourd'hui. ■

À lire : *Climats passés, climats futurs*, de Jean Jouzel, CNRS éditions, août 2019, 8 euros.



Jeremy Rifkin

« La plus grande bulle de l'histoire est sur le point d'éclater »

L'accélération du réchauffement climatique suscite une inquiétude grandissante, mais il est encore possible d'éviter le pire. C'est en tout cas le point de vue défendu par Jeremy Rifkin, dans son nouvel essai, *Le New Deal vert mondial*. L'économiste américain y prédit la fin imminente de la « civilisation fossile », et l'émergence concomitante d'une troisième révolution industrielle fondée sur le déploiement des énergies renouvelables. Irréaliste ? Pas vraiment : l'homme a un plan, et il nous l'expose. **Entretien.**

Propos recueillis
par **Olivier
Saretta**

**La
couverture
de votre
nouvel**

**ouvrage fait dans la précision :
vous y affirmez que la
civilisation fondée sur les
énergies fossiles va s'effondrer
d'ici à 2028. Pourquoi cette
date ?**

Cela pourrait survenir un an avant ou après, mais ce n'est pas une projection au doigt mouillé. De nombreuses études et rapports issus de la communauté bancaire, des assurances et des consultants de différents secteurs (transports, immobilier...) suggèrent que nous sommes au bord de la plus grande bulle de l'histoire : la bulle carbone. Quand elle va éclater, c'est toute la civilisation fondée sur les énergies fossiles qui va exploser.

Pour quelle raison ?

Cette année, le coût moyen de l'électricité solaire et éolienne a non seulement plongé sous celui de l'électricité produite à partir du nucléaire, du pétrole et du charbon, mais aussi sous le coût du gaz naturel. Et ça ne fait que commencer, un peu à la manière des puces électroniques ces 30 dernières années. Le soleil et le vent ne vous envoient jamais de facture ! Ce qui n'est pas le cas des énergies fossiles...

Selon vous, le monde de la finance n'y est pas insensible...

Effectivement. Il y a cinq ans, l'entreprise financière Citigroup a senti cette tendance et a publié une étude mettant en lumière

« Les fondamentaux de l'économie ne sont pas adaptés à l'évolution du monde numérique »

que l'on pourrait être « assis » sur près de dix mille milliards de dollars d'actifs bloqués dans l'industrie de l'énergie fossile, en raison de l'émergence du solaire et de l'éolien.

Qu'entend-on par « actifs bloqués » ?

Ce sont tous ces droits d'exploitation, et toutes les infrastructures et les équipements (oléoducs, gazoducs, raffineries...) dans lesquels les sociétés pétrolières ont investi pour extraire des énergies fossiles, et qui ne seront jamais utilisés, et donc pas amortis. C'est la plus grande bulle de l'histoire, et elle est sur le point d'éclater. L'effondrement est déjà perceptible ces quatre dernières années, onze mille milliards de dollars d'actifs ont déjà fui les énergies fossiles.

Où sont-ils partis ?

Cette fuite est menée par les fonds de pension. Karl Marx se retournerait probablement dans sa tombe s'il apprenait qu'aujourd'hui, le plus grand groupe capitaliste du monde est composé de centaines de millions de

retraites de travailleurs (sourire). Les fonds de pension ont bien analysé ce qu'il se passait avec les énergies fossiles, et ils ont tourné leur regard dans une autre direction...

Ce qui nous conduit à aborder la troisième révolution industrielle que vous appelez de vos vœux. Sur quoi est-elle fondée ?

Toutes les grandes révolutions reposent sur un changement d'infrastructures. L'infrastructure change tout : le modèle économique, la gouvernance, l'environnement... Elle repose sur trois composantes : de nouveaux moyens de communication, de nouvelles énergies, et de nouveaux modes de transport. C'est de la conjugaison de ces trois éléments que naît un nouveau monde. À chaque révolution industrielle, on retrouve ce tryptique. L'Angleterre du 19^e siècle constitue à ce titre une excellente illustration. À cette époque, la presse à imprimer a convergé avec le charbon, autorisant une diffusion sans précédent de l'information, et

une grande amélioration de l'éducation. Dans le même temps, la vapeur a rencontré le rail, et a profondément changé notre rapport à l'espace et au temps, contribuant aussi à modifier notre habitat en faisant naître de grandes agglomérations. Enfin, les coûts d'extraction du charbon étaient tels, qu'il nous a fallu créer un nouveau système économique : le capitalisme. La deuxième révolution, aux États-Unis, a suivi un paradigme semblable. Le téléphone a révolutionné la communication grâce à l'électricité, le pétrole du Texas a permis à Ford de développer la voiture individuelle, qui a elle-même contribué, entre autres, au développement des banlieues et à faire émerger de nouvelles industries (tourisme, fast-food...) Encore une fois, l'infrastructure change tout.

Et la troisième révolution industrielle n'échappe pas à la règle...

Nous sommes arrivés au bout des capacités de la deuxième révolution industrielle. Elle agonise. Tous les secteurs (production d'énergie, transports et télécommunications) en sortent. Il n'y a qu'à voir les choix effectués par les géants des nouvelles technologies. Apple, Google, Amazon : tous leurs data centers fonctionnent - ou fonctionneront bientôt - grâce aux énergies renouvelables. Le secteur automobile est à l'avenant. Volkswagen a d'ores et déjà annoncé que les derniers modèles à combustible fossile sortiraient en 2026.

Les signes de ce changement sont-ils aujourd'hui perceptibles ?

Il y a une règle avec toutes les grandes disruptions infrastructurelles : ce n'est pas la puissance de la concurrence qui compte, mais la vitesse à laquelle le changement intervient quand l'innovation se fait jour. Quand l'électricité est arrivée et a concurrencé l'éclairage au gaz, les investissements ont migré très rapidement de l'un vers l'autre. En Allemagne, en 2003, l'éolien et le solaire ne représentaient que

3 à 4 % des investissements ; en 2014, c'était déjà 14 %. Ces 14 % peuvent paraître dérisoires, mais en réalité ils constituent un point de bascule. Il a été atteint si vite que les investissements dans les énergies fossiles ont subitement plongé. Entre 2010 et 2015, l'industrie a perdu près de 300 milliards de dollars. Aux États-Unis, on estime que le point de pivot sera atteint en 2023. Et à l'échelle du globe, il faudra attendre... 2028 (sourire).

2028, c'est demain. La troisième révolution industrielle ne risque-t-elle pas de se heurter à certaines résistances. Notamment de la part de pays qui ont bâti leur prospérité sur la production des énergies fossiles ?

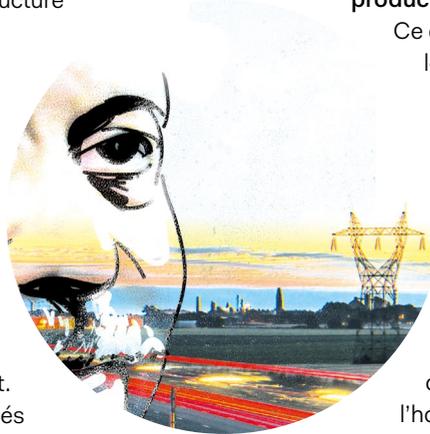
Ce qu'il faut comprendre, c'est que le marché parle aujourd'hui, et il est bien plus puissant que n'importe quel pays producteur. Mais le marché se contente de suivre les tendances ! À commencer par celle impulsée par l'Union européenne. Celle-ci s'est fixé comme objectif d'atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2027. Depuis, la Chine lui a emboîté le pas, et elle avance vite. Elle est aujourd'hui le premier producteur mondial d'énergie renouvelable. Les investissements migrent naturellement...

Les deux premières révolutions industrielles ont entraîné de véritables bouleversements économiques et sociaux. La troisième aura-t-elle des conséquences semblables ?

Un nouveau système est effectivement en train d'émerger. Mais le mieux pour en saisir les enjeux, c'est encore de faire un détour par la biologie.

C'est inattendu...

Énergie, communication, mobilité. Tous les organismes vivants font converger ces trois paramètres. Ils doivent avoir accès à une source d'énergie pour rester en vie, se mouvoir pour survivre, et com-



« Nous allons vivre la plus grande révolution économique depuis l'avènement du capitalisme »

muniquer pour interagir. D'une certaine manière, nos infrastructures n'en sont que le reflet à grande échelle : elles réunissent des grandes collectivités qui déploient des interactions spécifiques, et s'engagent dans un certain type de vie économique et sociale. Les infrastructures nées de la première et de la deuxième révolution industrielle étaient centralisées et verticales. C'est comme cela qu'à la fin du 20^e siècle, nous nous sommes retrouvés avec 500 multinationales produisant un tiers du PIB mondial, et les huit personnes les plus riches du monde possédant autant que les 3,5 milliards d'habitants les plus pauvres.

La troisième révolution industrielle va-t-elle nous faire sortir de cette verticalité ?

Notre monde est de plus en plus interconnecté. Prenons l'exemple de l'habitat. La première révolution industrielle a fait naître les grandes métropoles et la deuxième les banlieues. La troisième va donner naissance à un système réticulaire et nodal, qui connectera tous les bâtiments entre eux. Et ceux-ci ne seront pas seulement des lieux de consommation, ils seront aussi des espaces de production et de stockage d'énergie. La mise en place de cette infrastructure est

forcément porteuse de bouleversements, aussi bien sociaux qu'économiques.

Le capitalisme tel qu'on le connaît est-il en train de vivre ses dernières heures ?

Le business model est en train de changer. Même si les premières sociétés nées d'Internet, comme Amazon, ont continué d'appliquer l'ancien, les lignes bougent aujourd'hui - je ne serais d'ailleurs pas étonné que ces entreprises disparaissent d'ici une vingtaine d'années, si elles gardent leur forme actuelle. On a toujours enseigné en économie que l'optimum du marché est atteint lorsque vous vendez au coût marginal. Mais on n'a jamais anticipé une révolution numérique qui induirait des coûts marginaux aussi faibles, avec pour conséquence des perspectives de profits qui le sont tout autant. Dans ces conditions, comment faire de l'argent ? Aujourd'hui, les fondamentaux de l'économie ne sont plus adaptés au monde numérique. Les transactions, la relation vendeur-acheteur : toutes ces notions classiques sont appelées à évoluer.

Sous quelle forme ?

Nous allons passer des transactions et des marchés, à des flux et des réseaux ; de vendeurs et

d'acheteurs à des fournisseurs et des utilisateurs ; de la propriété à l'accès ; du PIB à des indicateurs de qualité de vie ; de la productivité à la régénération ; d'externalités à la circularité, etc. Tout cela est très nouveau et reste à créer. C'est la plus grande révolution économique depuis l'avènement du capitalisme au 19^e siècle ! Mais tous les digital natives comprennent que les nouvelles infrastructures sont faites pour être décentralisées, et que l'ouverture et la transparence sont les meilleurs moyens de tirer parti de la puissance du réseau.

À quoi ressemblera l'entreprise de demain ?

Dans les 20 prochaines années, nous allons voir éclore un modèle beaucoup plus décentralisé, dans lequel vont s'insérer des PME et des coopératives bien plus agiles que les géants du Net d'aujourd'hui. Ce modèle va nous faire glisser progressivement de la globalisation - 500 grandes sociétés qui font tourner le monde - à la « glocalisation », un phénomène qui va notamment permettre aux régions et aux collectivités locales de devenir beaucoup plus autosuffisantes mais globalement connectées. L'infrastructure ne doit en aucune manière être privatisée. Dans un monde glocalisé, le pouvoir au peuple n'est pas un simple slogan politique, c'est une réalité.

Quel rôle peuvent (et doivent) jouer les États dans ce monde « glocal » ?

Les États-nations ne vont pas disparaître, ils ont un rôle à jouer. Notamment en matière de législation, de normes et de codes. Mais ils doivent surtout accompagner les régions et les laisser s'épanouir. Il faut comprendre qu'à travers la glocalisation, toutes les régions - et je ne parle pas uniquement de la Catalogne ou du Québec -, peuvent, avec très peu de coûts fixes et un coût marginal proche de zéro, être présentes à travers le monde entier, sans recourir aux États ou aux grandes entreprises. Elles ont cette agilité. Mais à l'heure actuelle, tout cela ne va pas assez vite.

On a d'ailleurs parfois le sentiment qu'il est trop tard pour agir

Pour être honnête, il est assez tard (sourire). Nous sommes à un moment charnière de l'histoire. Nous sommes à la veille de la sixième extinction de masse des espèces, et nous dormons ! Il est temps de passer de l'âge du progrès à celui de la résilience. Fort heureusement, nous pouvons le faire. La première révolution industrielle a pris 30 ans. La deuxième, 25 ans. Le New Deal vert peut être mis en place en 20 ans. En Europe, trois régions test le font déjà. La technologie est là, le marché est prêt, on n'a même pas besoin de nouveaux impôts ! Surtout, les jeunes générations n'attendent que cela.

On sent poindre chez vous un peu d'optimisme à l'évocation de la jeunesse

Cette année, trois grandes manifestations ont réuni des millions de jeunes gens à travers la planète. Étudiants, lycéens, millenials : ils sont tous sortis dans la rue pour alerter sur l'urgence climatique, et exiger un New Deal vert. Cette protestation n'a rien à voir avec ce que nous avons connu jusqu'ici : pour la première fois, deux générations ont appelé à une révolte planétaire, parce qu'elles se voient comme une espèce en danger. C'est aussi la première fois que des gens battent le pavé pour préserver la biosphère, au nom

d'une communauté humaine indivisible, sans tenir compte des frontières traditionnelles de tous ordres. Il faut qu'ils continuent. Ils étaient des millions ? Il faut qu'ils soient des dizaines de millions la prochaine fois. Mais ils ne doivent pas attendre que les gouvernements s'activent.

Les gouvernements ne sont pas à la hauteur des enjeux selon vous ?

Les gouvernements ont encore partie liée avec de « vieux » intérêts, comme les industries fossiles. Ils n'ont pas conscience de l'énormité de la bulle qui est en train de se créer. Or, tous les pays qui sont aujourd'hui dépendants de ces énergies courent au devant de graves problèmes. Qu'il s'agisse des pays producteurs ou non. Pourtant, on continue à investir dans des pipelines et des plateformes pétrolières... Les dirigeants n'arrivent pas à voir au-delà du prochain bilan trimestriel. Aujourd'hui, nous avons besoin de leaders politiques comme Alexandria Ocasio-Cortez (plus jeune élue au Congrès américain, connue pour son engagement environnemental). Il faut qu'il en émerge des millions comme elle, à tous les échelons de la politique et de l'économie. Les jeunes générations doivent être en première ligne. Elles doivent prendre le pouvoir. Maintenant. ■

Glossaire

Glocalisation

Ce néologisme, issu de la combinaison des mots « global » et « local », est né d'une expression japonaise *dochakuka* exprimant à l'origine l'adaptation locale des techniques agricoles étrangères. De nos jours, le concept correspond à la conciliation entre les exigences de la mondialisation des marchés et celles des habitudes ou des cultures locales. Pour « l'entreprise-réseau », le terme désigne un mode de gestion à la fois global et local dans le cadre d'une économie mondialisée.

Système réticulaire et nodal

Un système réticulaire est un système formé en réseau. Les points nodaux sont les points de rencontre du maillage.

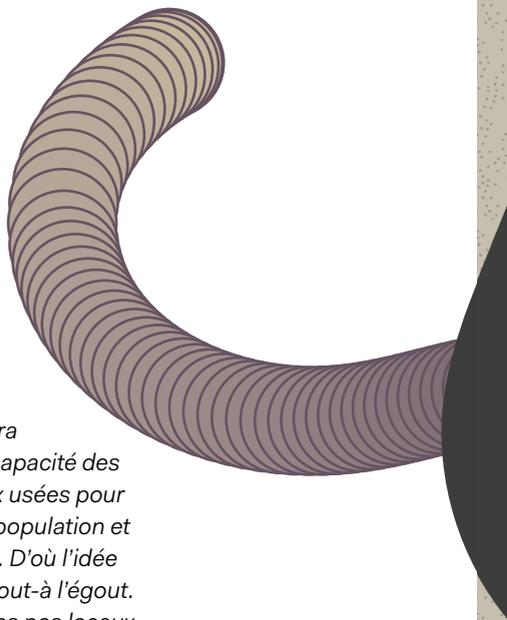
Demain, des constructions plus inspirées de la nature ?

Des architectes s'inspirent du monde du vivant pour concevoir des matériaux et des procédés plus vertueux et moins énergivores...

Par **Philippe Lesaffre** La filière du bâtiment et de la construction reste l'une des plus polluantes et émettrices de gaz à effet de serre. Mais, d'ores et déjà, de nombreux professionnels, les yeux rivés sur les écosystèmes naturels, cherchent des moyens pour économiser nos ressources naturelles, stocker davantage le CO_2 . *Mouvement UP* vous présente quelques solutions en cours d'adaptation qui pourraient servir aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités.

Mieux filtrer et assainir les eaux usées domestiques

À Anglet, dans le Sud-Ouest, le bâtiment de Nobatek / Inef4, un centre de ressources de l'écoconstruction, teste une solution qui pourrait, demain, servir à assainir les eaux sales de nos habitats. Alexandre Schaal, chargé du projet, nous la présente : « *Il sera peut-être difficile d'étendre la capacité des stations de traitement des eaux usées pour répondre à la croissance de la population et à l'imperméabilisation des sols. D'où l'idée de trouver des alternatives au tout-à l'égout. Un lombrifiltre a été installé dans nos locaux début 2019 pour filtrer les eaux grises, issues de notre usage domestique, et noires, venant des WC. Dans une cuve en plastique recyclé, remplie de copeaux de bois, des milliers de lombrics pouvant vivre en milieu humide digèrent la matière organique présente dans les eaux usées pour l'assainir. Le bâtiment est relié au tout-à-l'égout, mais l'expérience vise à démontrer que le système de lombrifiltration permet de valoriser l'eau qui sort de cette cuve. En premier lieu, dans le but de reverser l'eau nettoyée dans l'environnement. Et, en second lieu, pour l'irrigation dans le jardinage, y compris afin d'arroser les plantes comestibles, ou l'agriculture. Avec ce système, on n'a pas besoin de vidanger*





la cuve, les vers s'en chargent. C'est une bio-inspiration dans le sens où les lombrics agissent comme les vers de terre dans leur milieu naturel. Ce projet nommé Innoqua est financé par l'Union européenne et testé sur 11 sites dans 10 pays (France, Irlande, Écosse, Italie, Roumanie, Turquie, Tanzanie, Inde, Équateur, Pérou). L'objectif : éviter le gaspillage de ressources. »

Des briques d'algues brunes pour construire les murs du futur

Nicolas Vernoux-Thelot observe un phénomène anormal : l'échouage massif – depuis quelques années – de sargasses (des algues brunes) sur les côtes normandes, sur le littoral des Antilles françaises, au large du Mexique et de la Floride. Selon une étude de l'université de Floride du Sud, parue l'été 2018 dans *Science*, ces végétaux pèsent environ 20 millions de tonnes.

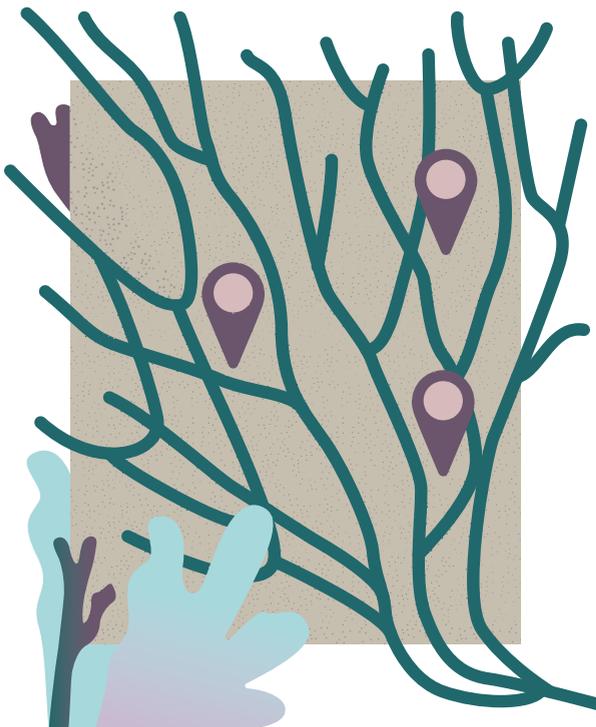
« Ces algues invasives sont nourries par les rejets de nitrates, issues de l'agriculture intensive. Dans l'eau, explique-t-il, elles flottent, stockent le carbone et rejettent de l'oxygène. C'est formidable ! Or, sur la plage, les sargasses se décomposent et émettent un gaz toxique, à la forte odeur d'œuf pourri. Elles deviennent des déchets qu'on ne peut brûler, car cela rejeterait du CO_2 . Mais on peut les utiliser telles quelles pour fabriquer des briques. Je m'y suis mis ; il s'agit d'un matériau plus écoresponsable que les matériaux utilisés en général dans le secteur de la construction, présentant un bilan énergétique catastrophique. Bonne nouvelle : la brique d'algues semble bien isolante. À terme, l'idée est de commercialiser ce matériau plus écologique, que j'ai présenté à la dernière Biomim'Expo, à Paris, et de lancer des projets de construction. »





Des parois d'immeubles imitant la pomme de pin

En Allemagne, à Stuttgart, des équipes d'architectes, d'ingénieurs et de biologistes, ayant observé le comportement des pommes de pin en cas d'humidité - pour protéger les graines, les écailles se ferment et se rouvrent une fois sèches -, ont conçu en 2013 un petit pavillon en « imitant » cette propriété élastique d'adaptation. Le bâtiment agit comme un hygromètre, un appareil servant à mesurer l'humidité de l'air. Il s'ouvre et se referme, et ce, sans aucune intervention ou énergie extérieure. Une prouesse technologique qui sera reproduite en région parisienne, à Arcueil, dans quelques années, avec le projet Ecotone : ce sera 82 000 m² de bureaux, de chambres d'hôtel, de restaurants, dont les parois en façade pourront s'ouvrir et se refermer en fonction de la météo. Ce projet est l'un des lauréats du concours Inventons la Métropole du Grand Paris. Livraison prévue d'ici 2023-2024.



Des micro-algues dans nos villes

Comment améliorer l'isolation des bâtiments et réguler la chaleur selon la température ? L'agence XTU Architects, accompagnée par une unité de recherche, à Nantes, en génie des procédés et en bioprocédés, cherche des réponses.

Elle dit s'intéresser à « *la ville de demain* » et va livrer « *In Vivo* », un bâtiment parisien un brin spécial. Sera intégré, au sein du système de double vitrage de la façade de l'immeuble, un filet d'eau nourrissant... des phytoplanctons, autrement dit des microalgues. Outre leur fonction de régulation thermique, ces végétaux transforment, c'est le principe de la photosynthèse, le CO₂ en oxygène et en biomasse, et donc, en énergie. Des propriétés qui permettraient ainsi de limiter le rejet en dioxyde de carbone. ■

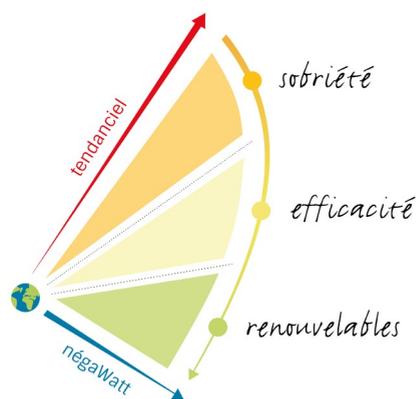
Un scénario de transition énergétique pour la France

Dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, précarité énergétique, risques technologiques, pollution de l'air... Notre système énergétique est devenu insoutenable. Comment se passer rapidement des énergies fossiles et nucléaire ? Le scénario négaWatt montre comment la France peut atteindre le 100 % renouvelable d'ici 2050, avec, à la clé, de multiples bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. **Tribune.**

Bâtiment, transport, industrie : des gisements considérables d'économie d'énergie

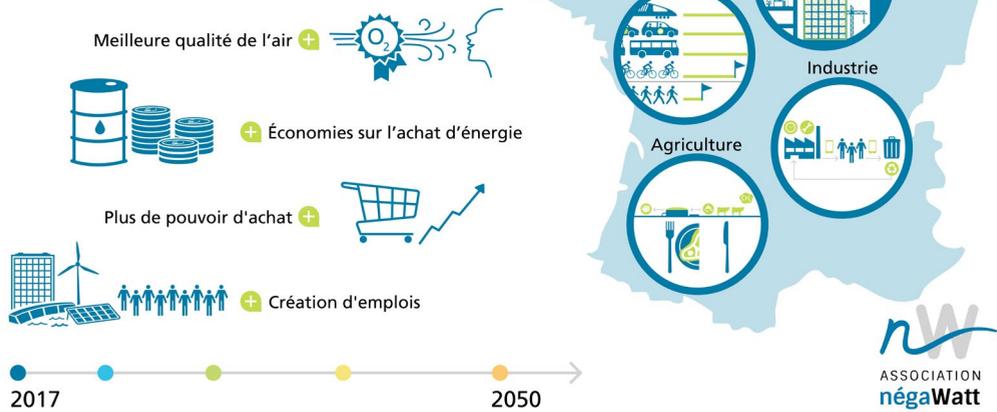
Le scénario négaWatt se fonde sur le triptyque sobriété - efficacité énergétique - énergies renouvelables : trois piliers indissociables pour mener à bien cette nécessaire transition énergétique. Alors que les gaspillages d'énergie sont aujourd'hui la norme, la sobriété nous invite à consommer plus intelligemment l'énergie, grâce à l'arrêt d'appareils fonctionnant inutilement, à l'augmentation de la réparabilité ou du recyclage des biens d'équipement, au report modal de la voiture ou le camion vers les modes de transport alternatifs, etc. Les actions d'efficacité énergétique, comme l'isolation des bâtiments ou le recours à des appareils plus performants, permettent, elles aussi, de réduire les consommations.

Sobriété et efficacité conduisent à une division par deux d'ici 2050 de nos consommations d'énergie finale.



© Association négaWatt - www.negawatt.org

La transition énergétique est possible



Abandon progressif du nucléaire et des énergies fossiles, essor des renouvelables

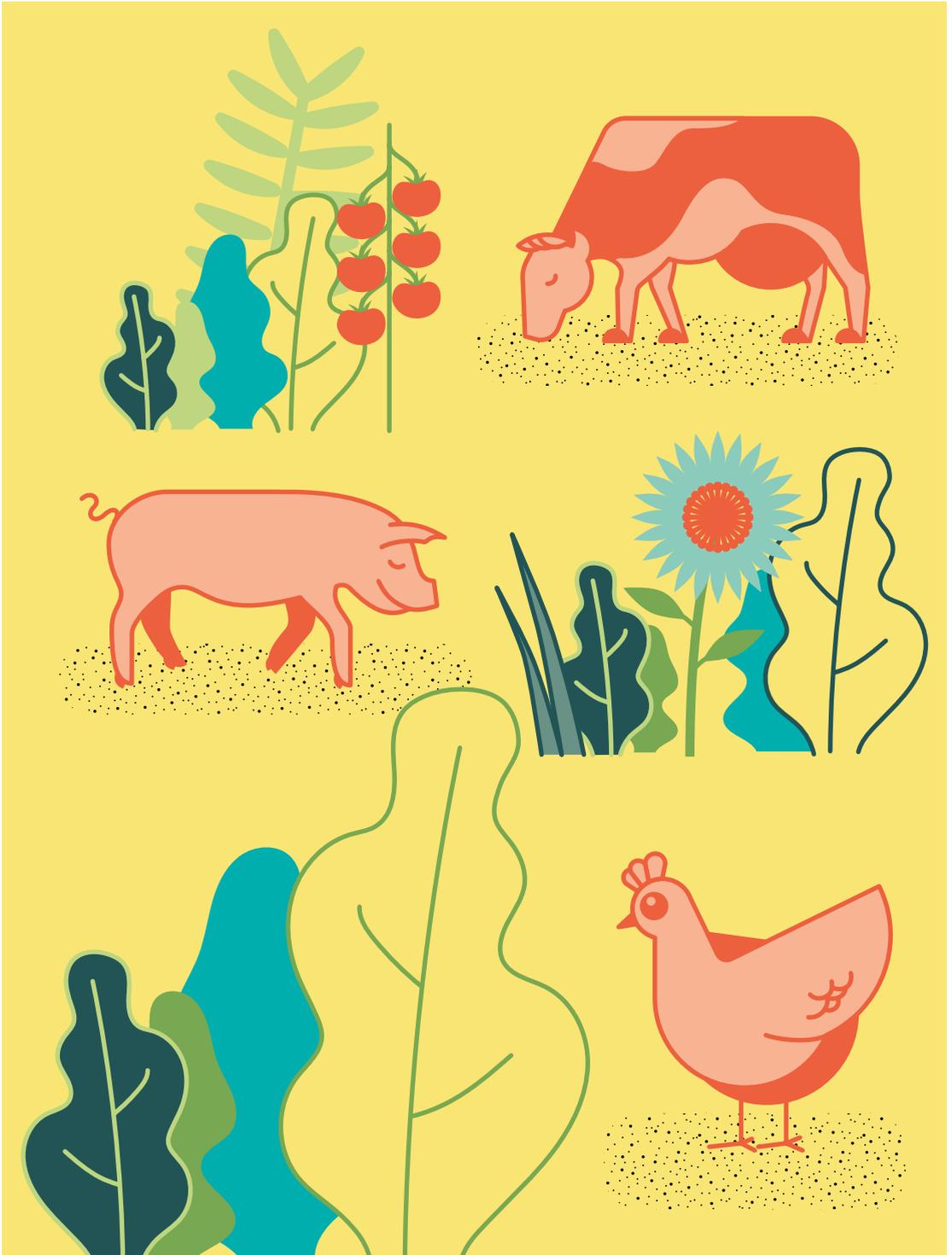
En parallèle, un déploiement ambitieux mais mesuré des énergies renouvelables permet d'envisager une sortie progressive des énergies fossiles et nucléaire. Couplé à la baisse des consommations, le développement de l'éolien et du solaire rend possible la fermeture de la dernière centrale nucléaire en 2035. Les énergies fossiles disparaissent également progressivement, en lien avec l'augmentation du bois-énergie et du biogaz.

Un scénario aux multiples bénéfices

Le résultat est probant : en 2050, les émissions résiduelles de gaz à effet de serre sont tellement faibles qu'elles sont intégralement compensées par les puits de carbone (forêts, sols, etc.). Ce scénario ambitieux mais réaliste ne se contente pas de répondre aux seuls enjeux climatiques. Il présente également de nombreux bénéfices pour la société française. 600 000 emplois nets sont créés à l'horizon 2050 (400 000 en 2030). La précarité énergétique est presque totalement éradiquée. Les émissions de polluants atmosphériques sont sensiblement diminuées. La transition énergétique est

techniquement possible, économiquement souhaitable, socialement indispensable. Face aux enjeux, elle n'est plus une option mais une impérieuse nécessité. Il faut désormais rapidement la mettre en œuvre, à l'échelle nationale et internationale comme au niveau local ! ■

Pour en savoir plus : www.negawatt.org



Agroécologie : le défi d'une alimentation écologique

Présentée comme une alternative concrète et réaliste à l'agriculture intensive, l'agroécologie ambitionne de nourrir plus de sept milliards d'êtres humains tout en préservant nos écosystèmes.

Par Antonin Padovani
« Nous avons besoin de promouvoir des systèmes alimentaires durables (...) et de préserver l'environnement : l'agroécologie peut aider à y parvenir. » Ces mots du responsable de l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), José Graziano da Silva, prononcés lors d'un symposium international sur l'agroécologie à Rome en avril 2018, ont fait le tour de la presse internationale. Ainsi, cette pratique jusqu'alors méconnue du grand public, et observée depuis une dizaine d'années par les instances agronomiques, devenait une alternative crédible aux modes actuels de production alimentaire. À l'heure de la prise de conscience grandissante des enjeux écolo-

giques, la question de nos modes de production alimentaire se pose de façon récurrente. Pesticides, monoculture, appauvrissement des sols... Peut-on nourrir tous les êtres humains sans exploiter nos ressources et détruire les écosystèmes ? À l'échelle européenne, une étude réalisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDR) considère l'agroécologie comme « une option souhaitable et crédible face aux enjeux alimentaires et environnementaux ». Le projet TYFA (Ten Years For Agroecology in Europe) qui en découle envisage un scénario selon lequel, à l'horizon 2050, l'agroécologie pourrait « nourrir sainement les Européens tout en conservant une capacité d'exportation », « réduire l'empreinte alimentaire mondiale de l'Europe »,

« conduire à une réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole de 40 % » et « permettre de reconquérir la biodiversité et de conserver les ressources naturelles ». Le consensus politique et scientifique sur les ambitions de l'agroécologie semble donc acté. Pourtant, s'il est facile de la résumer en tant qu'ensemble de techniques visant à une production alimentaire écologique, ceux qui la défendent et la pratiquent n'adhèrent pas systématiquement aux ambitions productivistes affichées. Comme le résume Silvia Pérez-Vitoria, économiste et sociologue qui étudie et promeut l'agroécologie depuis de nombreuses années : « En dépassant le seul système de production, l'agroécologie évite de s'enfermer dans des problématiques purement techniques.

« L'agroécologie ne peut être réduite à un catalogue de recettes qui seraient transposables d'un coin de la planète à l'autre »

Elle ne peut donc être réduite à un catalogue de recettes qui seraient transposables d'un coin à l'autre de la planète. » (La bio entre business et projet de société, ouvrage collectif, Contre-Feux/Agone 2012). Dès lors, est-il possible, face à l'urgence climatique, de promouvoir massivement une pratique bienfaitrice pour l'environnement, sans en faire une nouvelle technique d'exploitation de la nature à des fins nourricières ?

L'agroécologie, un bienfait pour les écosystèmes

Là où l'agriculture intensive prospère sur la monoculture, les engrais et autres intrants chimiques, l'agroécologie vise à créer les conditions d'une interaction efficace et résiliente entre les espèces sur un territoire. Elle n'est donc pas une pratique maraîchère en soi, mais propose pour se faire un ensemble de techniques de culture des sols. Les plus répandues sont le semis sans labours, l'utilisation de diverses variétés de plantes sur une même parcelle, les couverts végétaux ou encore l'agroforesterie.

Autant d'usages qui favorisent la diversité végétale, et permettent à différentes espèces d'insectes, de lombrics ou d'oiseaux, de prospérer autour d'un champ pour protéger les plants. On parle de fonction écosystémique pour évoquer l'établissement de relations entre différentes espèces, qui permettent de protéger les cultures, et donc d'améliorer les rendements tout en préservant l'environnement et la biodiversité. Et qui, en cas de bonne interaction, simplifient le travail du paysan, qui se préservera d'un rude travail du sol, ou encore de la toxicité due à l'épandage de produits chimiques. Les bienfaits de l'agroécologie résident donc dans cette interaction bénéfique entre la terre et ceux qui la travaillent. « *Il ne s'agit plus seulement de bonnes pratiques écologiques dans la production agricole* », estime Silvia Pérez-Vitoria, pour qui « *l'agroécologie se donne pour objectif de rester au plus près des équilibres naturels* », tout en respectant « *des savoirs et savoir-faire paysans, dévalorisés depuis des décennies* ».

Des croyances et des approches distinctes

L'agroécologie semble donc faire le lien entre deux mondes agricoles jusqu'ici irrécyclables : d'une part, les adeptes de produits de qualité et respectueux de l'environnement, de l'autre, les partisans d'une vision productiviste pour l'alimentation de toutes et tous. L'intérêt de l'Institut national de recherche en agronomie (INRA) à son sujet témoigne de l'ouverture du milieu agronomique à ces techniques, sur fond de protection de l'environnement.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, votée en octobre 2014, offre d'ailleurs une reconnaissance légale à cette pratique. On y lit que « *les politiques publiques visent à promouvoir et à pérenniser les systèmes de production agroécologiques, dont le mode de production biologique, qui combinent performance économique, sociale, notamment à travers un haut niveau de protection sociale, environnementale et sanitaire* ». Stéphane Le Foll, alors ministre de l'Agriculture, lance même à





cette époque un plan d'action — toujours en cours —, visant à former, accompagner et financer les agriculteurs soucieux de se lancer en agroécologie. Mais dans les champs, l'aspect « performatif » voire « économique » des perspectives engagées par l'État français et l'INRA ne fait pas l'unanimité. La Confédération paysanne, syndicat qui symbolise depuis 30 ans en France le combat pour la paysannerie et contre les grandes exploitations agricoles, émet régulièrement des doutes sur les bonnes intentions des institutions envers l'agroécologie. Le syndicat dénonce « *des politiques publiques qui favorisent la compétitivité, l'industrialisation, l'exclusion des fermes petites ou diversifiées* », et s'étonne

que, dans les études publiées, « *l'échelle des exploitations [ne soit] pas questionnée, alors qu'on sait son implication sur l'environnement* ».

L'agroécologie, et plus particulièrement la forme à lui donner pour en faire un modèle agricole adapté aux spécificités des territoires, reste donc en débat. La perspective d'en faire un modèle agricole viable nous oblige quoi qu'il en soit à repenser notre agriculture et notre alimentation. Certainement en créant un maillage local de producteurs, capable de répondre aux besoins alimentaires sans sacrifier la terre et les espèces qui s'en nourrissent. ■

« L'agroécologie se donne pour objectif de rester au plus près des équilibres naturels »

SALON

vivez nature

24 au **27**
jan. 2020
Grande halle
de la Villette
PARIS

Pour un quotidien
durable

MÊME LIEU
ET MÊME DATE

Salon *Permae*

Le 1^{er} salon de la permaculture,
de l'agroécologie et du
jardinage au naturel

Marché local • Écologie urbaine
Alimentation • Beauté et soins
Art de vivre • Artisanat éthique



f #VivezNatureParis2020

www.vivez-nature.com

Spas
Organisation

VOTRE ENTRÉE GRATUITE
valable pour 2 personnes sur 1 journée avec cette page



UPMAG



Cette génération qui change déjà le monde

Le documentaire français *Bigger than us*, qui sortira sur les écrans à l'automne 2020, dresse le portrait d'une jeunesse engagée pour le climat et la justice sociale à travers la planète.

Par **Sandra Coutoux** À l'âge de 12 ans, Melati Wijsen a décidé, avec sa sœur Isabel alors âgée de 10 ans, de lancer une initiative locale sur leur île, à Bali, pour lutter contre l'invasion du plastique. L'Indonésie est en effet le deuxième plus grand pollueur de déchets plastiques marins

nous avons vu à quel point le plastique dégradait la nature, nous avons eu envie de faire quelque chose. » Les deux jeunes filles créent l'association Bye Bye Plastic bags en 2013. Leur action trouve un écho dans des conférences internationales où leur jeune âge interpelle. Au fil des années, elles lancent des opérations de nettoyage des plages, des pétitions en ligne signées par près de 90 000 personnes leur permettent de rencontrer le gouverneur de l'île. La persévérance de Melati et de sa sœur a fini par payer. En janvier 2019, l'île de Bali a décidé d'interdire les sacs plastiques à usage unique. Le gouvernement indonésien s'est également engagé à réduire les déchets plastiques de 70 % à l'horizon 2025 à l'échelle du pays.

Memory et Mohammad n'ont pas attendu que les autorités s'emparent des problèmes pour agir

Melati Wijsen

au monde. Les habitants ont l'habitude d'acheter des articles à usage unique contenus dans des emballages en plastique. « *Nous avons eu la chance de grandir à côté de plages paradisiaques, mais quand*

À la rencontre des jeunes activistes de la planète

« *Nous, les jeunes, ne représentons que 25 % de la population mondiale, mais nous sommes 100 % de l'avenir* », lance Melati. La jeune fille est le personnage fil rouge de *Bigger than us*, réalisé par Flore Vasseur





Ces jeunes ont en point commun une force intérieure impressionnante

Flore Vasseur

et produit par Marion Cotillard. Dans ce documentaire, Melati part à la rencontre, à travers le monde, de six autres jeunes activistes, âgés de 18 à 25 ans. Le film nous fait voyager des États-Unis au Brésil en passant par l'Ouganda, le Malawi ou encore le Liban. On y découvre des adolescents qui ont changé des lois, bâti des écoles, mobilisé des femmes, des hommes et des enfants par milliers. « *La grande question qui m'a guidée lors du tournage a été : où trouvent-ils l'énergie pour agir et mobiliser les autres ?* », explique Flore Vasseur, la réalisatrice. Mohamad Al Jouhde est un Syrien de 20 ans, réfugié au Liban. En 2013, après avoir fui son pays en guerre, il est hébergé dans un camp où aucune infrastructure n'existe pour permettre aux enfants de suivre des cours. Du haut de ses 12 ans, il décide de créer une école au sein du camp de réfugiés. « *Malgré les obstacles, 200 élèves sont aujourd'hui scolarisés grâce à lui* », précise Flore Vasseur. Au Malawi, le combat de Memory Banda contre le mariage des enfants a démarré lorsque sa sœur aînée a été envoyée à la puberté dans un « *camp d'initiation* » traditionnel qui enseigne aux filles « *comment faire plaisir à un homme sexuellement* ». Elle s'est soulevée contre cette tradition et a mobilisé des jeunes filles. En 2015, elle a convaincu les chefs communautaires d'abandonner cette tradition et, en 2015,

La jeunesse mondiale se lève pour le climat

La grève pour le climat, initiée chaque vendredi, depuis l'été 2018, par l'adolescente suédoise Greta Thunberg, n'a cessé de s'amplifier à travers le monde en l'espace d'un an. Paris, Tokyo, Londres, Séoul, Varsovie, Berlin, Bangkok, Sydney, Manille, Bombay, New York... La liste des villes mobilisées ne cesse de s'allonger. En septembre 2019, le mouvement a rassemblé près de 7,5 millions de manifestants à travers 180 pays. 500 000 personnes ont défilé à Montréal pour le climat, un record historique pour une manifestation au Québec. En Allemagne, un million de personnes se sont mobilisées, et près de 300 000 personnes ont manifesté en Australie.

La Constitution a été modifiée pour que l'âge légal du mariage des filles soit de 18 ans à l'échelle nationale. « *Memory et Mohamad n'ont pas attendu que les autorités s'emparent des problèmes pour agir et ils ont fait changer les lois* », rappelle Melati Wijsen, encore impressionnée par leur détermination.

Une génération mobilisée pour guérir le monde

« *Ces jeunes ont en commun un feu intérieur et un grand sens de la communauté. Ils agissent car l'enjeu est vital* », précise Flore Vasseur. Tous les jeunes activistes que Melati a rencontrés dans le cadre de ce documentaire sont, à leur manière, des résistants qui apportent une forme de résilience à l'échelle de leur territoire. C'est le cas du jeune rappeur amériquin, originaire du Colodaro, Xiuhtezcatl Martinez qui est l'une des figures de la lutte environnementale aux États-Unis. En 2015, avec d'autres jeunes, il a déposé plainte contre l'État fédéral pour inaction climatique. « *Ce qui nous guide, c'est l'amour. La profonde conscience de faire partie d'une communauté et de défendre la vie* », poursuit la jeune Indonésienne. Elle reste encore très émue du combat mené par Mary Finn, une Écossaise de 21 ans, qui a mis sa vie d'étudiante entre parenthèses pour mener des opérations de sauvetage de migrants en Méditerranée, au large de l'île de Lesbos, en Grèce. Melati, en découvrant l'action de Mary, a pris conscience de l'injustice, de la fragilité de la vie, mais aussi de la force de l'espoir qui pousse à agir. « *J'ai envie aujourd'hui de créer des outils pour permettre à tous les jeunes à travers le monde, animés par les mêmes valeurs, de collaborer et de partager des outils concrets pour mobiliser des communautés et procéder par étape* », poursuit la jeune fille. La créativité de la jeunesse décrite dans ce documentaire est en tout cas revigorante. Le projet financé par une opération de crowdfunding sur la plateforme Ulule a été soutenu par plus d'un millier de contributeurs. ■

Bigger than us, un documentaire de Flore Vasseur.
Sortie prévue en septembre 2020.





RESPECTE

UN PEU

TAMER

« Plus chauds que le climat ? »

Une nouvelle génération d'activistes verts s'exprime en France et de par le monde. Alors qu'elles avancent en ordre dispersé, ces nouvelles et bien diverses formes d'action sauront-elles bousculer les pouvoirs politiques et économiques ?

Par
**Antonin
Padovani**

Le niveau de l'eau monte, et avec lui un ras-le-bol généralisé contre l'inaction face au changement

climatique. Si ce constat fait désormais (presque) l'unanimité — dans la lignée des rapports du GIEC et du consensus scientifique sur le réchauffement climatique et la perte massive de biodiversité —, les nouveaux militants écologistes se trouvent confrontés à une multitude de formes d'engagement. Pétitions, manifestations, actions de désobéissance civile, occupations... Toutes partagent les mêmes objectifs de sauvegarde de l'environnement, sans toujours arriver à s'accorder entre elles.

Le contre-sommet du G7, cet été, près de Biarritz, a symbolisé cette difficulté. Organisé tout au long de la semaine précédant la réunion des sept dirigeants des plus grandes puissances économiques, l'événement a vu se réunir les principales associations, ONG, et autres habitués des luttes environnementales. Tout y était réuni pour porter un discours fédérateur auprès de politiques accusés d'inaction, et des représentants des puissances industrielles les plus polluantes. Aurélie Trouvé, membre de l'organisation altermondialiste ATTAC et porte-parole de la plateforme G7-EZ, qui organisait le contre-sommet, célébrait d'ailleurs, après la grande marche pacifiste du samedi 24 août,

**THERE
IS NO
PLANET B**

« Des conférences, des débats et des échanges qui peinent à faire consensus face à la diversité des pratiques de lutte »

**Summer
IS
coming**

« [leur] capacité à [se] retrouver autour de valeurs fortes, communes, tout en montrant une grande

diversité de mouvements, de modalités d'actions et de débats, à travers ces conférences, ce camps, cette grande manifestation populaire et festive, et l'occupation pacifiste de lieux symboliques ».

Pourtant, l'organisation du contre-sommet, par la volonté des organisateurs d'imposer un « consensus d'action » non violent, s'est heurtée, à l'heure des actions de désobéissance, à des militants soucieux d'engager un rapport de force plus radical. Le média indépendant *Radio Parleur*, qui a commenté les divergences apparues au campement du contre-sommet, décrit justement « des conférences, des débats et des échanges qui peinent à faire consensus face à la diversité

des pratiques de lutte », et se demande si « [ces] débats résoudront les divergences stratégiques des participants ».

Une multitude de « modes d'engagement »

Le docteur en sciences de l'environnement belge Edwin Zaccai, auteur du livre *Deux Degrés, les sociétés face au changement climatique* (Sciences Po), tente de développer « une cartographie des différents modes d'engagement, avec leurs proximités, mais aussi leurs oppositions ». Il en distingue cinq, tous liés à l'émergence d'une conscience écologique collective : « *Le premier préconise une réforme profonde à partir des institutions publiques. Le deuxième relève d'initiatives d'entreprises. Le troisième recouvre les mouvements de transition et les mobilisations civiques. Le quatrième concerne des mouvements radicaux, notamment anticapitalistes.*

Enfin, sur un plan qui n'est pas directement de l'ordre de l'action, les démarches de type révolutions de conscience et engagements religieux. »

La prise de conscience écologiste prend une multitude de formes en France et dans le monde, mais chacune reste animée par une tension entre, d'une part, la recherche d'un consensus qui incitera pacifiquement les décideurs à se tourner vers des modes de production plus résilients, et d'autre part, une posture plus conflictuelle, qui vise à renverser un ordre qui n'a pas d'intérêt à changer le système qui lui est favorable.

« Les questions écologiques et climatiques, au fur et à mesure qu'elles sont davantage prises au sérieux, vont mettre en évidence des différences, nous confie Edwin Zaccai. La vision un peu consensuelle de l'écologie, symbolique, où tout le monde veut protéger

la planète, se heurte à quelque chose de plus concret, et les régimes démocratiques vont devoir gérer les tensions liées aux décisions à prendre pour l'environnement. »

Face à l'urgence climatique, des mouvements qui s'accélèrent

Sur tous ces modes d'engagement, nous pouvons constater des progressions éparses mais bien réelles. L'annonce d'un Green New Deal au niveau politique européen ; le succès de l'Affaire du siècle, plateforme en ligne qui a permis de déposer une plainte collective réunissant plus de 2 millions de personnes contre l'inaction de l'État français en matière d'environnement ; Youth for Climate et les grèves de collégiens partout dans le monde pour appeler à respecter les générations futures ; les rebelles d'Extinction Rebellion qui ont fait leur apparition en France et mobi-

**ON RATE
LES COURS POUR
SAUVER LE
MONDE**

JE VEUX QUE MES
ENFANTS CONNAISSENT
D'AUTRES POMMES
QUE CELLES DE
LEURS IPHONES

lisent de plus en plus de citoyens pour des actions de blocage pacifistes ; la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui a permis l'arrêt d'un projet d'aéroport sur une zone humide, sanctuaire de nombreuses espèces protégées et de nouvelles pratiques écologiques et solidaires ; le succès éditorial et médiatique de la collapsologie qui mesure l'effondrement des écosystèmes et participe à la prise de conscience des limites environnementales et sociales de nos systèmes de production.

ONE PLANET
ONE CHANCE
STOP
GLOBAL WARMING

SKOLSTREJK FÖR KLIMATET

« Au vu de l'urgence et de la gravité des enjeux actuels, les actions doivent se multiplier en nombre et en stratégie »

Autant d'initiatives au cours desquelles nous observons l'usage d'un slogan fédérateur : « *On est plus chauds, plus chauds, plus chauds, que le climat !* »
Signe que la lutte environnementale ne se cantonne plus à des ONG de spécialistes, mais à toute personne consciente et qui souhaite agir à son échelle.

Le Youtubeur et activiste belge Félicien Bogaerts, figure du mouvement Youth for Climate, expliquait le 30 octobre sur sa chaîne *Le Biais Vert* (média en ligne indépendant et militant) : « *Au vu de l'urgence et de la gravité des enjeux actuels (...), les actions doivent*

se multiplier en nombre et en stratégie. Les marches, les sit-in, la désobéissance pacifique, les blocages, les grèves, les sabotages, les manifs sauvages, les ZAD, sont autant d'actions qui doivent être expérimentées, mais aussi se respecter, tant qu'elles ne sont pas régies par des dogmes et vécues comme des fins en soi. » L'occupation de l'espace et du débat public par la thématique de l'environnement semble finalement être la stratégie fédératrice d'un mouvement dispersé mais déterminé. ■



Valérie Cabanes

« La notion d'écocide occupe régulièrement le débat politique »

Lorsque nous rencontrons Valérie Cabanes, juriste en droit international, une proposition de loi portant sur la reconnaissance des crimes d'écocide est débattue à l'Assemblée nationale. Comment faire en sorte que ce projet indispensable à ses yeux aboutisse ? **Entretien.**

Valérie Cabanes, vous œuvrez sur plusieurs fronts, à l'échelle nationale et internationale, pour parvenir à la reconnaissance du crime d'écocide et de droit de la nature...

Propos recueillis par **Macha Binot**, photo de **Jérôme Panconi**

Oui, j'agis sur les deux fronts en même temps. Par exemple, depuis 2016, la Cour pénale internationale commence à s'emparer de la crise écologique. La Cour et le bureau de la procureur

ont récemment réitéré leur volonté, même si non écrite dans le Traité de Rome, de se saisir de cas de destruction environnementale majeure, de cas de déplacement forcé de population en lien avec la privation de ressources naturelles, et de les interpréter comme crimes contre l'humanité. La notion d'écocide occupe régulièrement le débat politique. Maintenant, des amendements doivent être portés par les États, c'est un des enjeux.

Quelles actions menez-vous actuellement pour la mobilisation citoyenne ?

Nous essayons d'orchestrer une mobilisation citoyenne qui va au-delà de la simple pétition. Je suis présidente d'honneur de l'association Notre affaire à tous. Nous avons mené un recours contre l'État avec le soutien des citoyens via *l'Affaire du siècle*.

Nous avons aussi créé un nouveau projet : *Superlocal*. Cette plateforme permet de mettre en avant les luttes locales, via une cartographie qui répertorie les différents projets menaçant les territoires sur le plan industriel, et sur laquelle se superpose une carte de groupes de lutte déjà constitués. Nous souhaitons, avec cet outil, apporter des compétences pour les accompagner dans leur organisation, l'accès juridique, la mobilisation par la communication. Nous avons eu le soutien de la chaîne YouTube *Partagez c'est sympa* pour la diffusion de nos actions. *L'Affaire du siècle* portait sur la justice

« La première action à mener est d'arrêter de donner de l'argent aux multinationales et donc arrêter de consommer des produits manufacturés »

climatique, *Superlocal* sur la préservation de la biodiversité. Nous essayons progressivement de porter d'une vision écosystémique des problèmes, et donc, d'aller chercher des solutions écosystémiques qui pourraient se retranscrire dans le droit, par la reconnaissance du droit de la nature, du crime d'écocide, et en reconnaissant les limites planétaires comme des normes. Ces dernières serviraient de cadre à l'économie industrielle.

Dans notre quotidien, quel peut être notre engagement citoyen ?

Les premières choses qui me viennent sont de consommer local et bio, de lutter contre les pertes énergétiques du logement, faire le tri de ses déchets, d'utiliser le plus possible la mobilité douce.

Ce qui apparaît aussi dans mes échanges avec les citoyens est la levée de l'impunité des multinationales. Comment les cadrer paraît essentiel. La première action à mener est d'arrêter de donner de l'argent aux multinationales, et donc, d'arrêter de consommer des produits manufacturés.

Il en va de même pour les énergies fossiles. Si l'on veut lutter contre l'exploitation des énergies fossiles, il faut être en position d'en avoir de moins en moins besoin en consommant de moins en moins de produits agricoles issus de monocultures extensives ; utiliser les transports les plus propres possibles et tenter de lutter contre la plasturgie avant qu'il y ait des normes qui viennent cadrer des activités.

En attendant que le système respecte enfin l'environnement et l'avenir des générations futures, nous avons le pouvoir d'agir en tant que consommateur. ■

En savoir plus : laffairedu siecle.net, superlocal.team



Arturo Escobar
« Nous sommes la vie
qui se défend »

L'anthropologue Arturo Escobar est connu pour ses théories d'écologie politique inspirées des luttes environnementales menées par des groupes autochtones afro-colombiens. Il a pu observer comment notre rapport à la nature oriente ces mouvements et tisse des liens avec les militants écologistes occidentaux. **Entretien.**

Propos
recueillis
par Antonin
Padovanii

**Quelle est
la situation
environnementale
pour les pays
du Sud ?**

La logique économique actuelle est basée sur l'exploitation de ressources naturelles et les importantes conséquences environnementales qui en découlent. Mines, agrocarburants, plantations de palmiers à huile ou de cannes à sucre... Le développement des pays du Nord dépend de l'accès aux ressources des pays du Sud. Par exemple, tous les minerais et les métaux nécessaires à la production d'équipements électroniques sont principalement extraits dans des pays comme le Congo ou la Bolivie.

Quelles sont les conséquences pour les populations locales ?

Nous vivons aujourd'hui une crise civilisationnelle en Amérique du Sud. Une crise climatique et sociale, certes, mais aussi de sens. Une crise dans notre manière de concevoir la vie. La crise écologique y est centrale et rassemble de nombreux mouvements dans ce processus. Je ne parle pas seulement de changement climatique, mais

« Nous vivons aujourd'hui une crise civilisationnelle en Amérique du Sud. Une crise climatique et sociale, certes, mais aussi de sens. Une crise dans notre manière de concevoir la vie »

de perte de la biodiversité, de destruction des forêts, de désertification, d'OGM aussi... Où que l'on regarde, on perçoit le désastre écologique.

Dans ce contexte, expliquez-nous l'importance du rapport à la nature des tribus autochtones dans leurs luttes environnementales ?

La plupart des luttes environnementales en cours se définissent comme des luttes pour la protection de la vie, ou contre sa destruction. Au-delà de la protection de la nature, il faut bien parler de la vie comme un système de relations, un réseau, un tissage. Défendre la nature, c'est défendre le tissu qui maintient et compose la vie. Nous sommes la nature. Nous sommes complètement connectés à elle. La notion de territoire que je développe dans mon



« Actuellement, les humains vivent les uns contre les autres, et contre la terre. Comment ramener la terre dans notre vie ? Comment ramener la vie dans nos terres ? »

livre est vraiment centrale à ce sujet. Il s'agit de l'espace de vie où il n'y a pas de séparation entre l'humain et le non-humain, où il y a une continuité dans laquelle l'humain est en prise avec le territoire à défendre.

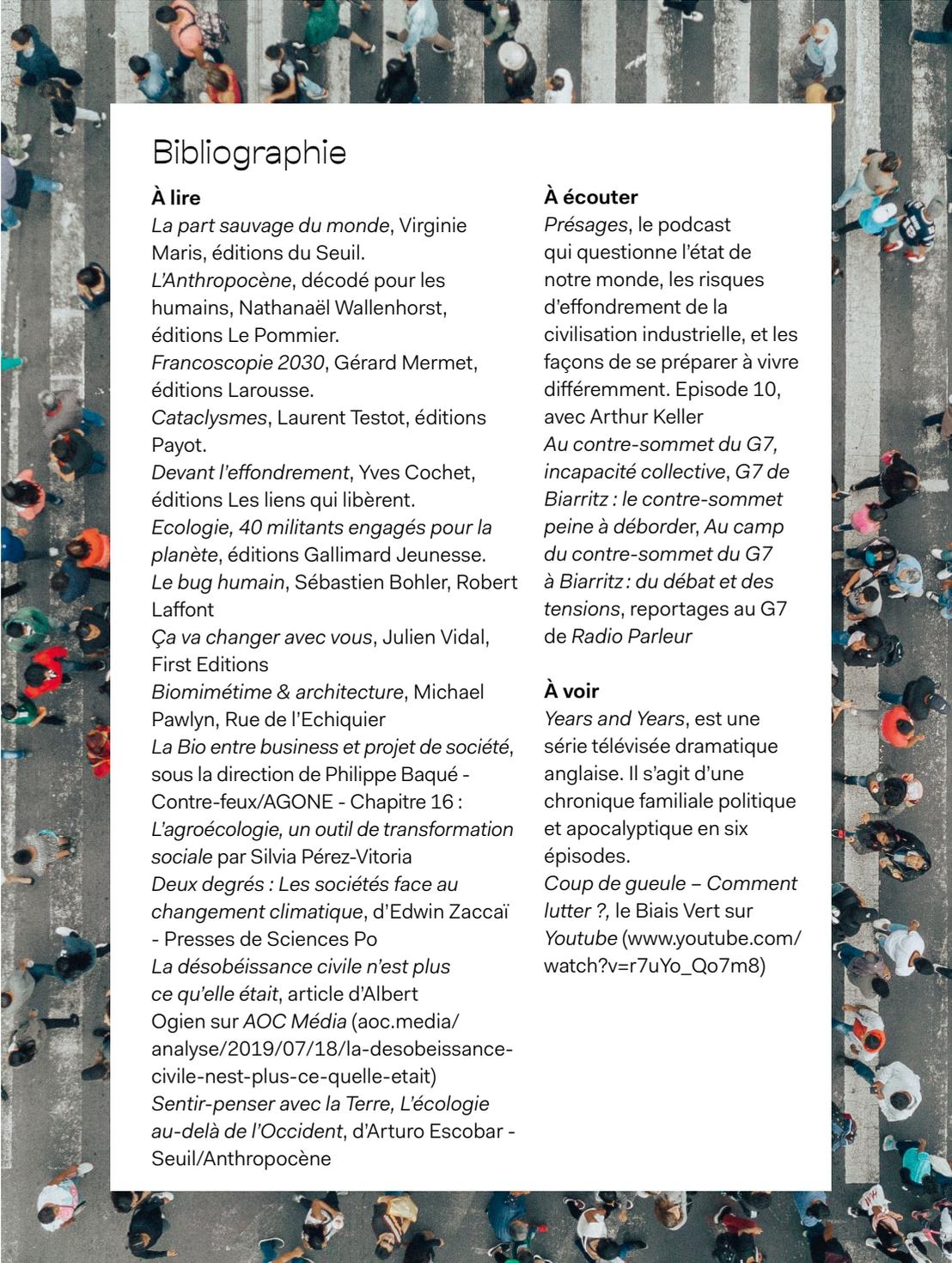
La fin de cette distinction entre nature et culture peut-elle inspirer les mouvements de lutte environnementale en Occident ?

La société moderne envisage l'individualité humaine comme séparée du monde naturel. Aller au-delà de la division entre culture et nature, entre humain

et non-humain, aide à créer une nouvelle sensibilité écologique.

À Notre-Dame-des-Landes, j'ai pu entendre ce slogan : « *Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend.* » Donc, nous sommes la vie qui se défend. Une différence ontologique apparaît, qui n'est pas une division, mais une continuité entre l'humain et le non-humain. Actuellement, les humains vivent les uns contre les autres, et contre la terre. Comment ramener la terre dans notre vie ? Comment ramener la vie dans nos terres ? Beaucoup de groupes écologistes, qu'ils soient sur les ZAD en France ou bien afros en Colombie, essayent de résoudre cet enjeu. ■

Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la Terre, L'écologie au-delà de l'Occident*, Seuil - Anthropocène, 2018.



Bibliographie

À lire

La part sauvage du monde, Virginie Maris, éditions du Seuil.

L'Anthropocène, décodé pour les humains, Nathanaël Wallenhorst, éditions Le Pommier.

Francoscopie 2030, Gérard Mermet, éditions Larousse.

Cataclysmes, Laurent Testot, éditions Payot.

Devant l'effondrement, Yves Cochet, éditions Les liens qui libèrent.

Ecologie, 40 militants engagés pour la planète, éditions Gallimard Jeunesse.

Le bug humain, Sébastien Bohler, Robert Laffont

Ça va changer avec vous, Julien Vidal, First Editions

Biomimétisme & architecture, Michael Pawlyn, Rue de l'Echiquier

La Bio entre business et projet de société, sous la direction de Philippe Baqué - Contre-feux/AGONE - Chapitre 16 :

L'agroécologie, un outil de transformation sociale par Silvia Pérez-Vitoria

Deux degrés : Les sociétés face au changement climatique, d'Edwin Zaccai - Presses de Sciences Po

La désobéissance civile n'est plus ce qu'elle était, article d'Albert

Ogien sur *AOC Média* (aoc.media/analyse/2019/07/18/la-desobeissance-civile-nest-plus-ce-quelle-etait)

Sentir-penser avec la Terre, L'écologie au-delà de l'Occident, d'Arturo Escobar - Seuil/Anthropocène

À écouter

Présages, le podcast qui questionne l'état de notre monde, les risques d'effondrement de la civilisation industrielle, et les façons de se préparer à vivre différemment. Episode 10, avec Arthur Keller

Au contre-sommet du G7, incapacité collective, G7 de Biarritz : le contre-sommet peine à déborder, Au camp du contre-sommet du G7 à Biarritz : du débat et des tensions, reportages au G7 de *Radio Parleur*

À voir

Years and Years, est une série télévisée dramatique anglaise. Il s'agit d'une chronique familiale politique et apocalyptique en six épisodes.

Coup de gueule – Comment lutter ?, le Biais Vert sur Youtube (www.youtube.com/watch?v=r7uYo_Qo7m8)





L'écoféminisme

Lier enjeux féministes et enjeux écologistes

Pour le mouvement écoféministe, l'exploitation des femmes et de la nature ont la même origine : le capitalisme. Pour libérer l'un, il faut nécessairement libérer l'autre. Et si ce combat était la solution pour un futur responsable ?

Par
**Alexandra
Luthereau**
Photos
**andy
parker72**

Selon l'ONU, le risque de décès causé en cas de désastre naturel est 14 fois plus élevé chez les femmes et les enfants. 80 % des réfugiés climatiques sont des femmes. Dans les pays en développement, les femmes sont en charge de l'eau et du bois pour cuisiner et se chauffer. Le réchauffement climatique raréfie ces ressources et demande aux femmes de parcourir des distances plus importantes pour se les procurer. Ce qui implique une surcharge de travail pour ces femmes et une déscolarisation précoce des fillettes qui aident leur maman. À n'en pas douter, les femmes sont les premières victimes du réchauffement climatique. En 2015, l'accord de Paris sur le climat fait mention pour la première fois de la nécessaire prise en compte de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans son préambule.

« L'écoféminisme ce n'est pas seulement militer, c'est aussi expérimenter »

Actions directes non violentes

La lutte climatique et celle pour l'égalité entre les femmes et les hommes sont-elles donc liées ? C'est en tout cas le postulat de l'écoféminisme, terme né en 1974 sous la plume de la féministe française Françoise d'Eaubonne. Le mouvement écoféministe s'est surtout développé aux États-Unis, aux côtés des luttes antimilitaristes et antinucléaires, au moment où éclatent des scandales environnementaux et des accidents nucléaires, comme à Three Miles Island, en Pennsylvanie. Il se manifeste par l'émergence de groupes, de réflexions, la publication de textes et surtout par ses actions directes non violentes, caractérisées par une esthétique toute particulière faite de chants, de danses et de rituels néo-paiens. Manifestations dans lesquelles la figure de la sorcière est omniprésente, en hommage à ces milliers de femmes brûlées pour s'être opposées au patriarcat. Un folklore pour certains, une manière de faire politique pour d'autres, à l'instar de Starhawk, figure emblématique du mouvement américain qui invoque la magie pendant les manifestations auxquelles elle participe. Parmi celles-ci, le blocus de la centrale nucléaire de Diablo Canyon, en Californie en 1977, ou l'encercllement du Pentagone par 2 000 femmes du groupe Women and life on Earth en 1980 sont restés dans les annales.

En Grande-Bretagne, le mouvement fait également des émules. Le camp de protestation pacifique contre l'installation de missiles nucléaires sur la base de la Royal Air Force de Greenham Common est son combat le plus emblématique. Il durera près de 20 ans ! D'ailleurs, plus qu'une occupation, « *ce camp a été un laboratoire d'expériences concrètes pour une vie plus juste entre les femmes et les hommes et plus soutenable pour la planète*, commente la philosophe Jeanne Burgart Goutal, spécialiste du mouvement. *L'écoféminisme ce n'est pas seulement militer, c'est aussi expérimenter* ».

Dans les pays du Sud, à la même période, des femmes mènent des luttes qualifiées d'écoféministes contre les









« On peut dire qu'un mouvement ou une action est écoféministe s'il articule enjeux féministes et enjeux écologistes »

intérêts des industriels et la dégradation de la condition féminine engendrés par les politiques de développement. Les femmes Chipko en Inde du Nord, parmi lesquelles se trouve Vandana Shiva, célèbre pour son combat contre les OGM et les semences libres, s'érigent contre l'exploitation commerciale de leurs forêts. Pour empêcher que les arbres soient coupés, ces paysannes les enlacent de leur bras. Au Kenya, le mouvement de la Ceinture verte lutte contre la privatisation des terres et des forêts, principales ressources de subsistance des femmes, en plantant des arbres autour des villes et des villages.

Garde-fou

« *L'écoféminisme, ce sont 40 ans d'expériences, d'actions, de réflexions* », rappelle la spécialiste. Toute une histoire méconnue en France, où le mouvement n'a pas pris. Ses dimensions spirituelles et esthétiques, face aux principes de raison hérités des Lumières, ont rebuté les féministes françaises. L'écoféminisme est également taxé d'essentialisme et de conservatisme puisque le mouvement conviendrait que les femmes soient par essence connectées à la nature et que ce serait à elles que reviendrait la charge du soin de la communauté et de la famille. « *Ces critiques sont vraies pour certaines branches, mais elles ne sont pas valables pour tout le mouvement* », nuance Jeanne Burgart Goutal. Cette dernière rappelle que, malgré leurs divergences, tous les courants se rejoignent sur un principe fondamental : la domination des femmes et celle de la nature ont comme origine commune le capitalisme et le patriarcat. « *On peut dire qu'un*

mouvement ou une action est écoféministe s'il articule enjeux féministes et enjeux écologistes », explique-t-elle. Autrement dit, l'écoféminisme n'est pas la juxtaposition de deux luttes mais bien un seul et même combat. C'est aussi une réflexion sur la reconquête de la féminité et de la nature en dehors d'une distorsion capitaliste-patriarcale, selon la philosophe Emilie Hache. Ce qu'elle désigne par le terme anglais *Reclaim*.

Aujourd'hui, les idées radicales, révolutionnaires et utopistes de ce mouvement refont surface et séduisent, et les figures féminines émergent dans la lutte pour le climat. La question se pose alors : l'écoféminisme est-il la clé de la transition écologique ? Les écoféministes, du moins une grande majorité, mettent en garde contre ce piège de désigner les femmes comme sauveuses de la planète : le souci de l'écologie n'est pas réservé à un genre, il faut plutôt s'attaquer aux structures de pouvoir qui ne permettent pas aujourd'hui les changements nécessaires. Cela dit, l'écoféminisme fait office de garde-fou contre les dérives possibles d'une écologie anti-féministe. « *Sans réflexion sur le genre, le mouvement écolo pourrait basculer vers une vision conservatrice où les rôles des femmes et des hommes seraient assignés en fonction de leur genre, au nom d'un pseudo ordre naturel* », souligne Jeanne Burgart. Autre danger à éviter selon les écoféministes : un féminisme libéral qui n'aspire qu'à l'ascension des femmes au même niveau de pouvoir que les hommes sans changer le système. « *Les conséquences en matière de destruction de la planète seraient les mêmes* », souligne la philosophe. Ainsi, à l'heure où le désarroi empare une part grandissante de la population face au dérèglement climatique, l'écoféminisme offre une manière de réfléchir autrement tout en proposant une utopie. N'est-ce pas là le préalable à toute transition ? ■

À (re)lire

Reclaim - Anthologie de textes écoféministes

Emilie Hache
(Editions Cambourakis),
novembre 2016.

Être écoféministe, une enquête philosophique

Jeanne Burgart-Goutal, L'échappée,
à paraître en mars 2020.

Écoféminisme

Maria Mies et Vandana Shiva,
juin 1999.



3 QUESTIONS À...

Emma, dessinatrice BD engagée

La dessinatrice Emma s'est fait connaître avec sa bande-dessinée sur la charge mentale. La BD représente pour cette militante féministe et écolo un médium pour partager ses idées et débattre.

L'écologie du quotidien est surtout une affaire de femmes. Qu'en pensez-vous ?

De par leur éducation, les femmes prennent toujours tout sur leurs épaules, sans s'imposer de limites. Sans que rien ne soit jamais suffisamment parfait. C'est valable pour le corps, l'éducation et... l'écologie. Et comme ce sont encore en majorité les femmes qui s'occupent des courses, des enfants, du ménage, c'est à elles qu'incombe l'écologie du quotidien. Mais ces petits gestes individuels les enferment à la maison, dans le rôle de consommatrice. Les femmes doivent mettre leur énergie ailleurs, être dans la rue et militer.

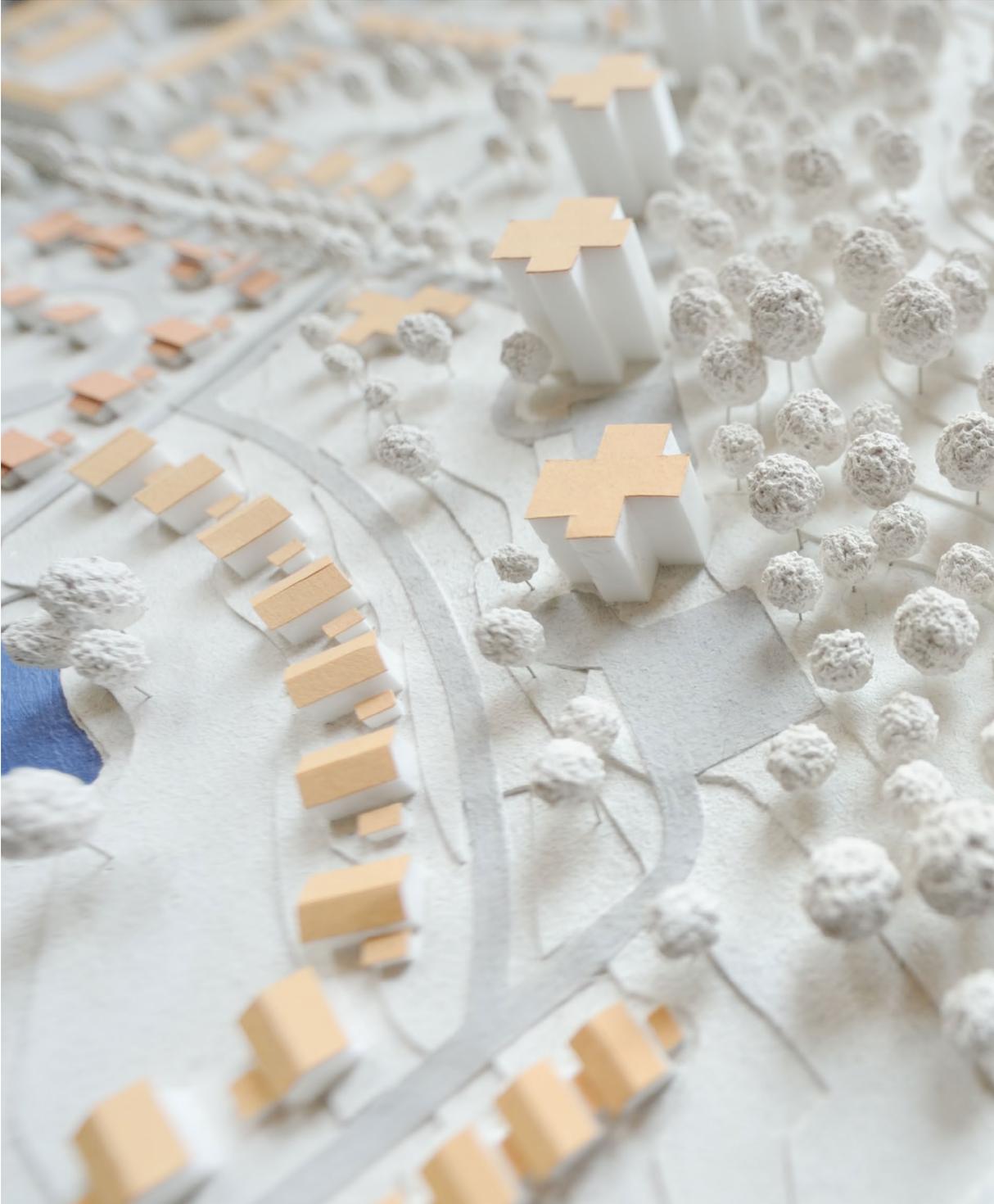
Comment lier écologie et féminisme ?

L'écologie et le féminisme ne sont pas des luttes isolées. Leur racine commune est le capitalisme. Il faut mener ces luttes en même temps. Le combat écologique ne doit pas nécessairement se faire sur le terrain du climat mais doit aller vers les combats féministes, antiracistes... par essence, anticapitalistes.

Écrire des BD, est-ce militer ?

Je me suis politisée il y a 10 ans. J'ai commencé à beaucoup lire et j'ai eu envie de partager mes découvertes. J'ai commencé à faire de la BD, le dessin m'a permis d'être écoutée. On ne milite pas en lisant des livres mais en les partageant pour montrer que des gens en exploitent d'autres.

En savoir plus sur www.emmaclit.com.



Agir Le monde tel que nous l'avons connu ces dernières décennies va sans doute se transformer. Faut-il en avoir peur ? Peut-être pas. Les acteurs du changement proposent déjà des solutions pour un monde meilleur, plus respectueux de l'homme et de l'environnement. Nous vous proposons de découvrir leurs initiatives, leurs idées, leurs projets, à travers ces pages qui nous l'espérons vous encourageront à devenir, à votre tour, les futurs acteurs du changement.

Quelles villes en 2030 ?
100

Les défis qui attendent
la région parisienne...
104

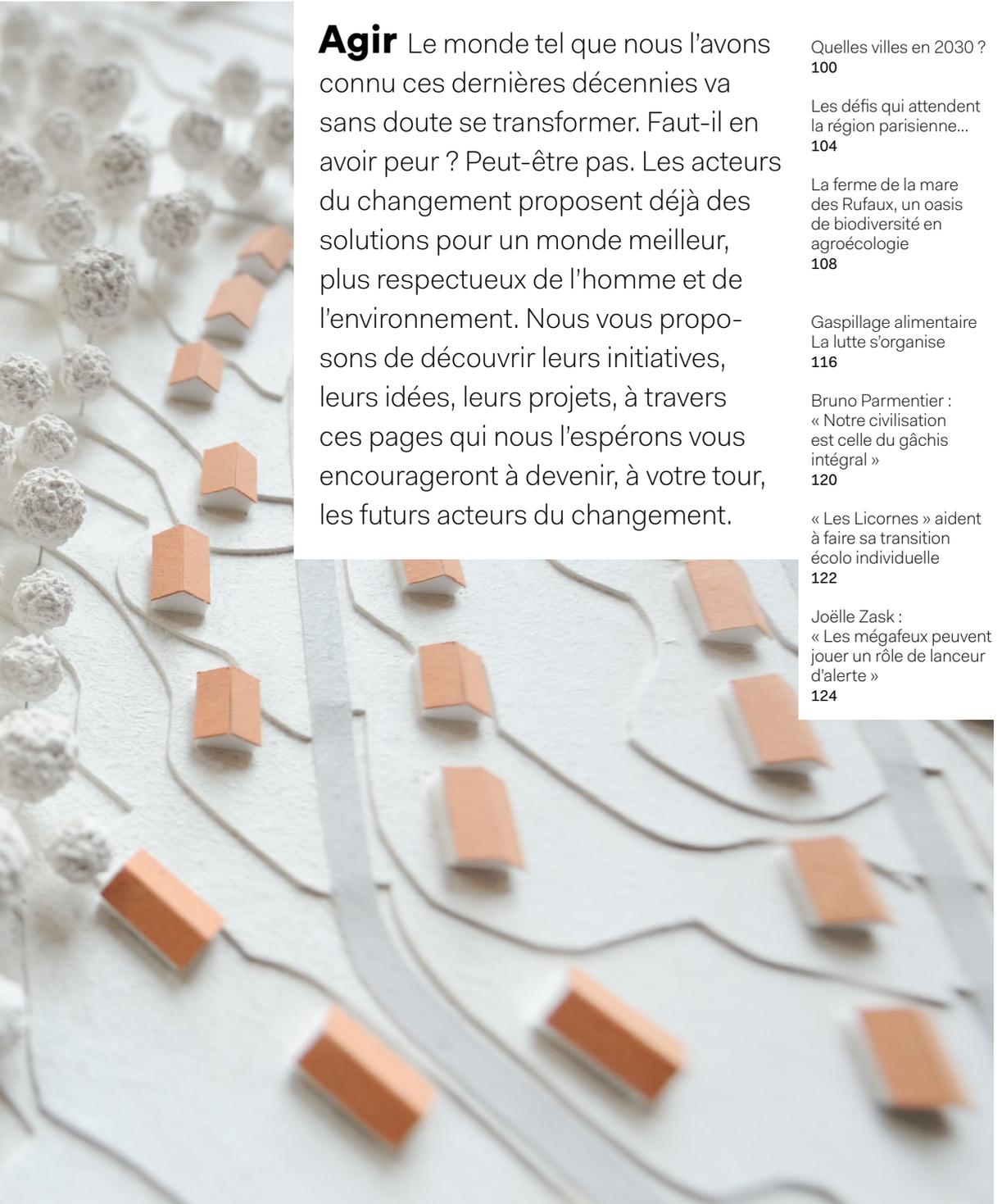
La ferme de la mare
des Rufaux, un oasis
de biodiversité en
agroécologie
108

Gaspillage alimentaire
La lutte s'organise
116

Bruno Parmentier :
« Notre civilisation
est celle du gâchis
intégral »
120

« Les Licornes » aident
à faire sa transition
éco individuelle
122

Joëlle Zask :
« Les mégafeux peuvent
jouer un rôle de lanceur
d'alerte »
124



Quelles villes en 2030 ?

D'ici à 2030, trois personnes sur cinq dans le monde vivront en ville. L'ONU estime qu'il y aura 43 mégapoles sur Terre, c'est-à-dire des zones métropolitaines de plus de 10 millions d'habitants. Comment faire pour que ces espaces très peuplés restent respirables et enviables ? Voici quelques projets inspirants prévus dans les grandes métropoles mondiales.

Par **Héloïse Leussier**



Zéro émission

Les plus grandes villes du monde sont responsables de plus de 70 % des émissions de CO_2 dans le monde. Pour lutter contre les dérèglements climatiques à cette échelle, le réseau C40 réunit 94 villes qui partagent bonnes pratiques et engagements. En septembre 2019, 34 de ses membres avaient signé la déclaration C40's Green & Healthy Streets dans laquelle elles s'engagent notamment à ce que la majorité de leur espace urbain dégage zéro émission d'ici à 2030. Parmi ces villes : Paris, Londres, Tokyo, Los Angeles ou encore Mexico.

Zéro déchet

27 villes du réseau C40 se sont engagées à réduire de 15 % le taux de déchets générés par les citoyens, et de 50 % le taux de déchets allant en décharge ou à l'enfouissement, d'ici à 2030. Parmi elles, la ville de Montréal prévoit, par exemple, de faire en sorte que les habitants ne produisent pas plus de 10 kilos de déchets en moyenne par an. Cela passe par la réduction du gaspillage alimentaire, du plastique à usage unique, par des changements d'habitude de consommation et aussi une amélioration des systèmes de recyclage. 55 % des déchets qui arrivent en décharge sont d'origine organique et pourraient être compostés. Pour cela, des composteurs seront installés dans toutes les entreprises et aux pieds des immeubles de résidence.



Cap sur les navires électriques

Pour limiter les émissions de CO_2 , les ferries aussi deviennent électriques. D'ici à 2030, la ville de Calcutta prévoit que tous les ferries qui traversent le Gange deviennent électriques. En Europe, le Danemark vient de lancer Ellen, un ferry électrique qui relie la petite île d'Aero au continent. Ce projet a reçu des subventions européennes. L'Union européenne compte lancer une dizaine de véhicules de ce type dans les deux ans à venir, et plus d'une centaine d'ici à 2030.

Des couloirs de verdure pour mieux respirer

La ville de demain sera verte ou ne sera pas. Il va falloir planter des arbres, beaucoup d'arbres. La ville de Medellín, en Colombie, a ainsi créé une trentaine de *green corridors* ou allées de verdure. Cela permet d'absorber du CO_2 , de préserver la biodiversité et de palier la montée des températures. La plantation d'arbres sur l'Oriental Avenue a déjà permis d'y réduire la température de 2°C. Quand ces arbres arriveront à maturité, dans 28 ans, cela pourra aller jusqu'à 4 ou 5°C.

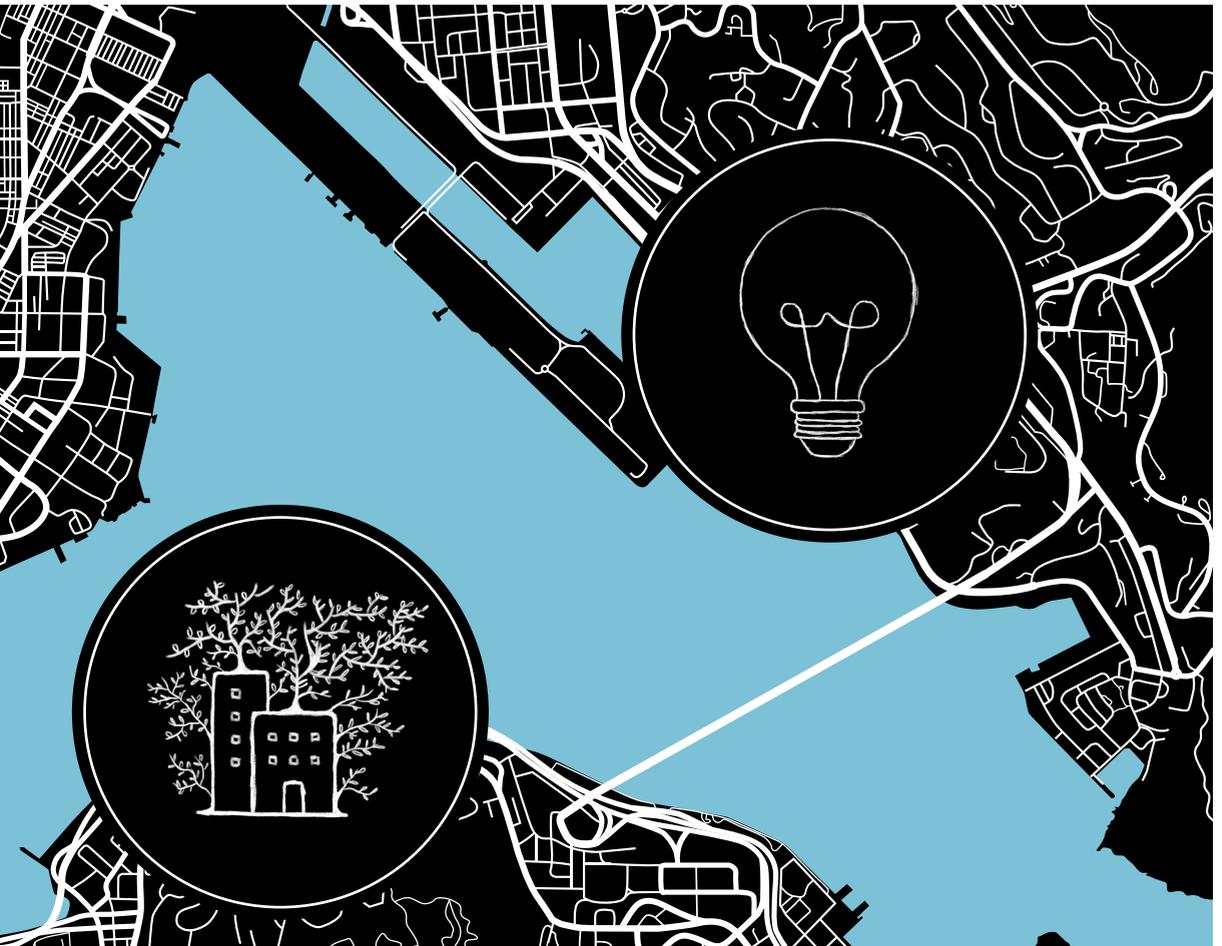


Des autoroutes pour vélos

Pour le biclou, inspirons-nous du Danemark. La région de Hovedstaden, qui regroupe les communes de Copenhague, Frederiksberg et Bornholm, a créé huit super-routes pour vélo, afin d'en faire le mode de transport le plus rapide. Son objectif est de construire 45 routes de ce type d'ici à 2045, sur un total de 746 kilomètres.

Des immeubles mieux isolés et plus verts

L'habitat est une grande source d'émission de CO_2 . À New York, par exemple, 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) proviennent de l'utilisation énergétique des bâtiments. La plus grande ville des États-Unis ayant pour objectif de réduire de 80 % ses GES par rapport à 2005, d'ici à 2050, l'architecture est au cœur de son programme. Les immeubles vont être isolés, et seront incités à se fournir en énergie renouvelable et améliorer leurs systèmes de chauffage et d'air conditionné. De plus, tous les nouveaux bâtiments devront avoir soit des toits végétaux, soit des panneaux photovoltaïques, en échange d'incitations fiscales.



Des immeubles nourriciers

L'autonomie alimentaire est un des sujets cruciaux de la ville de demain. Des cabinets d'architectes imaginent donc des fermes verticales, c'est-à-dire des immeubles à la fois résidences et lieux de production de fruits et de légumes. Les équipes du studio autrichien Precht ont par exemple imaginé des fermes construites en bois, où la chaleur générée par le bâtiment est utilisée pour faire de la culture, les eaux pluviales sont récupérées et les déchets des résidents transformés en compost.

Un éclairage plus intelligent et plus modéré ?

Trop de lumière la nuit. Pour limiter les consommations énergétiques, il faudrait mettre en veilleuse de nombreux éclairages tels que les vitrines et les panneaux publicitaires. De plus en plus de villes commencent à le faire. Quant à l'éclairage urbain, il devrait encore évoluer dans les prochaines années. À Paris, par exemple, un système intelligent de détection des passants a été expérimenté, afin d'adapter la luminosité des lampadaires en fonction des passages. ■



Les défis qui attendent la région parisienne...

L'Institut Paris Region est une agence d'urbanisme et d'environnement dont la mission essentielle est de réaliser des études et travaux nécessaires à la prise de décisions de la région Île-de-France, son principal financeur, et ses partenaires. Vincent Gollain, directeur du département Économie de l'institut, nous a livré son analyse sur les grands changements prévus sur le territoire francilien. **Entretien.**

Propos
recueillis
par
**Héloïse
Leussier**
**Quelles sont
les données sur
lesquelles on peut
s'appuyer pour
imaginer l'Île-de-
France dans la
prochaine décennie ?**

Selon nos projections, l'emploi et la population vont continuer à croître dans les prochaines années en Île-de-France. Nous prévoyons qu'il y aura 300 000 Franciliens de plus d'ici à 2025. Nous observons aussi un renouveau économique, avec de plus en plus de start-up qui choisissent de s'installer en Île-de-France. La Station F (campus de start-up ouvert en 2017 dans le 13^e arrondissement, ndlr) est emblématique de ce renouveau.

Quelles sont les grandes transformations attendues d'ici à 2030 ?

Le Grand Paris Express, 200 kilomètres de nouvelles lignes de métro automatique et 68 gares, va faciliter la liaison des villes de banlieue à banlieue, sans passer par Paris. Cela va permettre de développer des territoires en Île-de-France, d'améliorer leur

« Dans les espaces publics, il ne faut plus seulement se préoccuper du fonctionnel, mais aussi de l'émotionnel »

attractivité et de remédier au mal-être de certaines populations qui souffrent des temps élevés de transport. Cela répond aussi au défi du réchauffement climatique, avec une diminution de l'utilisation de la voiture. La région va se structurer autour de nouveaux grands lieux forts tels que le campus Paris-Saclay. L'un des autres bouleversements majeurs sera l'organisation des Jeux olympiques de 2024, qui vont transformer une partie de la Seine-Saint-Denis.

Au-delà du transport, quels sont les autres outils pour lutter contre le réchauffement climatique ?

La construction ou la réhabilitation des bâtiments, pour qu'ils consomment moins d'énergie, est un levier essentiel. Mais

au-delà des bâtiments, c'est le design même de la ville qui importe. Les villes européennes sont plus compactes que les villes américaines, où l'on passe d'un point à un autre après de longs trajets en voiture. Notre modèle est davantage porteur d'avenir et de résilience. La région Île-de-France va également dans le bon sens en améliorant l'utilisation des espaces déjà urbanisés et en réduisant les consommations d'espaces agricoles et naturels. Dans le même temps, il faut continuer à construire des villes où l'on se sent bien. Les habitants ne veulent plus seulement du béton et des espaces commerciaux. On assiste à un retour des espaces dédiés à la nature, au sport ou encore à la culture. Dans les espaces publics, il ne

faut plus seulement se préoccuper du fonctionnel, mais aussi de l'émotionnel.

On parle de plus en plus souvent d'agriculture urbaine. Existe-t-il des projets qui pourraient permettre de rendre la région Île-de-France plus autonome du point de vue alimentaire ?

La région n'a jamais été autonome d'un point de vue alimentaire et ne le sera pas. Mais il y a de plus en plus de démarches qui se développent autour de la production locale, jusqu'à 100 kilomètres autour de la région. L'Île-de-France est historiquement une région maraîchère et on voit réapparaître des fermes urbaines. De plus, la ville se végétalise. Demain, on peut penser que la plupart des toits d'immeubles passeront d'une fonction passive à une fonction active en accueillant des plantations, des panneaux photovoltaïques ou encore des espaces de détente. ■

Et si la ville de demain était vraiment pour tous ?

Une nouvelle génération d'architectes et d'urbanistes interroge la manière de fabriquer la ville, afin de créer des espaces urbains où tout le monde a sa place. Le collectif FIL, à Nantes, est dans cette mouvance.

Certains architectes ne prennent même plus le temps d'aller sur les lieux qui doivent accueillir leurs projets... Ils se contentent de se faire une vague idée via Google Earth. Une manière de faire que le collectif FIL n'accepte pas. Fondée en 2013, l'association regroupe une vingtaine de membres - architectes, urbanistes, géographes, charpentiers, habitants, journalistes - désireux de travailler autrement. Des professionnels qui, pour chaque chantier, s'interrogent : « *Comment faire des projets qui soient non figés, qui laissent la place à la rencontre et remettent en question notre rôle d'expert en tant qu'architectes ? Comment créer des milieux ouverts, éviter l'entre soi ?* », énumère Amélie, cofondatrice de FIL. Ainsi, le premier projet du collectif a été d'installer une structure en bois en guise de kiosque éphémère, dans une nouvelle rue de Nantes, dans le cadre d'un appel à projet citoyen de la ville. Les habitants ont pu





venir participer à l'installation, échanger, proposer des idées et s'appropriier le lieu. Ils ont créé, ensemble, un jardin, un compositeur, un terrain de pétanque, une boîte à dons...

Comprendre les usages des espaces

Plus récemment, le collectif FIL a été missionné sur un projet de lieu innovant où coexisteront différents types de logements, dont certains pour des personnes en grande exclusion, sur l'île de Nantes. Le collectif accompagne ce chantier sur le

terrain, en faisant le lien entre les habitants du quartier et les futurs arrivants. « *Nous avons un rôle de facilitateur pour éviter notamment que la précarité ne soit stigmatisée* », explique Anaïs, architecte et médiatrice culturelle. La préparation des projets urbains ne se limite donc pas à du design rigolo et de l'animation avant les chantiers : « *Il faut comprendre les usages des espaces, interroger tous les publics, et que cela soit vraiment pris en compte dans les projets* », conclut Anaïs. ■





La ferme de la mare des Rufaux, un oasis de biodiversité en agroécologie

La diversité des pratiques entraîne la diversité des écosystèmes et des sols. Autant de préceptes qu'Edouard et Louise défendent et mettent en pratique dans leur ferme de la mare des Rufaux, en Basse-Normandie. **Reportage.**

Par
**Antonin
Padovani**

Pour arriver à la mare des Rufaux, il faut quitter la départementale, s'engager sur des petites routes, et suivre les panneaux qui indiquent la ferme. Passé un chemin de terre et la fameuse mare, un bout de forêt sort ses cimes des champs — des champs qui, contrairement aux étendues plates habituelles, sont autant de rangées vivaces de différents étages. Les pommiers, les haies de baies et les bosquets de rhubarbes disparates encadrent et protègent les plants de légumes, ails et autres variétés. Les oiseaux aussi défilent, accueillis chaleureusement par les nichoirs disposés tout au long des arbres.

Edouard Stalin, maraîcher en bio installé sur la petite commune de Bouquetot, dans l'Eure, a grandi ici. Près de la route des fruits, dans le Parc régional des boucles de la Seine, où il a « toujours vu des cultures avec des arbres ». « Ce système d'agroforesterie a toujours existé en Normandie. Dans le temps, on appelait ça



les pré-vergers, nous confie celui dont tout a commencé grâce à la générosité locale. *Un pépiniériste qui partait à la retraite m'a fait don de 200 arbres fruitiers, ça a été l'élément déclencheur* », raconte Edouard, qui partage les tâches de la ferme avec Louise, sa compagne.

Un projet de vie avec la nature

Formation de pépiniériste et BTS de gestion et protection de la nature en poche, Edouard cultive la graine d'une agriculture alternative depuis ses débuts. S'il enchaîne d'abord quelques emplois dans des collectivités territoriales, il songe rapidement à en venir à la terre. Il fait ses premières armes en la matière à la très médiatique ferme du Bec-Hellouin, qui se trouve non loin de là. Ce qu'il considère comme un centre d'expérimentation — en relation avec l'INRA qui en a fait son modèle de développement





en agroécologie —, est source « de réussites comme d'échecs », selon lui. « Je m'en suis inspiré, détaille-t-il, mais je pense qu'il faut garder un regard extérieur sur ce genre d'expérience, pour la faire évoluer à sa manière. J'ai pris beaucoup de choses de Bec-Hellouin, mais j'en ai beaucoup laissées aussi. »

Quelques temps plus tard, ses parents entendent dire que les

terres qui jouxtent leur maison vont être libérées. Alors, Edouard s'installe en 2012 sur deux hectares près de sa maison d'enfance : « En arrivant ici, j'ai tout de suite planté les arbres, en pensant mettre en pratique mes connaissances en agroécologie et en agroforesterie. » Sans encore comprendre les interactions qui se jouent là, on sent bien que rien n'est laissé au

hasard sur cette petite parcelle perdue au milieu d'immenses champs. Cette oasis, dont on perçoit toute la diversité, est entourée de quelques serres et d'une grande grange en bois. Ici, tout est issu d'écoconstructions, avec des matériaux de récupération ou encore une isolation en chanvre bio. Edouard assume toutefois certaines concessions. Ses lignes de





légumes sont parfois couvertes de bâches en plastique, pratiques, mais peu recommandées en agroécologie : « *On utilise ces plastiques pour gagner du temps, en attendant de trouver un paillage intéressant* », justifie celui qui réutilise trois ou quatre fois les mêmes bâches. « *Il y a encore des choses à améliorer*, admet-il, *mais notre plus gros poste de travail étant le désherbage, nos techniques de non-travail du sol couplées au bâchage permettent de n'en faire qu'un seul.* » Une manière de trouver un équilibre entre les ambitions environnementales de sa pratique et le bien-être des personnes qui travaillent la terre avec lui.

L'agroforesterie au service de l'agroécologie

Edouard est adepte de l'agroécologie, dans le sens où elle propose une diversité de pratiques visant à trouver l'équilibre de la terre et celui qui la travaille. « *L'agroforesterie me permet de re-densifier les écosystèmes. La diversité de la végétation attire la diversité animale, des oiseaux et des insectes. Il faut créer le plus d'interactions possibles avec la biodiversité* », estime-t-il, tout en nous montrant une botte de terre. Brune, noire, grise... Edouard énumère les nuances qui composent cette terre aérée, où les lombrics creusent des galeries, où l'eau circule bien, et dans laquelle les racines trouveront de l'espace et des nutriments pour le bonheur de la plante. « *Les nichoirs agissent aussi*

comme des pesticides naturels, car les oiseaux qui y nichent mangent les insectes. Certes, ils prennent quelques framboises au passage, mais ça vaut quand même le coup », s'amuse-t-il, décrivant minutieusement l'ensemble des interactions qui lui permettent d'obtenir des récoltes belles et variées, sans intrants et sans s'user à la tâche. Pour s'assurer une indépendance totale, Edouard a bénéficié de plusieurs campagnes de crowdfunding, mais compte surtout sur son AMAP. Une quarantaine de « *consomm'acteurs* » composent l'association qui gère, en autonomie, la distribution de ses légumes. Les membres ont même développé tout un réseau d'agriculteurs, ce qui leur permet d'avoir, chaque semaine à la ferme, de nouveaux produits issus d'un maillage local et solidaire. Dans un monde où la situation économique, sanitaire et sociale des agriculteurs se complique — entre dépendance aux subventions, concurrence due au libre-échange et usage des pesticides —, la ferme de la mare des Rufaux incarne la possibilité d'un avenir plus radieux pour la profession. Non loin de Rouen, Edouard, Louise et leurs champs n'ont heureusement pas été touchés par la catastrophe industrielle et écologique de l'usine Lubrizol, contrairement à plusieurs agriculteurs qui contribuent à l'AMAP. Une chance et une réalité qu'Edouard résume tout simplement avant notre départ : « *Notre ferme est la preuve que l'on peut être économiquement viable, sans être esclave de ses propres choix.* » ■



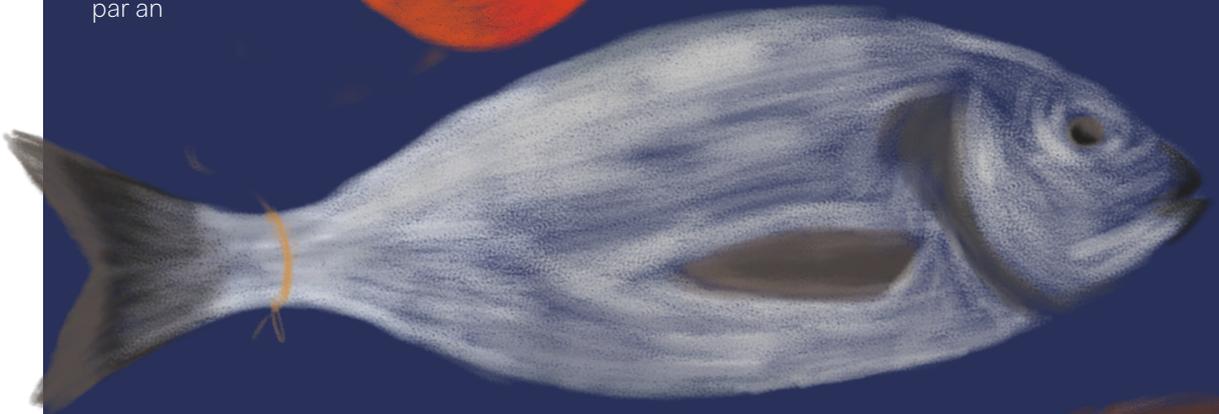


Le gaspillage alimentaire dans le monde

Représente
1,3 Md
de tonnes
par an



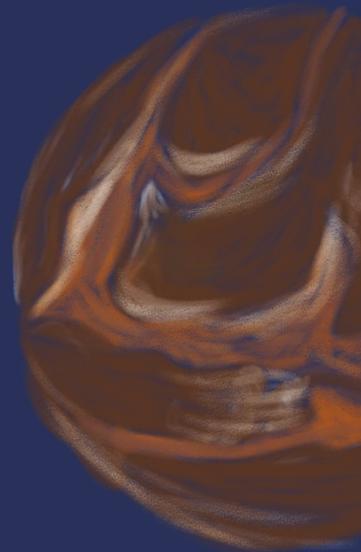
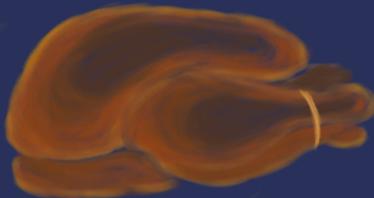
Représente
200 calories
par jour
et par individu



Coût :
900 Mds €
par an, soit l'équivalent
du PIB de l'Autriche
et du Nigéria cumulés

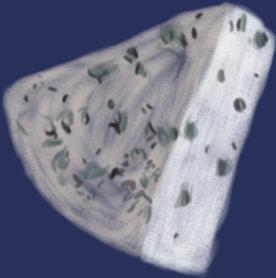


soit
41,2 tonnes
par seconde



30 %

de la nourriture
produite chaque
année est
gaspillée



Une perte de

40 %

plus élevée que dans
les années 1970



Gaspillage alimentaire

La lutte s'organise

Comment nourrir 10 milliards d'êtres humains en 2050, alors que plus de 800 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim ? La question, rendue plus épineuse encore par les enjeux environnementaux qui l'escortent, mérite d'être posée. Si le développement de l'agroécologie constitue une piste prometteuse pour relever ce défi, nos déchets peuvent aussi apporter une partie de la solution. Plongée dans des poubelles qui valent de l'or.

Par
**Olivier
Saretta**

Des assiettes trop pleines et des estomacs qui sonnent creux. Ainsi pourrait-on résumer le paradoxe désolant d'un monde qui gaspille près d'un tiers des denrées alimentaires produites

chaque année - soit 1,3 milliard de tonnes, pour un coût estimé à 900 milliards d'euros - alors que plus de 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Un triste constat qui devient révoltant lorsque l'on sait qu'à eux seuls, les déchets alimentaires produits au sein de l'Union européenne suffiraient à remplir tous ces ventres vides.

Et n'allez pas croire que la France échappe au phénomène. Alors qu'une personne sur 10 peine à se nourrir correctement dans l'Hexagone, le gaspillage représente 10 millions de tonnes de produits par an, soit un cinquième de la production nationale, pour une valeur estimée à 16 milliards d'euros. Des pertes auxquelles il convient d'ajouter le prélèvement inutile de ressources

naturelles qu'elles engendrent, et des émissions de gaz à effet de serre à l'avenant, évaluées par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) à 3 % de l'ensemble des émissions nationales. Face à cet intolérable gâchis, la riposte s'organise dans l'Hexagone. À commencer par les pouvoirs publics qui se sont fixé un objectif ambitieux : réduire le gaspillage de moitié à l'horizon 2025. Pour y parvenir, l'État multiplie depuis 2013 les campagnes d'information et de sensibilisation autour de cette problématique. Création de la journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire, contes de l'antigaspi à destination du jeune public, mise en service du site internet Ça suffit le gâchis, ont ainsi constitué les premiers jalons d'un pacte national que deux lois sont venues étayer depuis.

Promulguée en février 2016, la loi Garot a entériné plusieurs mesures fortes, comme l'interdiction de la destruction des denrées consommables, et l'obligation pour les supermarchés de plus de 400m² d'établir des conventions de dons avec des associations. La loi Egalim de novembre 2018 a quant à elle élargi les dispositions de la précédente à certaines entreprises de restauration collective et agroalimentaires, contraignant également ces dernières à publier leurs engagements anti-gaspi.

Divins invendus

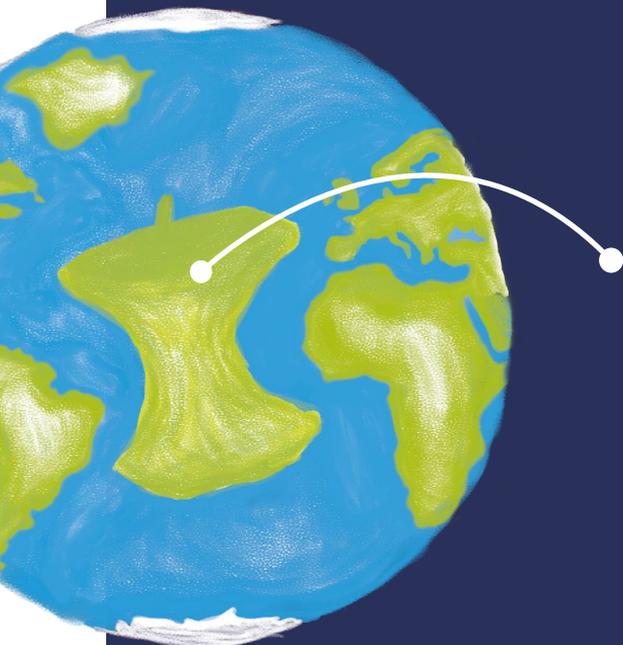
Une nouvelle donne réglementaire dont profitent pleinement de nombreuses start-up, portées par la vague numérique et conscientes du potentiel du marché des invendus. De Too good to go, une application qui propose aux consommateurs de racheter à moindre coût (4 €) des paniers issus des commerces de bouche de leur quartier, à Comerso, une plateforme logistique valorisant les invendus, en passant par Zéro Gâchis, qui liste les magasins proposant des aliments à dates courtes, les entreprises et les applications chassant sur les terres du

gaspillage se sont multipliées ces cinq dernières années.

Des consommateurs qui préservent leur budget, des commerçants qui redoutent leur image et réduisent leurs déchets, et des entreprises qui prospèrent en jouant les intermédiaires : la formule est imparable... et porteuse. Ainsi Phénix, le leader du secteur, a-t-il créé 150 emplois sur cette période, et projette d'atteindre 15 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année. Plus impressionnant encore, Too good to go, lancée en 2016 avec les 12 000 euros récoltés via une campagne de crowdfunding, a connu une croissance de 1 600 % un an après sa création. Avec trois millions de repas sauvés en 2018, plus de 9 000 commerçants partenaires, et une présence qui s'étend aujourd'hui dans huit pays, ses paniers n'ont jamais semblé aussi peu percés...

La route est malgré tout encore longue. Tous les maillons de la chaîne (production, distribution, transformation et consommation) sont en effet solidaires du gaspillage alimentaire. Fort heureusement, les marges de manœuvre existent. Assouplissement du cahier des charges des distributeurs - notamment en matière de calibrage des produits -, allongement des dates limites de consommation (DLC) et suppression des dates de durabilité minimum (DDM) - responsables à elles seules de 10 % du gaspillage alimentaire au niveau européen -, ou encore modification des pratiques dans la restauration collective, constituent à ce titre autant de pistes de réflexions prometteuses. Nous devons les explorer, sous peine d'accréditer les augures du Boston Consulting Group. Selon un rapport publié en octobre dernier par le cabinet de conseil américain, le gaspillage alimentaire pourrait en effet augmenter de près d'un tiers d'ici 2030 si rien n'était fait pour l'enrayer. L'heure est venue de vider nos poubelles... ■





Gaspillage mondial, disparités régionales

- Les consommateurs européens et d'Amérique du Nord gaspillent chaque année entre **95** et **115 kg** de nourriture par personne
- Les habitants d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud n'en gâchent que **6** à **11 kg**.

L'impact environnemental du gaspillage

- Le gaspillage représente **8 %** des GES dans le monde.
- Si le gaspillage alimentaire était un pays, il serait le troisième plus gros producteur de gaz à effet de serre derrière la Chine et les États-Unis.
- Il équivaut à sept fois le volume de CO_2 émis par la France.
- La nourriture produite non consommée engloutit chaque année 250 km^3 d'eau, soit le débit annuel de la Volga, en Russie. Ou trois fois le lac Léman.
- La nourriture gaspillée occupe par ailleurs 1,4 milliard d'hectares de terres, soit 28 % des terres agricoles mondiales

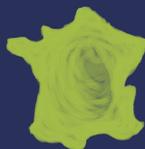


Le gaspillage alimentaire en France

- 10 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de **190 Titanic**
- **317 kg** par seconde
- **29 kg** par an et par habitant
- **16 Mds €** par an
- **107 €** par an et par personne

Répartition du gaspillage par secteur en France

- Producteur : **32 %**
- Transformateur : **21 %**
- Distributeur : **14 %**
- Consommateur : **33 %**



Impact environnemental en France

- **3 %** des émissions de GES annuelles du pays
- **15,3** millions de tonnes de CO_2



Bruno Parmentier
**« Notre civilisation
est celle du gâchis
intégral »**

Bruno Parmentier est consultant spécialisé dans les questions agricoles et alimentaires. Pour cet ingénieur et économiste de formation, pas de doute : la lutte contre le gaspillage alimentaire, qui en est à ses balbutiements, constitue l'une des clés de voûte de notre future sécurité alimentaire. **Entretien .**

Propos recueillis par **Olivier Saretta**

Les chiffres du gaspillage alimentaire mondial sont colossaux. Comment expliquer ce gaspillage insensé ?

Pour commencer, il faut bien distinguer le gaspillage des pays du Sud et celui des pays du Nord. Dans le Sud, le gaspillage est essentiellement lié à des problèmes de gestion des récoltes et de stockage. Il n'y a, par exemple, quasiment pas de silos à grains en Afrique ! Quant aux pays tropicaux, en l'absence de système de réfrigération notamment, les fruits et les légumes pourrissent vite. Dans le Nord, c'est surtout en matière de consommation que le bât blesse. Système de vente ou de sélection des produits, obsession de la sécurité alimentaire, incapacité à gérer les restes... Tout concourt à entretenir la mécanique du gaspillage.

Quand on prend connaissance des statistiques, on peine à croire que l'on gaspille autant de denrées à l'échelle individuelle...

Et encore, les chiffres sont sous-évalués ! J'estime, par exemple, qu'en France, on gâche environ 240 kg de nourriture par an et par personne. Cela peut paraître surprenant car on n'a pas du tout cette impression au quotidien. Mais c'est parce que l'on ne voit que le dernier maillon de la chaîne : notre réfrigérateur. Grossièrement, sur les 240 kg gaspillés, 80 sont issus de la production, 80 de l'industrialisation et de la commercialisation, et, enfin, 80 sont engendrés par la consommation directe. Les exemples sont légion, à tous les niveaux. L'un des plus significatifs est sans doute celui de la pêche : de 30 à 50 % du poisson remonté dans les filets ne voit jamais le port. Les mouettes ne suivent pas les chalutiers par hasard...

Les marges de manœuvre sont-elles réellement importantes en matière de lutte contre le gaspillage ?

Elles sont gigantesques, mais il faut agir sur toute la chaîne et dans tous les domaines. Outre la pêche industrielle non sélective, songez à tous les fruits et légumes « moches » qui ne trouvent jamais le chemin des étales, aux produits laitiers dont les dates de péremption arbitraires font qu'un yaourt sur quatre est jeté en France, au gaspillage dans la restauration collective et dans les restaurants... Notre civilisation est celle du gâchis intégral.

On a tout de même le sentiment que les lignes bougent peu à peu. Qu'en pensez-vous ?

Absolument, mais on n'en est qu'aux prémises. Dans les 10 prochaines années, de plus en plus d'initiatives visant à limiter les invendus et le gaspillage vont être lancées. Progressivement, les mentalités changent. Il y a 40 ans, la première fois que je suis allé en Allemagne, j'ai découvert le tri. Je pensais que les Français ne pourraient jamais s'y mettre. L'histoire m'a donné tort. De la même manière, notre vision du gaspillage est en train d'évoluer et c'est tant mieux !

D'autant plus quand on sait que d'ici à 2050 la production alimentaire devra augmenter de 60 % pour subvenir aux besoins de l'humanité...

De quelque côté qu'on la considère, la lutte contre le gaspillage alimentaire est fantastique. Elle représente à la fois moins de gaz à effet de serre, moins de terres à cultiver, moins de déforestation, moins de stress hydrique, moins de pesticides... moins de tout ! Cela dit, soyons clairs : le zéro gâchis n'existe pas. Mais passer d'un tiers à un quart de la production gaspillée est tout à fait envisageable, car les marges de manœuvre existent. 300 millions de tonnes de denrées récupérées, ce n'est pas négligeable. Et surtout, c'est accessible. ■

« Les Licornes » aident à faire sa transition écolo individuelle

Le groupe Facebook Gestion budgétaire, entraide et minimalisme aide ses milliers de membres - les Licornes - à adopter un mode de vie plus responsable.

Par **Alexandra Luthereau** « *Grosse prise de conscience, ancienne vie de surconsommatrice, je suis surencombrée* », « *Je suis à la recherche d'astuces pour baisser ma consommation électrique* », « *Nous avons perdu un revenu et sommes en grosse difficulté financière...* ». Des messages de ce type, le groupe Facebook Gestion budgétaire, entraide et minimalisme (GBEM) en publie tous les jours. Et tous les jours, des centaines de personnes, pardon des Licornes - petit nom autopromulé par les membres du groupe - commentent et donnent leurs astuces et conseils pour réduire son budget. Toujours avec bienveillance et encouragements. Mais qu'on ne s'y méprenne pas, il n'est pas question de faire des économies à l'aide de coupons de réduction ou bons plans promo. Mais « *en trouvant des solutions alternatives respectueuses de l'écologie, des humains et des animaux* », rappelle la charte du groupe.

« Vrais objectifs des vrais gens »

GBEM a été créé en 2016 par Marie Duboin et Herveine Verdeken, pour répondre aux préoccupations d'internautes comme elles.

« *Sur les groupes de conso responsable, on voit que le problème des gens est avant tout budgétaire. Ils pensent que les produits bio et éthiques sont trop chers pour eux* », nous explique Marie Duboin. Les deux femmes lancent donc « *un groupe d'entraide pour passer à l'action et s'attaquer aux vrais objectifs des vrais gens* ». Et ce, sans distinction de revenus : « *On voulait aussi montrer qu'un mode de vie sain et digne n'est pas réservé aux riches.* »

Et ça marche. Le groupe, avec ses 162 000 membres, cartonne. Grâce à la Licornie, certains vont même jusqu'à changer leur vie. Plusieurs reconversions sont à mettre au compteur de GBEM. « *On met en place une chose, puis une autre et encore une autre. Et ça devient une manière de penser*, analyse Marie. *Au fur et à mesure, les gens venus pour mieux gérer leur budget adoptent des petits gestes écolos et découvrent d'autres bienfaits en matière de santé et de bien-être, grâce à la consommation bio et au minimalisme. Ils se rendent compte qu'en consommant moins, on n'est pas plus malheureux. Au contraire.* » ■





Joëlle Zask
« **Les mégafeux
peuvent jouer
un rôle de lanceur
d'alerte** »

La philosophe Joëlle Zask se plonge dans les flammes des « mégafeux » qui, au Portugal, en Amazonie ou actuellement en Australie, ravagent les forêts. Témoin du déséquilibre entre nos modes de vie et les limites naturelles, elle voit en ce phénomène l'opportunité de penser la crise écologique en cours. **Entretien.**

Propos
recueillis
par **Antonin
Padovani** **En quoi les récents grands
feux de forêts constituent-
ils une menace nouvelle
pour l'homme et son
environnement ?**

Les mégafeux se distinguent des feux saisonniers ou d'entretien, dans la mesure où ils sont clairement liés à la crise climatique. La saison du feu s'allonge sous le poids des activités humaines, rendant notre environnement extrêmement fragile et inflammable. Les mégafeux se caractérisent aussi par leur étendue et l'intensité de leurs températures, qui les rendent complètement incontrôlables. Ce faisceau de facteurs entraîne une déstructuration durable des sols. Si l'on veut surmonter ces feux, les prévenir, il nous faudra embrasser une multitude de disciplines et une pluralité de pratiques sur le terrain.

**Vous sollicitez pour cela les liens
aborigènes ou traditionnels à la forêt, qui
font émerger un rapport de collaboration
avec la nature.**

Cette transition vers un entretien de la nature se retrouve dans le *cleaning country* (voir extrait de son livre *Quand la forêt brûle* p. 144), mais aussi dans d'autres pratiques aux quatre coins de la planète. La philosophie aborigène tend à utiliser le feu pour régénérer la terre, à des fins rituelles, alimentaires, agricoles ou culturelles. Il nous faudra bien restaurer des pratiques interactives qui font

**« La saison du feu s'allonge
sous le poids des activités
humaines, rendant notre
environnement extrêmement
fragile et inflammable »**

sens au long terme, afin d'entretenir la forêt pour qu'elle soit moins inflammable. Une « culture du feu », comme on dit en Corse. L'idée de planter des arbres est belle, mais elle ne peut pas exister toute seule. Il faut tenir compte de la connaissance des dynamiques forestières.

**Justement, la forêt joue un second rôle constant dans
votre livre. En quoi le rapport que nous lui entretenons
impacte l'émergence des mégafeux ?**

Mon livre est construit en opposition à deux attitudes. L'une, dominatrice, nous pousse à remplacer des forêts diversifiées par des monocultures industrielles. Ces dernières sont extrêmement néfastes pour la biodiversité et conduisent à des situations de fragilité favorables aux feux. L'autre, préservationniste, considère que la nature est bonne en soi et que l'activité humaine la corrompt. Les forêts ne sont dès lors plus entretenues, ce qui joue un rôle dans la multiplication de feux incontrôlables.



Enfin, le phénomène des mégafeux n'est-il pas un prétexte pour parler de notre situation face à une crise climatique généralisée ?

Ces mégafeux sont en effet un prétexte d'analyse, et constituent un signal d'avertissement fort, susceptible de jouer le rôle d'un lanceur d'alerte. Des événements progressifs, comme la montée des eaux ou le réchauffement des températures laissent penser que l'on peut s'habituer. Or avec le feu, on ne peut pas s'habituer. C'est une catastrophe violente qui fait irruption dans la vie des gens et détruit toute trace de leur passé. Il n'y a pas de diplomatie du feu, et cela permet de penser nos limites. ■

« L'idée de planter des arbres est belle, mais elle ne peut pas exister toute seule. Il faut tenir compte de la connaissance des dynamiques forestières »



JEM'ABONNE

MOUVEMENTUP

Promo spéciale de lancement « early birds »

Profitez d'une remise de 50 % sur nos abonnements papier et digital !

1 AN PAPIER
15 € au lieu de 30 €

1 AN DIGITAL
9 € au lieu de 18 €

Paiement par virement et par chèque
 Presscode
 15 rue de la Fontaine au Roi
 75011 Paris

Un doute, une question ?

Contactez le service abonnement !
 01 58 30 52 41 ou
 abonnements@mouvement-up.fr

Mes coordonnées

Civilité : M Mme

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Email

Téléphone





Se cultiver Se nourrir des créations des autres, c'est s'ouvrir à de nouveaux regards sur le monde. Découvrez l'actualité musicale, littéraire, théâtrale, en lien avec la temporalité de ce numéro. De la photographie aux bonnes feuilles d'auteurs inspirants sur nos sujets, ce cahier devient l'écho d'une création riche en messages et en exercices de style : du temps court au temps long, de l'image au texte... Voici une sélection pour vous accompagner dans le mouvement.

Soleil vert et futur noir
pour tous
130

Le New Deal vert
mondial
134

Un autre regard
138

Sentir-Penser avec
la Terre, une écologie
au-delà de l'Occident
142

Quand la forêt brûle
144



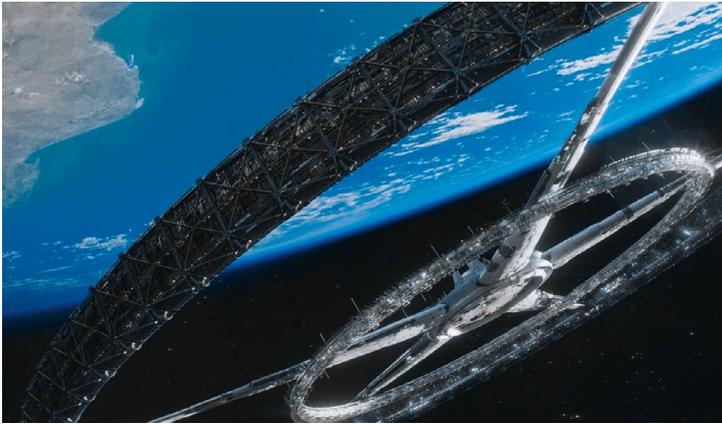
Les émeutiers de *Soleil vert* ramassés à la pelleuse



Soleil vert et futur noir pour tous

Alors que le monde et ses ressources semblent au bord du gouffre, des œuvres populaires ont tenté d'éveiller les consciences à ce problème depuis un demi-siècle. Mais pour quel impact aujourd'hui ?

L'année : 2022. Le lieu : New York. La population : 40 millions. Ainsi, débute *Soleil vert* de Richard Fleischer. Sorti en 1973, ce film de science-fiction construit autour d'une enquête policière un monde pollué et surpeuplé. « *Tous nos génies de la science ont empoisonné l'eau, pollué le sol, détruit les plantes, décimé la vie animale. De mon temps, on trouvait de la viande n'importe où ! Des œufs, du vrai beurre, de la laitue fraîche dans les magasins ! Comment peut-on survivre avec un climat pareil ? La canicule toute l'année. L'effet de serre !* » Ces mots sont ceux du vieux sage, interprété par Edward G. Robinson, qui ressasse sa leçon au héros tenu par Charlton Heston, l'écoutant d'une oreille distraite. Si le plus âgé vit encore dans ses souvenirs d'un monde habitable et fertile, l'autre ne peut que constater l'horreur du présent : l'essentiel des New-Yorkais erre dans des rues sales et embrumées ou bien s'agglutine sur les marches d'escaliers pour y



dormir, lorsqu'il ne s'agit pas de virer à l'émeute quand la denrée alimentaire principale vient à manquer. Et quelle denrée ? Des petites plaquettes carrées comestibles appelées soleils jaunes, rouges ou verts, et qui éviteraient la famine qui guette les plus démunis.

S'ils tirent leur film du roman de Harry Harrison *Make Room! Make Room!*, le cinéaste et son scénariste Stanley R. Greenberg n'ont pas cherché à adapter mot pour mot l'œuvre originale, ni à laisser libre cours à leur imagination pour concevoir cette dystopie. De 1984 à 2001, ces dates mémorablement antici- pées par la science-fiction nous ont paru fort désuètes le jour venu. Bien que certains de ses sombres aspects nous semblent encore lointains, la pertinence de la prédiction de *Soleil vert* est assez glaçante. Celle-ci est due au concours du professeur Frank R. Bowerman. Cet enseignant à l'université de Californie du Sud et président de l'Académie américaine pour la Protection de

l'environnement y a apporté son expertise scientifique. Le terrible secret derrière la composition des plaquettes du miraculeux soleil vert, censé résoudre en même temps surpopulation et famine, annonce avec plus de 20 ans d'avance la crise dite de « la vache folle », où les raisons économiques ont pris le pas sur l'éthique.

Pauvres de nous

Quand *Soleil vert* sort dans les salles françaises en 1974, la série d'animation d'Albert Barillé *Il était une fois... l'Homme* est diffusée pour la première fois à la télévision. Ce programme destiné à la jeunesse vulgarise l'histoire humaine, et son dernier épisode ose s'aventurer dans l'expectative. Le commentaire dicté par la voix de Roger Carel établit un constat similaire : « *L'Homme, notre ancêtre, a essayé de s'établir dans la paix. D'après les documents de l'époque, il ne semble pas que l'organisation, la prévoyance, aient été ses qualités dominantes.* » Pollution et

Elysium, le nouveau paradis des riches en orbite

surpopulation semblent ici aussi inéluctables, alors que la solution immédiate pour faire tourner le monde demeure la consommation ! Sur une musique guillerette, mais non moins inquiétante, reprenant la *Marche funèbre* de Chopin, immeubles froids et usines fumantes remplacent la nature, puis chacun court à son sort dans un cadre entièrement urbain : « *On produit. Vous produisez. Ils produisent, des articles de consommation, à mettre en circulation, mais il faut pour cela trouver, former, enrôler des consommateurs, des utilisateurs, par dizaines, par milliers, par dizaines de milliers, et tout ça pour que les usines tournent.* » Dans *Soleil vert*, tout le monde n'est d'ailleurs pas logé à la même enseigne. Les problèmes s'étant accrues au fil des années, l'écart entre les riches et les pauvres s'est autant élargi. L'enquête que mène le personnage de Charlton Heston commence par le meurtre d'un des membres de cette petite caste dominante. Ces politiciens et chefs d'entreprise vivent dans de luxueuses résidences, ont les moyens de se procurer de la vraie nourriture, du savon, et ont accès à l'eau chaude et l'air conditionné. Ce monde d'en haut pousse le cynisme jusqu'à ce que ces hommes de pouvoir pos-

sèdent des jeunes femmes de compagnie, considérées légalement comme des objets qui vont avec le reste du mobilier. La cohabitation entre les deux univers ne subsiste qu'avec une frontière solidement bétonnée. Comment ne pas voir en cette séparation en dur aujourd'hui la frontière américano-mexicaine ? En 2013, *Elysium* du Sud-Africain Neill Blomkamp pousse cette nouvelle forme d'Apartheid jusqu'à percher ces riches privilégiés sur une station spatiale, loin au-dessus d'une planète surpeuplée et laissée aux ordures.

Avant que nous disparaissions

Cet éloignement n'empêche pas les tentatives désespérées de clandestins d'atteindre ce sanctuaire. D'immigration, de repli sur soi et d'inégale répartition des richesses, il en est aussi question dans *Les Fils de l'Homme* d'Alfonzo Cuarón en 2006. Sauf que le problème de surpopulation est inverse : situé en 2027, le film dépeint un monde sans aucune naissance depuis plus de dix-huit années. Alors que la cause de cette infertilité

généralisée n'est pas définie, Spike Jonze offre en 2013 une pernicieuse possibilité avec Joaquin Phoenix qui tombe amoureux d'une intelligence artificielle ayant la voix de Scarlett Johansson. Après nous avoir ouvert au monde, Internet et ses nouvelles applications semble nous enfermer dans une hermétique bulle bercée d'illusions.

Ce risque d'isolation des êtres par les nouvelles technologies reste plus concret que les possibles fantasmés du cyberpunk (*Blade Runner*, *Terminator*, *Ghost in the Shell*). Pour tous, le danger c'est le bouleversement climatique.

Des énergies fossiles limitées, les prochaines guerres seront menées à cause de l'eau : de la salée qui exilera des zones submergées les populations, à la douce qui viendra à nous manquer pour vivre. Il nous faut croire que le changement est encore possible, et qu'il faut l'initier, même à notre niveau, afin de ne pas nous retrouver après la fin du monde, à frapper le sol de colère au pied des restes de la Statue de la liberté, maudissant les coupables humains sur une planète de singes. ■

**REVUS
& corrigés**

Revus & Corrigés est un trimestriel papier consacré à l'actualité des films de patrimoine – les films qui ont plus de dix ans, classiques comme pépites méconnues. C'est aussi un site Internet (revusetcorrigés.net) ainsi que l'organisateur de nombreux événements (projections, rencontres, festivals).



L'Apocalypse selon Charlton Heston dans *La Planète des singes*

Le New Deal vert mondial

Dans son dernier ouvrage, le penseur Jeremy Rifkin prédit un effondrement de la civilisation fossile dans la décennie qui arrive. Or, rien n'est perdu, et le productiviste nous expose son plan visant, selon lui, à faire face au dérèglement climatique et à construire un nouveau monde, plus vert, plus juste.

Extrait.



Carbon Tracker Initiative, un think tank basé à Londres qui travaille pour l'industrie énergétique, explique que la chute des prix de la production d'énergies solaire et éolienne « *générera forcément des trillions de dollars d'actifs bloqués dans le secteur corporate et affectera les États pétroliers incapables de se réinventer* » tandis que « *des trillions [de dollars] risquent de partir en fumée pour des investisseurs mal informés ignorant la vitesse de la transition énergétique en cours* ». Les « *actifs bloqués* » désignent les combustibles fossiles qui resteront dans le sol à cause de la réduction de la demande, de même que les pipelines, les plateformes pétrolières, les installations de stockage, les centrales d'énergie, les usines de traitement pétrochimique, les centrales d'alimentation de secours et les industries étroitement liées à l'exploitation des combustibles fossiles.

En coulisses, une bataille sismique est en train de se jouer puisque quatre des principaux secteurs responsables du réchauffement climatique – le secteur TIC/télécommunications/Internet, le secteur de l'alimentation et de l'électricité, celui de la mobilité et de la logistique et celui du bâtiment – ont commencé à se départir de l'industrie des combustibles fossiles pour adopter des énergies vertes moins chères. Résultat, pour cette industrie-là, « *environ*

90 billions d'euros d'actifs pourraient être bloqués à cause du carbone ».

La bulle carbone est la plus grosse bulle de l'histoire de l'économie. Et les nouvelles études et analyses réalisées au cours des vingt-quatre derniers mois – par la communauté financière mondiale, le secteur des assurances, les organisations mondiales de commerce, les gouvernements nationaux et les principales agences de consultation de l'industrie énergétique, le secteur des transports et celui de l'immobilier – montrent que l'effondrement de la civilisation industrielle fondée sur les combustibles fossiles est imminent. Il pourrait se produire entre 2023 et 2030 puisque ce sont des secteurs essentiels qui se séparent de ces combustibles et qui reposent de plus en plus sur des énergies moins onéreuses, solaire, éolienne et autres énergies renouvelables, et sur les technologies zéro carbone qui les accompagnent. Les États-Unis, actuellement le premier pays producteur de pétrole, seront pris en tenaille entre, d'une part, la chute des prix des énergies solaire et éolienne et du pic de la demande de pétrole, et, d'autre part, les répercussions de l'accumulation d'actifs bloqués dans l'industrie pétrolière.

Soyons clairs : cette forte disruption a lieu en grande partie parce que l'acteur principal est le marché. Tous les gouvernements seront obligés

de suivre le marché ou de faire face aux conséquences. Les premiers de cordée de cette nouvelle révolution industrielle sans carbone resteront au sommet de la courbe. Ceux qui seront incapables d'accompagner les forces du marché et perpétueront la culture des combustibles fossiles du XX^e siècle vacilleront.

Sans surprise, un mouvement mondial plaidant pour que l'on désinvestisse de l'industrie pétrolière et que l'on réinvestisse dans les énergies renouvelables est né et gagne rapidement en force. Le joker, ce sont peut-être les plus de 35,5 billions d'euros investis dans les fonds de pension mondiaux, dont 22,5 sont entre les mains de la population active américaine. Les fonds de pension sont la plus grande source de capitaux mondiale depuis début 2018. S'ils sont toujours investis dans l'industrie des combustibles fossiles, les pertes financières de millions de travailleurs américains seront incalculables le jour où la bulle carbone explosera.

Depuis peu, des échanges approfondis ont lieu dans la communauté financière sur les choix à opérer. Il s'agit de savoir s'il vaut mieux poursuivre et soutenir l'industrie des combustibles fossiles en y investissant des trillions de dollars, ou abandonner le navire et investir dans les énergies vertes, les nouvelles entreprises et les nouveaux gisements d'emplois portés par la mise

en place et le développement de cette infrastructure verte en Amérique et dans le monde. Beaucoup d'investisseurs institutionnels liés aux fonds de pension ont commencé à retirer de l'argent des énergies fossiles pour investir dans les énergies renouvelables, créant ce qui est en train de devenir la plus grande campagne désinvestir/investir de l'histoire du capitalisme. Jusqu'ici, plus de 1 000 investisseurs institutionnels de 37 pays en tout se sont engagés à retirer 7,2 billions d'euros de fonds de l'industrie des combustibles fossiles, dont certaines des plus grandes villes et des plus grands syndicats ; ils sont en train de réinvestir dans des énergies vertes, des technologies propres et des business models qui tendent vers un avenir sans carbone.

L'émergence simultanée de la bulle carbone et des actifs bloqués, et la naissance d'un mouvement populaire en faveur d'une Nouvelle Donne verte ouvrent une fenêtre. On peut espérer qu'un renouvellement des infrastructures nous conduira à une ère écologique proche de zéro carbone au cours des vingt prochaines années.

S'il est vrai que l'appel en faveur d'un New Deal Vert gagne en force, ses auteurs et ses soutiens sont conscients qu'il n'existe pas, du moins pas encore, de voie précise pour arriver à une « révolution industrielle » qui accomplirait la mission. Ce livre sera l'occasion de

faire part au lecteur de mon expérience de plus de vingt ans auprès de l'Union européenne et, plus récemment, de la République populaire de Chine, dont j'ai aidé les gouvernements à préparer leur New Deal Vert en vue d'une troisième révolution industrielle sans carbone. J'espère que le mouvement populaire qui se déploie en Amérique en prendra de la graine, au moment où les États-Unis mettent en place leur troisième révolution industrielle pour réagir au réchauffement climatique et créer une économie et une société plus justes et plus humaines.

À titre personnel, je souhaite répondre à tous ceux qui ont un regard sceptique sur ce New Deal Vert et sur la possibilité d'une transition en l'espace de vingt ans, soit le temps d'une génération. Les entreprises et les industries mondiales avec lesquelles je travaille – télécoms, installations électriques, transports et logistique, secteur du bâtiment et de l'immobilier, fabrication avancée, agriculture intelligente et sciences de la vie, communauté financière – savent que cette révolution peut être accomplie. Le fait est que nous sommes en train de la réaliser dans plusieurs régions du monde.

Quant aux élus et aux fonctionnaires américains qui estiment que ce New Deal est impraticable, je leur dirai que l'Europe et la Chine, avec lesquelles je coopère, savent qu'une transfor-

mation de cette ampleur est possible en une génération. Elles sont en train de la mener chez elles en temps réel. Aux États-Unis, à part quelques États et quelques villes importantes, nous sommes à la traîne et nous avons pris du retard. Il est temps de retirer nos œillères et de montrer au monde ce dont l'Amérique est capable quand elle décide d'adopter une nouvelle vision – vision synonyme de New Deal Vert pour l'Amérique, pour l'humanité, pour les autres espèces et pour la planète. J'espère que les États-Unis rejoindront l'Union européenne et la Chine et entraîneront le monde vers une ère écologique sans carbone.

Depuis toujours, la marque de fabrique de l'Amérique est l'optimisme et la volonté de retrousser les manches. C'est ainsi qu'elle a traversé plus de deux cents ans d'épreuves, de tribulations, de défis et de champs des possibles. C'est son ADN culturel. Une nouvelle génération d'Américains vient de monter sur la scène nationale et mondiale pour prendre en charge une mission comme jamais l'humanité n'en a connue. Le New Deal Vert est parti pour durer et susciter un vaste soutien populaire, surtout parmi la génération des moins de quarante ans, les enfants du numérique prêts à, et désireux d'imprimer leur marque sur le corps politique dans les décennies à venir. ■

Un autre regard

Quelques planches du tome 4 de la bande dessinée *Un autre regard*, intitulé *Des princes pas si charmants*, dans lesquelles la blogueuse Emma évoque le sexisme ou encore la charge mentale que subissent les femmes au quotidien. Un ouvrage 100 % féministe et révolutionnaire disponible en librairie. **Extrait.**

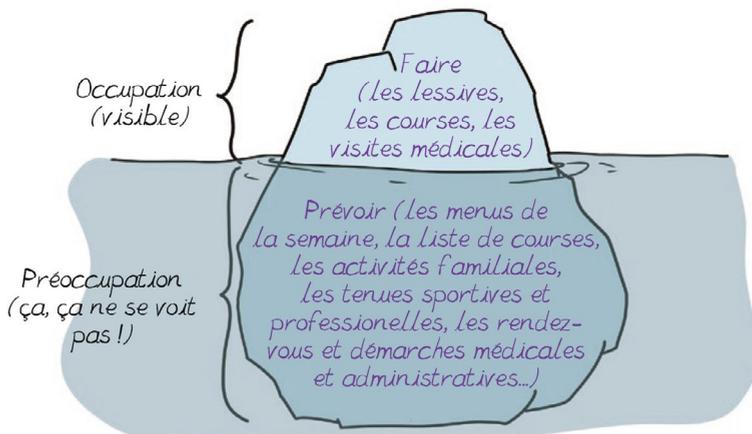


Si j'ai choisi de parler de la charge mentale **ménagère**, c'est parce que, contrairement aux préoccupations professionnelles, celle-ci est **spécifique aux femmes**. Elle accentue les inégalités de genre!



Une étude de l'INSEE réalisée en 2010 montre que les femmes effectuent deux tiers des tâches ménagères et parentales – et ces chiffres ne tiennent pas compte de la charge mentale!

Parler de charge mentale a permis de mettre en valeur une partie de l'exploitation des femmes jusqu'ici invisible: toute la **préoccupation** associée au travail domestique, avant son exécution.



*Et voilà.
De cause féministe, en passant par problème de couple, puis de femmes,
la charge mentale est devenue... une maladie!*

Je suis débordée, je pense
à quinze tâches à la fois...
Je crois que j'ai attrapé
la charge mentale!



Ho non ! Je te fais
pas la bise alors...

Par contre,
je connais un
acupuncteur qui sait
la faire partir!

Une société historiquement conçue par les hommes...

Hé Georges, je viens d'avoir une super idée! Si on disait que c'était dans la nature des femmes de faire les trucs chiantes et pas payés, nous, on serait tranquilles!

Quelle bonne idée! On pourrait l'écrire dans un livre et dire qu'il est sacré!



... à leur avantage.

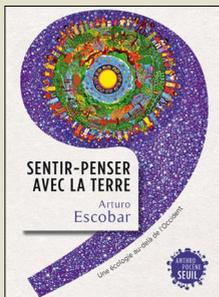
Bon, je joue les étonnées, mais cette *psychiatriisation* d'un sujet féministe n'a rien d'extraordinaire. Historiquement, on a toujours empêché les femmes de s'émanciper en leur faisant croire que le problème venait d'elles.

Les femmes qui voulaient le droit de vote étaient décrites comme frustrées par leur célibat...

... et celles qui affrontaient leurs maris étaient des mégères.



Sentir-Penser avec la Terre, une écologie au-delà de l'Occident



Dans une époque où chacun cherche à changer le monde, Arturo Escobar questionne notre capacité à changer de monde. Pour cela, il propose un projet émancipa-

teur, guidé par un rapport à la nature affranchi des carcans modernes, où la cosmologie aborigène fait écho aux préoccupations occidentales face à la crise climatique. **Extrait.**

Sentir-Penser avec la Terre, une écologie au-delà de l'Occident - Arturo Escobar (Seuil-Anthropocène, 2018)

Promouvant, en diverses parties du globe, une transformation culturelle et institutionnelle impliquant une transition vers un monde différent, les discours de la transition diffèrent nettement entre ceux qui émanent du Nord et ceux issus du Sud global. Au Nord, il s'agit notamment de propositions telles que la décroissance, « *le grand tournant* » (de l'écologue des systèmes, écoféministe et bouddhiste américaine Joana Macy), la « *grande initiative pour la transition* » (*Great Transition Initiative*, de l'Institut Tellus), le mouvement des villes en transition (animé par Rob Hopkins) ou « *Le grand chantier vers un Écozoïque* » (inspirée par le théologien et écologue Thomas Berry). Il faut y ajouter certains dialogues interreligieux, certaines conversations dans l'enceinte des Nations unies, le concept d'Anthropocène, etc.

Dans le Sud global, les discours de la transition sont tout aussi nombreux et souvent d'une autre nature. En Amérique du Sud, un courant important est celui des « *transitions vers le postextractivisme* ». Il est fondamental d'établir des connexions entre les théories et mouvements activistes de la transition du Nord et du Sud pour favoriser les échanges et afin que ces derniers gagnent en visibilité au plan international.

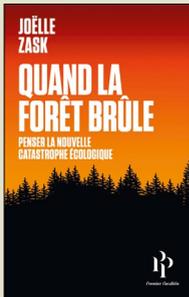
La quête d'un nouveau modèle de civilisation

Certains mouvements et débats intellectuels latino-américains proposent des voies concrètes s'éloignant du « *modèle de civilisation* » de la modernité eurocentrée, de la modernisation et du développement globalisé. Lors des sommets des peuples – réunissant indigènes, Afro-descendants, femmes et paysans – qui se sont succédé, la crise du modèle de civilisation occidental a été invoquée comme étant la principale cause de l'actuelle crise globale – qu'il s'agisse du climat, de l'alimentation ou de la pauvreté. Tous reconnaissent la nécessité d'entreprendre un changement vers un nouveau paradigme culturel et économique, qu'ils s'emploient d'ailleurs à construire. Certains.e.s intellectuel.le.s relie(n)t en effet « *l'offensive politique* » des peuples à un « *nouveau projet de civilisation* ». Si l'idée d'une transition impliquant l'ensemble du modèle de société est plus forte chez certains mouvements indigènes, on la retrouve aussi, par exemple, au sein d'organisations paysannes comme Via Campesina, pour laquelle seul un changement vers des systèmes agro-écologiques de production d'aliments locaux est susceptible de mettre fin à la crise climatique et alimentaire.

Dans la plupart de ces discours, les alternatives ont nécessairement un

caractère anticapitaliste, mais pas seulement : elles se doivent d'affirmer la vie dans toutes ses dimensions, comme le suggèrent les formes d'existence des communautés et des peuples paysans et indigènes du Sud global. Comme l'affirme Santos, « *un débat de civilisation est à l'œuvre. Il n'est pas simplement question d'une transition du capitalisme vers le socialisme, mais de quelque chose de plus large, de différent du moins* » qui fait appel à des conceptions renouvelées de la nation, de la nature, de l'économie, du temps et de la citoyenneté. Sur le plan théorique, on considère que les cosmovisions et les pratiques des communautés indigènes, afro-descendantes et paysannes peuvent contribuer à édifier un modèle de civilisation alternatif. Il ne s'agit de rien de moins que de « *retrouver le sens de la vie* ». ■

Quand la forêt brûle, Joëlle Zask



La philosophe Joëlle Zask dissèque dans cet essai le phénomène des mégafeux, qui a touché le Portugal, l'Indonésie, la Californie ou plus récemment l'Amazonie, pour exalter

l'humanité à un sursaut face à la crise environnementale. Elle convoque pour cela la philosophie aborigène, qui dans un rapport ni sauvage ni domestique avec la forêt, ouvre la possibilité d'une indépendance de la nature, compatible aux besoins des sociétés humaines.

Extrait.

L'expression « cleaning country » (...) désigne l'ensemble des pratiques situées à mi-chemin entre l'entretien du pays et la satisfaction des besoins humains, dont font partie les brûlages qui « ramènent la terre à la vie ». Grâce à eux, on procède au ménage du territoire : « clean up the country. » S'occuper du pays, c'est le faire passer de l'état de « wild », ou « dirty », à l'état de « quiet » ou « clean ». La forêt peut être anthropisée, elle n'en est pas pour autant anthropocentrée : le soin de la forêt ne se réduit pas à la culture de plantes sylvestres comestibles et à l'essartage de parcelles destinées à être cultivées. Les formes du « cleaning country » et sa philosophie générale ne se confondent pas avec celles de la forêt cultivée depuis environ huit mille ans par les peuples amérindiens, notamment par les Jivaros Achuar de l'Amazonie équatorienne que Philippe Descola a étudiés. Leur but n'est pas de transformer la forêt naturelle en « forêt récoltable », selon l'expression de Clifford Geertz, mais de relier nature et récoltes de telle manière que cultiver et veiller l'écosystème forestier relèvent d'un seul et même acte. La perspective alimentaire n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres. La production de nourriture fait partie d'un ensemble plus vaste de pratiques de soins ap-

« (...) relier nature et récoltes de telle manière que cultiver et veiller l'écosystème forestier relèvent d'un seul et même acte. »

portés à la terre, y compris pour rétablir son équilibre quand elle est fragilisée. Comme l'analyse par ailleurs Philippe Descola, l'opposition entre jardin et forêt, entre domestique et sauvage, perd alors toute pertinence au profit d'un entrelacement de pratiques, de processus naturels et de préoccupations associant les unes aux autres.

(...) les grands feux de forêt mettent ainsi en exergue la nature interactionnelle d'événements souvent pensés comme distincts, duels, et en ce sens « autonomes » : culture et nature, domination et contemplation, humain et non humain, etc. Le milieu (ou l'environnement) n'est pas cette nébuleuse dans laquelle situer des parts, des séparations, des sans parts, des partitions, ou encore des places. Le partage humain/non humain existe, mais il est alors pensé non comme une origine, mais comme la conséquence soit d'une pratique humaine située, soit d'un événement naturel hors norme ou inconnu. L'homme n'est pas le souverain de la

nature, mais son accompagnateur et son assistant. Il partage avec elle un même futur.

(...) Depuis le poste d'observation ultrasensible que constitue le phénomène des mégafeux, « prendre soin du pays » acquiert une signification écologique prégnante. Confrontées au « cleaning country » ou à ceux qui possèdent, selon une expression corse, la « culture du feu », les pratiques aménagistes brutales comme la perspective romantique d'une régénération de l'homme grâce à un contact avec la nature vierge révèlent leurs incohérences. ■

« L'homme n'est pas le souverain de la nature, mais son accompagnateur et son assistant. »

Mouvement UP

15 rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris
contact@mouvement-up.fr
www.mouvement-up.fr

Directeur de la publication

Jean-Marc Borello
jmb@groupe-sos.org

**Directeur général
du Mouvement UP**

William Elland-Goldsmith
william.elland-goldsmith
@mouvement-up.fr

Rédactrice en chef

Macha Binot
macha.binot@mouvement-up.fr

**Secrétaire général
de la rédaction**

Geoffrey Chapelle

Rédacteurs

Macha Binot, Sandra Coutoux,
Philippe Lesaffre

A participé à ce numéro

Olivier Saretta

**Communication, partenariats
et publicité**

Laure Ménager et Jessica Roquain
laure.menager@mouvement-up.fr
01 58 30 52 35
jessica.roquain@mouvement-up.fr
01 58 30 52 41

Réalisation www.presscode.fr

Direction artistique et maquette

Antonin Doussot
antonin.doussot@presscode.fr

Illustrations

Antonin Doussot, Gabrielle
Lemaignan, Maxime Samouiller,
Ariane Souvannavong

Photothèque

Istock

Impression

Aubin imprimeur
Chemin des 2 croix
86240 Liguge

Routage

Routage 86

Mouvement UP est un magazine trimestriel édité par Presscode, SARL dont le numéro de S.I.R.E.T. est 444 567 508 000 30, ayant son siège social au 15, rue de la Fontaine au Roi - 75011 Paris, représentée par Nicolas Froissard, et dont les associations fondatrices sont GROUPE SOS Solidarités, GROUPE SOS Jeunesse, GROUPE SOS Seniors et GROUPE SOS Santé.

Tous droits de reproduction réservés.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

DATE PARUTION

Décembre 2019
Dépôt légal décembre 2019
Commission paritaire (CPPAP) :
1123 D 83337
ISSN : 2272-2793

**Abonnements
Mouvement UP**

15 rue de la fontaine au roi
75011 Paris
01 58 30 52 41 ou
abonnements@mouvement-up.fr

GROUPE SOS
102, rue Amelot
75 011 Paris
Tél. 01 58 30 55 55
Fax 01 58 30 55 79
www.groupe-sos.org



GROUPE SOS

Avec 18 000 salariés, 550 établissements et services et 950 millions de CA, le GROUPE SOS est la première entreprise sociale européenne. Depuis 35 ans, il met l'efficacité économique au service de l'intérêt général et répond ainsi aux enjeux de société de notre époque en développant des solutions innovantes dans ses 8 secteurs d'activité : Jeunesse, Emploi, Solidarités, Santé, Seniors, Culture, Transition écologique, Action internationale. 1,7 million de personnes bénéficient directement des actions du GROUPE SOS chaque année.

**LIRE, ÉCOUTER,
PARTAGER,
POUR AGIR**

TOUS ENSEMBLE POUR NOTRE PLANÈTE



**1% for the Planet est un collectif mondial
d'entreprises, d'associations et d'individus contribuant
ensemble à la protection de notre planète.**

.....

Les marques dont les produits affichent le logo 1% for the Planet reversent 1% de leurs ventes à des organisations qui se battent pour protéger l'environnement. En achetant ces produits, vous contribuez aussi à la protection de la planète.



**FOR THE
PLANET**

Nos membres ont déjà reversé 200 millions d'euros pour la planète. En savoir plus sur onepercentfortheplanet.fr



Solution n.f subst :

Ensemble d'opérations mentales, intellectuelles susceptibles de fournir une réponse théorique ou pratique visant à la résolution, l'analyse, la compréhension d'un problème ou d'un phénomène complexe.

#1

Hiver
2019-2020

7,50 €



9 772272 279753